

N°411 - avril

2013 - 4,60€ - 7 FS

écologie • alternatives • non-violence

Science

Déraciner le racisme



Rationnement
Sujet tabou ?

Déchets
Chantier, art et autres clichés

3 Questions à...

Dioxine

Dominique Frey,
co-présidente de l'Acalp, Association citoyenne
active de lutte contre les pollutions

Que s'est-il passé en Savoie autour de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère ?

L'incinérateur de Gilly-sur-Isère a été fermé le 25 octobre 2001 par décision préfectorale suite à la découverte d'une pollution catastrophique par les dioxines. Deux mesures dans les fumées : 75 nanogrammes par mètre cube « normal » (ng/Nm³) en octobre 2001, et 1285 ng/Nm³ en juin 2001 (cette analyse n'a été découverte et dévoilée qu'en décembre 2002 !). Or la norme européenne de 2005 était de 0.1 ng/Nm³ !

Cette contamination a entraîné au total à la fin 2002 l'abattage de 6875 bêtes (bovins, caprins, ovins, équins), la destruction de 2230 tonnes de lait (2 230 000 litres) et 24 tonnes de produits laitiers (fromages dont l'AOC Beaufort), 365 exploitations agricoles touchées, 10 000 tonnes de foin déstocké à détruire et remplacer, 28 communes touchées. La zone géographique polluée s'étend à un rayon de 10 à 20 km autour de l'incinérateur. Le constat a également été fait d'un nombre

de cancers élevé. De jeunes mamans s'inquiètent de la qualité de leur lait maternel et des effets sur la santé de leurs enfants.

Comment a-t-on abouti à un jugement dans lequel aucun des protagonistes de cette pollution (Etat, commune, exploitant) n'a été condamné ? Il n'y a pas de responsable ?

Le lien entre cancer et pollution de l'incinérateur n'a pas été établi. Sur les conditions d'exploitation, le syndicat intercommunal était propriétaire et exploitant de l'incinérateur dirigé par l'industriel/opérateur Novergie, sous le contrôle de l'Etat/Drire. C'est l'exploitant qui est responsable juridiquement donc le syndicat intercommunal. Ce dernier s'étant auto-dissous un an avant sa comparution, il n'a donc pas pu être condamné. Il n'y a donc en effet aucun coupable reconnu pas l'administration judiciaire. Dès lors que le Parquet/Procureur s'est montré hostile envers nous, l'impunité s'est sans doute organisée : expertises médico-légales et études Invs⁽¹⁾ douteuses, incapacité de démontrer un lien de cause à effet entre la pollution de cet incinérateur et les cancers des riverains ; « baillonnage » répété de l'association par le rejet incompréhensible de la reconnaissance du statut d'association de victimes ; volonté de dessaisissement du juge d'instruction vers une juridiction éloignée ; un industriel que la loi et sa sémantique permettent de déclarer ni responsable ni complice ! Et une loi inadaptée à ce type de crime environnemental : pas d'impact immédiat, pas d'explosion ni de morts nombreux en même temps (comme au tunnel du Mont Blanc, ou AZF), le déroulement des faits et de leur impact sur la santé, sur les milieux, ..., s'étend dans le temps. La loi est à faire évoluer... mais avec quelle volonté ?

LE MOIS DE LASSERPE

MAÏ: LA TRAQUE DES JIHADISTES CONTINUE

ALLEZ TROUVER UN POIL DE BARBE
DANS LE DÉSERT, VOUS...



LOGEMENTS ABUSIFS: LE GOUVERNEMENT VEUT DES SANCTIONS IMMÉDIATES

VOUS N'AVEZ PAS
M'ENFERMER
DANS 2 M² ?!

VOUS PAIGNEZ PAS,
MOI, J'AI PAYÉ UN
LOYER POUR ÇA !



LE MARIAGE GAY VALIDE AU ROYAUME-UNI

APRÈS LE TAPIS ROUGE POUR LES EXILÉS
FISCAUX, ON DÉROULE LE TAPIS ARC-EN-CIEL
POUR LES HOMOSEXUELS



quoi de neuf ?

Poissons

Il y a deux poissons égarés dans ce numéro. Saurez-vous les retrouver ?

Badges

Silence propose désormais des badges ! Ils sont disponibles à prix libre sur certains stands et aussi sur place au local de la revue à Lyon. Ils ne font donc pas l'objet de commandes et d'envois.



Des reportages "sans avion"

Tous les mois, nous recevons des propositions de reportages sur ce qui se passe à l'autre bout de la planète.

Nous sommes heureux de les publier lorsque les auteur-e-s prennent le temps de voyager lentement — en train, à vélo, à pied, en bus, en stop... ou habitent ces pays. Par contre, parler d'une initiative aussi passionnante soit-elle, tout en utilisant un des moyens les plus sûrs pour détruire la planète — l'avion — nous paraît contradictoire.

Nous ne publions plus les reportages ayant nécessité de prendre l'avion (nous considérons qu'on devient habitant d'un pays après six mois de résidence).

Relais locaux

Les relais locaux sont essentiels pour la visibilité, la diffusion de la revue, des idées et des pratiques qu'elle véhicule ! Créer ou rejoindre un relais local, c'est s'investir auprès de Silence là où on vit. C'est tenir un stand lors d'une manifestation, organiser un café-débat, renforcer des liens avec des associations ou projets locaux, trouver des points de vente... C'est développer des activités autour de Silence selon ses envies ! Silence c'est aussi vous.

Rendez-vous page 46 pour en savoir plus !

N°400 : offrez le livre

Vous avez aimé le numéro 400 sur les 600 dates de l'écologie ? Vous pouvez l'offrir sous forme de livre. Celui-ci avec une couverture plus rigide est disponible contre 12 € l'ex (+ forfait de 4 € de port. Frais de port offerts à partir de cinq exemplaires).

Comment évolue la politique de l'incinération en France ?

La fermeture de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère a précipité la fermeture d'une quarantaine d'incinérateurs hors normes. Et nous avons contribué à l'abandon du projet de construction d'un incinérateur de 120 000 tonnes inscrit dans la révision du Plan d'Élimination des Déchets Départemental de 2003. En Savoie, un incinérateur a été fermé et un autre est en passe de l'être, tous deux de la même génération. Un autre demeure, en fond de vallée ; et le plus gros du département a été remis aux normes et son volume augmenté, à tort car il *crie famine* et cherche de la matière à brûler hors du département actuellement, ce qui est contraire à la réglementation et bien évidemment va à l'encontre des mesures de réduction des déchets. Des projets de méthanisation et de tri mécano-biologique⁽²⁾ sont toujours dans les cartons, encore des procédés « magiques » qui ne valent pas mieux... Il semble que les petits incinérateurs font place à de grosses usines certes moins polluantes mais dont les volumes démesurés produisent logiquement des pollutions à l'impact multiplié et donc évident sur l'environnement comme sur la santé. La politique de réduction est insuffisante et les solutions désignées comme alternatives, tri mécano-biologique, méthanisation, ont des rendements de mauvaise qualité et éloignent de la responsabilité et de la qualité du tri à la source...

> **Acalp** : acalp.blogspot.fr. L'association a été dissoute fin décembre 2012 après onze années de lutte.

(1) InVS : Institut de veille sanitaire.

(2) Le tri mécano-biologique est un procédé industriel qui tente de se faire passer pour du compostage mais qui utilise un mélange de déchets organiques et de déchets ménagers où subsistent généralement, malgré un « criblage », des morceaux de plastique, verre, métaux...

SOMMAIRE

édito / dossier du mois

Déraciner le racisme

sommaire détaillé page suivante

4 à 19



Déchets

Déchets, chantier, art et autres clichés

Eva Thiebaud

29



Ami-e-s de S!ence

10 ans de révolutions intérieures

Collectif des Ami-e-s de Silence

32



Décroissance

Rationnement !

Sujet tabou

Christian Maillebouis

34

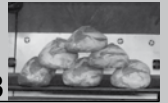


Pain bio

Déjà le premier anniversaire de la Miecyclette !

Marie-Pierre Najman

38



Victimes de la bombe

Se réappropriier la parole

Patrice Bouveret

39



Photographie

Transhumance contre le puçage

Emmanuel Breteau

48



50 ANS D'AMITIÉ FRANCO-AUEMANDE

DIANE 35 : UN ANTI-ACHÉ UTILISÉ COMME CONTRACEPTIF

LA GUERRE, PLUS JAMAIS ÇA

MÊME PAS UN PETIT PEU...? AU MALI...?

NE PAS EN PRENDRE, C'EST LA MEILLEURE DES CONTRACTIONS

KAÏ!!!

PLOP

LASSERRE.

LASSERRE.



Prochain dossier : Slow, des lents demain qui chantent ?

VENEZ NOUS VOIR
LES 11 ET 12 AVRIL !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **16 et 17 mai, 13 et 14 juin, 22 et 23 août...**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **20 avril** (pour le n° de juin), **25 mai** (pour le n° d'été), **22 juin** (n° de septembre)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **27 février 2013**.

brèves

- | | |
|------------------------------------|---------------------------------|
| 18 Vélo | 23 Nucléaire |
| 18 Alternatives | 24 Le coût des armes nucléaires |
| 19 Les couleurs
(Michel Scrive) | (Dominique Lalanne) |
| 20 Climat | 24 Paix |
| 20 Agri-bio | 24 Politique |
| 21 Notre-Dame-des-Landes | 25 Énergie |
| 21 Environnement | 26 Société |
| 22 Tribune libre
(Alain Gaudin) | 26 OGM |
| 22 Femmes, Hommes, etc. | 27 Agenda |
| 22 Nord/Sud | 28 Annonces |
| 23 Fukushima | 42 Courrier |
| | 43 Livres |

Éditorial

Un dossier intime et politique

Comment faire rempart au racisme ? Il ne s'agit pas seulement d'organiser des manifestations bien-pensantes contre les "fachos" qui "ne passeront pas". Mais aussi de travailler au niveau personnel sur notre propre racisme (parfois bienveillant), sur les "privilèges blancs" et comment s'en défaire.

D'autre part, le racisme n'est pas simplement un problème de mentalités dont tout l'enjeu consisterait à les faire évoluer, mais aussi un problème systémique, structurel, qui s'incarne dans l'organisation de notre société. Il s'inscrit dans la répartition de l'espace urbain (gentrification...), des métiers, etc. Il est également institutionnel, c'est à dire que les politiques d'Etat, les frontières, les lois génèrent, impliquent et alimentent le racisme.

Il est important également que ce ne soient pas des "blancs" qui monopolisent le discours sur le racisme. Nous rendons compte ici des analyses de deux femmes et de deux groupes qui ont la particularité de savoir ce que c'est que vivre le racisme postcolonial dans la société française contemporaine.

Ce dossier cherche enfin à laisser de la place aux initiatives pratiques et constructives plus qu'aux seuls actes de protestation, même s'il nous a été difficile d'en rencontrer. N'hésitez pas à nous en faire connaître d'autres.

Guillaume Gamblin ■

L	<u>Le racisme, c'est les autres ?</u>	5
E	<u>Effacer la haine sur les murs</u>	6
I	<u>Se rencontrer pour combattre les préjugés</u>	7
		<i>Irène Kaufer</i>
S	<u>Jouer avec nos différences</u>	9
S	<u>Abolir les "privilèges Blancs"</u>	11
	<u>Quel antiracisme pour aujourd'hui ?</u>	13
O	<u>Pour un féminisme sans frontières</u>	16

Marie-Claire Bonnefous

Dossier coordonné par Guillaume Gamblin.

Illustration de couverture : Claire Lamri, spectacle d'Ilotopie "Les gens de couleur"



Inauguration du Tramway de Brest, le 23 juin 2012. La compagnie de théâtre Ilotopie fait sensation en se baladant parmi les passants.



Jouer, c'est apprendre la différence



Les cerfs-volants afghans, vecteurs de liens interculturels, à Florennes



Une ludothèque, lieu de rencontres

Le racisme, c'est les autres ?

Le racisme est bien plus que la montée inquiétante de l'extrême droite. Il passe aussi par les politiques d'Etat, le découpage de l'espace social et urbain et jusque par nos comportements quotidiens les plus anodins.

AVEC LE PASSAGE DE RELAIS DYNASTIQUE ENTRE JEAN-MARIE ET MARINE LE PEN, LE Front national tente de se laver d'un passé trop sulfureux pour devenir une entité démagogique aspirant à la reconnaissance républicaine et à la normalisation politique. Face à une droite en décomposition qui a décidé de se laisser aspirer par ses idées, le FN arrive en position de force dans le jeu politique national⁽¹⁾. On note aussi, depuis la fin des années 2000, un retour de groupes tels que le Bloc identitaire⁽²⁾. Leurs actions ont pour cibles privilégiées l'islam (mosquées, restaurants hallal...), l'homosexualité (gay pride et kiss-in)⁽³⁾, l'IVG, les personnes qu'ils définissent comme immigrées ou juives... Parallèlement, les expressions de racisme dans les médias et dans la vie quotidienne (agressions contre les Roms...) paraissent de plus en plus fréquentes et banalisées.

La responsabilité de la droite de gouvernement (et du sarkozisme) est importante dans la diffusion et la banalisation de l'idéologie raciste dans la société. Le discours et les pratiques gouvernementales concernant le traitement des réfugiés, les expulsions, les centres de rétention, la question du voile, les campements de Roms, les révoltes des quartiers populaires, ont légitimé une attitude de mépris, de violence et d'inhumanité envers les "non-Blancs". Les politiques d'Etat sont venues autoriser et encourager les préjugés et les attitudes racistes.

Plus en profondeur, c'est toute une politique de la ville et de l'emploi qui n'a pas réussi à éviter une logique de ghettoïsation. Le racisme structurel se traduit par une inégale répartition des lieux de vie et des chances sociales.

Notre racisme bienveillant

Mais on ne saurait limiter le racisme dans notre société à la montée de l'extrême droite, aux politiques d'Etat et aux inégalités structurelles. Dans *Racisme, mode d'emploi*⁽⁴⁾, Rokhaya Diallo identifie des formes de racisme beaucoup plus invisibles et répandues. "Tout le monde croit que le racisme est un truc de méchant, une idée si grossière, si haineuse que personne n'est dupe quand

elle se manifeste. Pourtant, le racisme le plus diffus et le mieux accepté se niche dans notre quotidien et s'exprime à travers les situations les plus ordinaires." "Quelques exemples ? 'Tu viens d'où ?', me demande-t-on – en subodorant un endroit proche de la jungle. 'C'est fou ce que tu parles bien, t'as pas d'accent', me félicite-t-on même parfois !"⁽⁵⁾.

Elle découvre qu'il existe une société secrète de 'négrophiles' qui 'adorent' les Noirs et m'assomment de questions sur ma prétendue 'culture'. Toutes ces questions (liées pour la plupart à l'ignorance) me renvoient à un unique aspect de mon identité : je suis noire". "Curieusement, ma prise de conscience personnelle du racisme n'est pas liée à des agressions explicites (on ne m'a jamais ouvertement traitée de 'sale noire !'), mais à des remarques 'positives' et surtout à la persistance de certaines personnes à me maintenir dans l'altérité." Bien que francophone et née à Paris, "on me demande régulièrement quel est mon pays ou si je parle 'l'africain'".

Si je fais moi-même partie du problème que je dénonce, alors à moi de jouer pour déraciner cette part de racisme dont je suis responsable. Le racisme... ce n'est pas seulement "les autres".

G. G. ■



▲ Rokhaya Diallo

- (1) La montée des extrêmes droites est une tendance qu'on observe partout en Europe, et la banqueroute économique actuelle n'est sans doute pas là pour inverser cette orientation.
- (2) Groupe d'extrême droite usager de l'action directe violente, et héritier d'*Unité radicale*, qui avait été dissout après l'attentat contre le président Chirac en 2002.
- (3) Un kiss-in est une intervention dans l'espace public consistant à s'embrasser. Elle est utilisée par les mouvements homosexuels pour revendiquer leur légitimité à s'afficher publiquement sans complexe.
- (4) Larousse, 2011, 224 pp, 17 €.
- (5) "Dans les soirées, lorsque le DJ a la bonne idée de lancer de la musique à consonance africaine ou antillaise, certains regards se tournent vers moi attendant sans doute que je revête ma ceinture de bananes pour me déhancher", poursuit-elle.



▲ 14 décembre 1984 à Lyon, action d'effaçage de graffitis



▲ Mai/juin 1986, recouvrement d'affiches

Effacer la haine sur les murs

Face à la montée des idées d'extrême droite, il est possible d'agir de manière simple et locale.

DURANT LA PÉRIODE DE MONTÉE DU NAZISME, LES VILLES OÙ LES CITOYENS AVAIENT systématiquement effacé les slogans haineux sur les murs étaient celles où le score de Hitler aux élections avait été le moins élevé. C'est ce que découvre Christiane Lasserre lors de ses études germaniques.

Elle en parle à Jean-Pierre Lanvin, militant de la non-violence comme elle, et ils lancent en 1985 une campagne intitulée *Effacer la haine sur les murs de la ville*. Ils rassemblent à Lyon des personnes de divers mouvements de paix : Amis de l'Arche, MAN, Amis du Livre de la paix, Artisans de paix, MIR, CFDT, MOC, et d'autres personnes sans étiquette.

Comment agissent-ils ? Ils se réunissent place Bellecour, à trois ou quatre voitures. Chacune est

conduite par une personne qui, au préalable, est allé repérer des graffitis ou autocollants haineux dans un quartier. Chaque équipe de 4 ou 5 part en voiture dans un quartier différent. Ils effacent tous les slogans racistes et haineux, "y compris 'Le Pen, à mort'", car ils souhaitent lutter contre la haine sous toutes ses formes. Ils ritèrent leur action un certain nombre de fois durant deux ans, et ne seront jamais agressés. L'une des raisons en est sans doute qu'ils ne réalisent pas d'appel public à l'action. Ils procèdent par appels téléphoniques à l'intérieur des réseaux militants.

"Plus vite les slogans sont enlevés, moins ça a de chance de réapparaître", estime Christiane. "Nous agissions en plein jour, à visage découvert. Nous n'avions rien à cacher. Nous distribuions des tracts aux passants, certains intéressés, d'autres indifférents. C'étaient des actions très plaisantes, joyeuses. Il nous arrivait aussi de faire des détournements d'inscriptions. Par exemple 'la France aux Français' devenait 'la branche aux branchés' !". Sur les tracts, était imprimé le texte de la loi antiraciste du 1^{er} juillet 1972, qui condamne les auteurs d'inscriptions racistes dans l'espace public.

"Nous avons fait aussi un travail pour alerter les municipalités, pour les pousser à réagir, à les enlever au plus vite. Nous les avons averties de nos démarches, et on leur a même demandé si elles pouvaient nous payer les bombes de peinture ! Comme elles refusaient, nous utilisions ce que nous avions sous la main."

Un type d'action efficace et simple à reproduire.

G. G. ■



ALLEMAGNE Détruire la haine

A 66 ans, Irmela Mensah-Schramm parcourt inlassablement les rues de Berlin pour y enlever les slogans xénophobes et néonazis sur les murs et les poteaux. Armée d'un grattoir métallique, d'un flacon de dissolvant et d'une bombe d'encre noire, elle agit en plein jour, à visage découvert, depuis plus de 25 ans. Depuis 1986, elle estime avoir arraché environ 50 000 autocollants et autant d'affiches et de graffitis. Elle photographie minutieusement ses tristes trouvailles avant de les effacer, et a ainsi créé une exposition, *La haine détruite*, qui a été montrée plus de 350 fois. Fréquemment insultée et menacée par des néonazis dans la rue, elle a toujours fait face avec aplomb.

Se rencontrer pour combattre les préjugés

A Bruxelles comme ailleurs, femmes âgées et jeunes se regardent souvent en chiens de faïence : chaque groupe connaît mal les réalités de l'autre et a donc tendance à s'en méfier. Pour combattre les préjugés réciproques, rien de tel qu'une rencontre autour d'un projet commun : par exemple, une émission de radio.

DANS NOTRE TRAVAIL SUR LA SÉCURITÉ AVEC LES FEMMES DE PLUS DE 55 ANS (VOIR encadré), nous avons pu constater que l'une des situations qui mettent mal à l'aise nos femmes "55+" est la présence dans l'espace public de jeunes, surtout en groupe, et plus précisément de jeunes garçons d'origine étrangère. D'où l'idée d'organiser une rencontre entre des femmes 55+ et un groupe de ces jeunes, pas seulement pour discuter ensemble mais pour construire un projet commun.

Nous avons travaillé en 2009 avec la structure d'aide en milieu ouvert (AMO) bruxelloise Samarcande. Le projet commun s'est imposé de lui-même : des jeunes de cette AMO animaient chaque semaine une émission de radio sur divers sujets de société. Le défi a consisté à monter ensemble une émission sur le thème de la sécurité vue par les femmes 55+ et les jeunes, à l'enregistrer en public dans les conditions du direct à l'occasion du 8 mars, Journée internationale des femmes.

Nous avons réuni un petit groupe de quatre femmes et trois jeunes (deux garçons et une fille). Comme mise en bouche, nous leur avons proposé une animation provocatrice : chaque groupe se réunissait séparément et avait pour tâche d'imaginer tout le mal que son groupe pensait de l'autre. Les femmes 55+ sont restées très correctes, jugeant les jeunes forts, beaux et au pire bruyants ou mal élevés. Les jeunes, par contre, se sont déchaînés : les femmes 55+ étaient considérées comme riches, radines et... racistes. Voilà, c'était dit, on pouvait travailler ensemble.

"L'insécurité ? La police..."

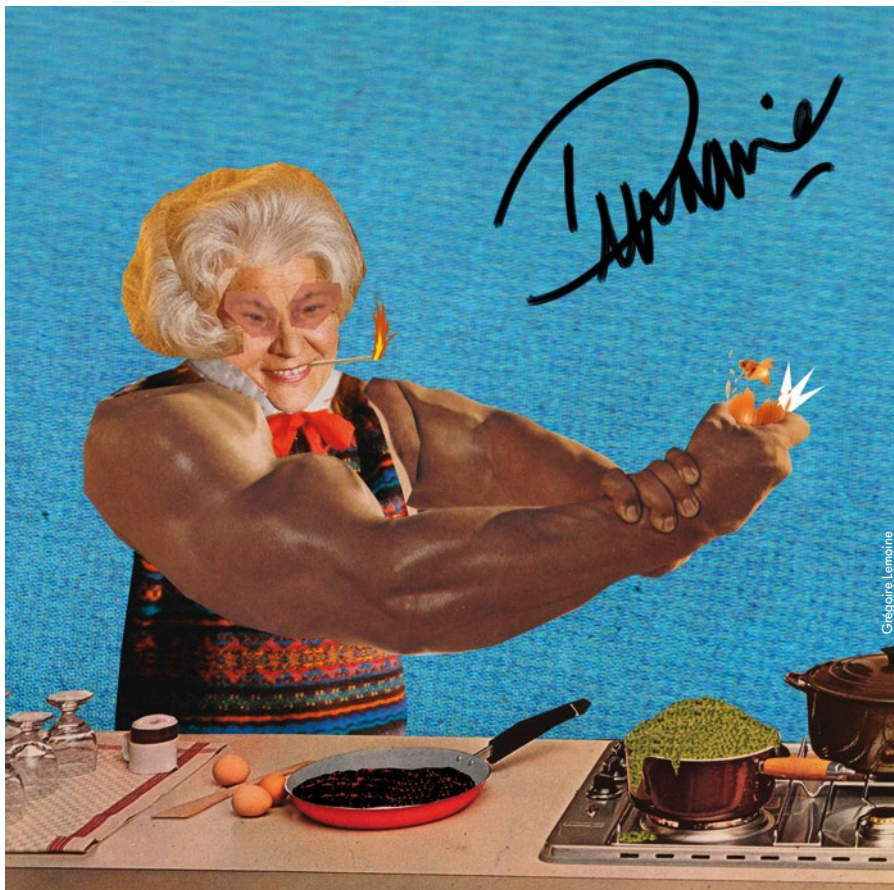
Dans un deuxième temps, nous avons réalisé une marche exploratoire dans le quartier. Une marche exploratoire est une sorte de promenade encadrée, au cours de laquelle on analyse en petit groupe les côtés agréables ou non de l'espace public, pour aboutir à des propositions d'amélioration. Nous avons donc visité le quartier situé entre l'AMO et un quartier commerçant, en passant par une place à la réputation sulfureuse parce

que souvent occupée par des jeunes (à savoir des garçons). Il était important de faire comprendre aux femmes 55+ que si les jeunes traînent sur les bancs de la place, c'est parce qu'ils n'ont guère d'autres endroits gratuits pour se réunir. Mais il nous paraissait tout aussi important que les garçons comprennent le malaise des femmes 55+, tout comme d'ailleurs des jeunes filles implicitement rejetées de ce lieu exclusivement masculin.

Comme nous étions en plein mois de février, personne n'avait vraiment envie de traîner dehors à la nuit tombante. Nous avons quand même croisé un groupe de jeunes qui nous ont confié que leur sentiment d'insécurité à eux était lié à... la police, aux contrôles répétés, à l'impossibilité de se balader tranquillement ou de discuter assis sur les bancs. Nos femmes 55+ ont été très impressionnées par cette rencontre.



Lors de discussions entre nous ou avec des passant/e/s interrogé/e/s sur notre chemin, nous avons pu noter d'autres causes d'un sentiment d'insécurité : un éclairage insuffisant dans certaines rues, des vitres cassées, des poubelles qui débordent ou encore des passages pour piétons mal signalés.



▲ Femmes de 55 ans et plus : se réappropriant sa force. Ici "Mamie Duracuire éclatant un oignon".

Enfin, il s'est agi de construire l'émission elle-même : les thèmes abordés, les angles d'approche, mais aussi les musiques sur lesquelles les deux groupes se sont mis d'accord.

L'émission était animée par l'un des jeunes. Comme il faisait aussi très froid ce jour-là et qu'une fanfare jouait non loin, l'émission elle-même a été assez chahutée, sans compter les problèmes techniques. Mais les deux groupes ont été absolument ravis par la rencontre et une vraie complicité s'est créée entre eux.

Sécurité et discriminations

Evidemment, l'exercice a aussi ses limites. D'abord, non seulement il ne peut se réaliser qu'en petit groupe mais en plus, les femmes qui y participent ne sont pas celles qui ont le plus peur de ces jeunes. Elles sont au contraire parmi les plus ouvertes.

Nous aurions voulu renouveler l'expérience mais, pour toutes sortes de raisons, cela n'a pas été possible.

En 2013, nous lançons donc un nouveau projet : "Sécurité et discriminations". A partir de l'expérience accumulée par des volontaires qui animent d'un côté les groupes de femmes 55+ et de l'autre des groupes de femmes migrantes, nous allons organiser une journée de réflexion pour construire des outils communs. Car nous sommes persuadées qu'autant le sentiment d'insécurité peut être source de discriminations, autant les discriminations peuvent à leur tour alimenter l'insécurité. La meilleure façon de surmonter les stéréotypes et les peurs réciproques reste de se rencontrer et de monter des projets ensemble.

Irène Kaufert
Association Garance ■

Femmes 55+, actrices de leur sécurité

Depuis 12 ans maintenant, l'association sans but lucratif *Garance* travaille pour la prévention des violences basées sur le genre. Depuis 2008, elle développe un projet spécifique pour les femmes de plus de 55 ans.

Ces femmes sont la catégorie de la population avec le plus fort sentiment d'insécurité, même si elles ne sont pas le plus souvent victimes de violences réelles. A cause de ce sentiment d'insécurité, beaucoup de femmes 55+ adoptent des "conduites d'évitement" : en ne sortant plus après la tombée de la nuit, en renonçant à des activités sociales et culturelles, ce qui les amène aussi à s'isoler. Il leur arrive parfois d'adopter des conduites de méfiance qui peuvent être ressenties par d'autres comme autant de formes d'agression, comme le fait de traverser la rue quand elles aperçoivent un groupe de jeunes ou de s'agripper à leur sac quand une personne étrangère entre dans le métro.

Depuis 2008 donc, *Garance* propose aux femmes 55+, en collaboration avec les municipalités ou des associations, des groupes de réflexion,

animés par des volontaires de la même tranche d'âge (même si entre 55 ans et 93 ans – âge de notre doyenne participante –, il y a encore une différence), abordant tous les thèmes qui concernent la sécurité et le sentiment d'insécurité que ce soit dans la rue, dans les transports ou chez soi. Dans quelles circonstances se sentent-elles à l'aise ? Comment porter son sac, et que mettre dedans ? Que faire si l'on est seule chez soi et qu'un inconnu sonne à la porte ? Mais aussi : comment apprendre à reconnaître ses limites et les faire savoir aux autres, comment réagir dans diverses situations d'agression, comment mieux garder son équilibre, comment respirer en cas de stress, comment déconstruire les idées reçues sur la sécurité, comment lire les médias avec un œil critique...

Les rencontres intergénérationnelles font partie de ce programme.

■ *Garance*, boulevard du Jubilé 155, 1080 Bruxelles, Belgique. Tél. : +32 2 216 61 16, www.garance.be

Jouer avec nos différences

Farid L'Haoua, immigré de deuxième génération, s'est fait connaître comme l'un des initiateurs de la *Marche pour l'égalité et contre le racisme* en 1983. Il anime aujourd'hui une ludothèque à Lyon, *Croc'aux jeux*, et utilise les jeux comme un vecteur de rencontre transculturelle et de dépassement des racismes de toutes sortes.



FARID RACONTE : "MON QUESTIONNEMENT SUR LE RACISME TRAVERSE TOUT MON PARCOURS, mon histoire, très tôt j'ai vécu le jeu de la différence et de l'indifférence. Cela a influé sur mes choix politiques, philosophiques, sur mes croyances. Devenu travailleur social, je me suis tourné naturellement vers le jeu, depuis une quinzaine d'années, et je gère actuellement une ludothèque.

Communiquer par delà les langues

Le jeu est une pratique transversale, transculturelle, qui apporte de nombreuses possibilités. Les jeux que nous utilisons lors de nos interventions sont issus des cinq continents. Le racisme, c'est à un moment donné un sentiment de supériorité par rapport à un.e autre : femme, homosexuel.le, handicapé.e, personne de couleur... On retrouve ce mécanisme à l'œuvre partout. Le jeu permet la communication non verbale. Pour certains jeux, il n'est pas nécessaire de maîtriser la langue de l'autre, l'exclusion par la langue peut être dépassée. Nous jouons parfois avec des personnes non-voyantes. Le jeu favorise la rencontre entre des personnes différentes. Il est un outil privilégié pour lutter contre toutes les formes de racisme. Nous animons des ateliers en conjuguant différentes formes de jeux : de confrontation, de coopération, de rôles... Le jeu de confrontation est intéressant car il désinhibe les gens. Il est un espace d'expression de l'agressivité, de dévouement. Les jeux d'adresse reposent sur les attitudes comportementales. En jouant entre personnes de

différentes cultures, on fait ressortir les aspects positifs d'une histoire, d'une culture. On entend les joueurs raconter : 'quand j'étais petit, on jouait...', 'chez moi, on jouait comme ça', pour des jeux qui se pratiquent dans de nombreuses cultures de manière un peu différente, comme les dames ou les dominos. Il y a aussi un renvoi à l'enfance, et c'est donc l'enfant en chaque personne qui refait surface ; c'est intéressant, parfois, pour aller au-delà de certains préjugés et de certaines tensions. Dans les jeux de rôle, il y a un travail qui se base sur la parole. On travaille plus 'sans filet', car des choses profondes peuvent ressortir. C'est une forme de jeu que nous réservons à certaines situations.

Dans notre ludothèque, on élimine aussi certains jeux. Comme partout, le racisme s'empare aussi du monde du jeu, et on y retrouve parfois une idéologie diffuse qui peut être nauséabonde. Il existe aussi des jeux qui ont été produits 'contre le racisme', qui parfois ne vont pas loin du tout, et que nous n'utilisons pas. Ce que je constate plus que tout dans le monde du jeu, ce sont non pas des discours ouvertement discriminants, mais des jeux véhiculant des formes insidieuses de discrimination. En particulier dans le domaine du sexisme : les *Kent* et les *Barbies* et leurs modèles corporels, par exemple.

Quand on joue dans un contexte transculturel, il faut aussi tenir compte du fait que certains jeux sont interdits par des religions (jeux d'argent...).

Intervention à l'usine

Nous sommes intervenus dans une usine Danone, en 2005. La directrice des ressources

▲ Ludothèque à Anderlecht (Belgique)

Belgique DES CERFS-VOLANTS AFGHANS

A Florennes, en Belgique, la cohabitation n'est pas toujours évidente entre les habitant-e-s et de la ville et les centaines de demandeurs d'asile hébergés dans un centre d'accueil. Rumeurs, préjugés, froideur sont le lot courant de ces nouveaux arrivants. Après une bagarre entre habitant-e-s et migrant-e-s, un groupe de travail "vivre ensemble" est créé. Un plan local d'intégration et de cohabitation est mis sur pied, qui donne lieu à la

"chorale multicolore", à la mise en place de pictogrammes universels pour rappeler les règles, et à un festival autour d'un pays d'émigration différent chaque année. En 2011, c'était l'Afghanistan. Des enfants afghans ont animé un atelier de construction de cerfs-volants dans la tradition afghane, qui ont ensuite été éternés. Ils ont pu ainsi partager et valoriser leur culture à travers le jeu.



■ Farid L'Haoua publiera en 2013 un livre de photographies sur la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983.

▼ Ludothèque à Toulouse



humaines nous avait contactés car elle voulait organiser une fête pour fédérer les ouvriers au service de l'esprit de l'entreprise. Les chaînes de production s'étaient communautarisées, avec d'un côté les Turcs, d'un autre les Portugais, puis encore les Espagnols, les Maghrébins... Sur chaque chaîne, on parlait une langue différente et on se choisissait selon les origines, indépendamment des qualifications techniques de chacun. Nous avons travaillé sur la connaissance des autres et sur la rencontre, à travers les jeux. Les objectifs de ces ateliers étaient la 'construction de l'esprit d'équipe', comme le souhaitait la DRH et donc en rupture avec l'organisation ethnique qui s'était établie." Louable initiative humaniste, car anti-raciste, ou tentative managériale de reprendre

le contrôle en brisant l'autonomie, les solidarités et l'auto-organisation des ouvriers ? "Nos ateliers d'une journée n'ont pas suffi à changer les choses, mais la DRH s'est appuyée sur cette expérience pour faire un travail à long terme pour faire sauter le verrou communautaire et réorganiser les chaînes de montage. " Un exemple très ambigu, qui ne peut que nous interroger ! "Mais quand on regarde, il y a souvent sur les chantiers une division communautaire du travail. La pelle et la pioche, c'est pour les Noirs et les Arabes. Les chefs de chantier, coffreurs, etc., sont plutôt portugais, polonais,... Les patrons laissent faire cela, pour conserver la paix sur les chantiers. Ils sont là pour gagner de l'argent, un point c'est tout. "

Des projets ? "J'ai été contacté par une association de jeunes gays et lesbiennes, pour tester un jeu sur les discriminations." Et avec les enfants ? "Le jeu permet de dépasser les ostracismes qui s'expriment parfois, de créer un lien entre eux au-delà de leurs différences. On a vu cela récemment avec la venue d'enfants roumains. A travers le jeu, tous les enfants jouent ensemble."

G. G. ■

Abolir les "privilèges Blancs"

Le racisme est une domination d'ordre politique reposant sur un système de privilèges qu'il est indispensable de mettre au jour pour les combattre, explique la sociologue Horia Kebabza⁽¹⁾.

HORIA KEBABZA DÉFINIT AINSI UNE PERSONNE "RACISÉE" : POUR UN GROUPE, FAIRE L'OBJET d'une racialisation, c'est être perçu par la société dominante comme appartenant à une race différente. C'est le cas des Arabes et des Noirs dans notre société, appelés prudemment "Français issus de l'immigration".

Elle observe un "nouveau racisme" qui "met en exergue, non pas la supériorité biologique de certaines races sur d'autres, mais les différences culturelles entre groupes ethniques", et qui paraît "plus soft". On est certes passé de la biologie à la culture, de la race à l'ethnicité, remarque-t-elle, mais ces catégories aujourd'hui plus politiquement correctes sont porteuses des mêmes stéréotypes et des mêmes caractéristiques naturalisées à la base de la pensée raciste.

Vous avez dit "Blancs" ?

Si l'on considère l'"apartheid global" dans la division des ressources et des pouvoirs à l'échelle mondiale, une ligne de couleur traverse les rapports de force mondiaux : "Plus que jamais il n'y a, au sens fort, que deux races dont la marque sociale est d'autant plus contraignante que la réalité biologique en est plus fantasmagique : les Blancs ou les non-Blancs", estime le philosophe Etienne Balibar. Horia Kebabza s'intéresse à la *blanchité* comme objet sociologique nécessaire à la compréhension des rapports raciaux. En effet, généralement seules les personnes "de couleur" sont dénommées ainsi, les Blancs n'étant pas désignés par leur couleur car ils sont censés incarner la neutralité, l'universel par rapport auquel se définissent les particularités. Les Noirs et les Jaunes existent mais les Blancs n'existent pas. "La blanchité est bien sûr une catégorie fictive, explique Kebabza, et comme d'autres catégories d'analyse référant à des identités ethnoraciales, elle n'a aucun fondement biologique. Cependant, elle est un fait social, qui comporte des différences réelles en termes de distribution de richesses, de pouvoir et de prestige. L'originalité de ce concept repose sur le changement de perspective qu'elle propose, c'est-à-dire qu'aussi longtemps que les 'Blancs' ne seront pas nommés et perçus comme un groupe 'racial' (au même titre que tous les autres groupes), alors le 'Blanc' sera la norme, le standard, l'universel". C'est ainsi

que sont nées les "*whiteness studies*" (études de la blanchité) aux USA, développant notamment une analyse des privilèges des Blanch-e-s.

Les privilèges Blancs

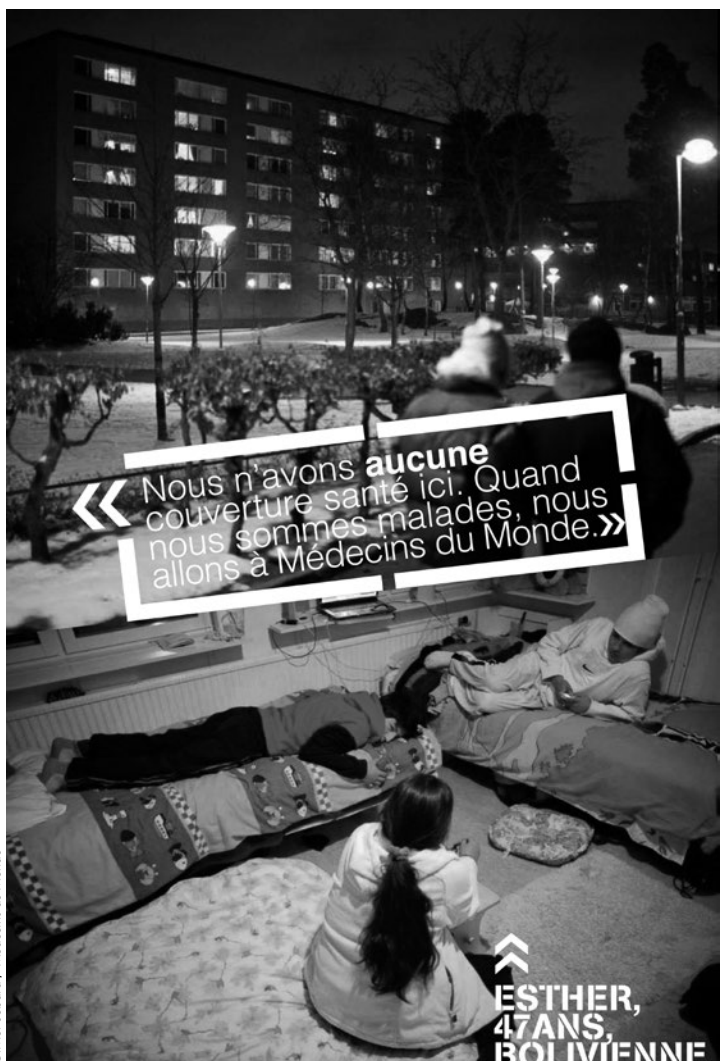
L'étude des privilèges blancs, c'est l'étude de la différence de pouvoir entre "Blanc-he-s" et "non-Blanc-he-s", et des avantages relatifs que les "Blanc-he-s" ont pris l'habitude de considérer comme allant de soi. Fait intéressant, les auteur-e-s de ces études notent que souvent, "les gens sont à la fois surpris et furieux dès lors que l'on prête attention à la blanchité, dès lors qu'ils/elles sont vu-e-s comme des 'Blanc-he-s', par des 'non-Blanc-he-s'". La force de cette analyse est d'affirmer que l'aveuglement à la couleur, loin d'être une façon de se libérer du racisme, devient au contraire une arme utilisée par le groupe dominant, pour invisibiliser les privilèges et protéger et pérenniser sa position de privilégié. Il est difficile de reconnaître et de penser ses propres privilèges dans l'espace social. On enseigne avec soin aux "Blanc-he-s" à ne pas reconnaître leurs privilèges, tout comme les hommes sont socialisés à ne pas reconnaître les avantages liés à leur condition d'individu de sexe masculin.

Un sac à dos invisible

La chercheuse états-unienne Peggy McIntosh définit les privilèges de la peau blanche comme un pack invisible chargé de biens immérités sur lesquels elle peut compter dans sa vie quotidienne, mais dont elle était supposée demeurer inconsciente. "Le privilège de la peau blanche, c'est en fait un sac à dos invisible et sans poids, rempli de fournitures spéciales, cartes, passeports, carnets d'adresses, codes, visas, vêtements, outils et chèques en blanc", explique-t-elle.

McIntosh a pu identifier cinquante de ces privilèges. Par exemple : "Si je suis convoquée par le/la professeur.e de mon enfant, je ne crains pas qu'il/elle soit raciste". Horia Kebabza et son groupe de recherche "*Race et genre*" en donnent d'autres : "Je peux être première de la classe ou gagner un prix, sans être présentée comme un modèle d'intégration", ou encore : "Je peux avoir une odeur corporelle forte, manger avec les doigts, mâcher du chewing-gum bruyamment, ou encore parler fort

(1) Cet article s'inspire de celui publié par Horia Kebabza dans *Les Cahiers du CEDREF*, revue pluridisciplinaire féministe à parution annuelle : "L'universel lave-t-il plus blanc ? : 'Race', racisme et système de privilèges".



▲ Pour les personnes "sans papiers", la situation est encore plus dégradée sur la hiérarchie des privilèges sociaux ; la précarité est de tout les instants.

Une fracture raciale ?

"Avant tout, définissons ce que l'on entend par racisme. Le racisme n'est pas une affaire d'individus qui ont des mauvais penchants et/ou d'affreux préjugés. Le racisme est une affaire politique, le racisme est une oppression qui structure la société, qui lui donne une forme, l'organise, la hiérarchise offrant des privilèges à certains qui reposent sur l'oppression d'autres. Cette fracture raciale divise la société en deux parties : d'une part les Blancs ayant accès aux privilèges blancs, et d'autre part les non-Blancs, les indigènes, dont l'oppression est la source des privilèges blancs."

Atman Zerkaoui, *Parti des indigènes de la République.*

sans m'inquiéter d'entacher la réputation des gens de ma 'race'. Sans oublier: "Si je suis contrôlé-e dans un lieu public, je suis certain-e que ce n'est pas en raison de ma 'race'".

"Mais, au-delà des avantages – et préjudices – individuels au quotidien, poursuit Keababza, ces logiques renvoient également à des avantages plus systémiques, comme l'accès à l'emploi, aux ressources économiques : 'Quand je cherche un logement, que j'ai l'argent et les garanties nécessaires, je peux être sûr.e de pouvoir louer ou acheter dans n'importe quel quartier'".

"Je peux trouver très facilement et n'importe où, des livres d'images, des cartes de vœux, des poupées, des jouets, ou des livres d'enfants qui représentent des gens de ma 'race'", "je n'ai pas besoin de conscientiser mes enfants sur le racisme pour leur propre protection quotidienne" sont deux autres exemples de ces privilèges des Blancs.

Passer de l'implicite à l'explicite

L'intérêt de cette analyse ? "En dévoilant des logiques invisibles, lors d'interactions

quotidiennes auxquelles tout le monde peut se trouver confronté, elle permet un dépassement de la posture d'extériorité, liée au fait de n'être pas soi-même victime, ou acteur/actrice de racisme", répond Keababza. En dépassant le caractère invisible des privilèges, cette réflexion constitue un premier pas nécessaire pour s'atteler à la tâche de leur abolition et de l'égalité.

Ce travail, pour passer du niveau de l'évidence non questionnée à un niveau de réalité sociale explicite, semble nécessaire pour arriver au niveau du politique, pour la question du racisme comme pour d'autres rapports sociaux. En effet, ainsi que le souligne Horia Keababza, "combien d'hommes sont bouleversés par les avantages systémiques liés à leur sexe ? Combien d'hétérosexuel-le-s ont conscience de l'hétéronormativité, qui irrigue toute notre société et ses valeurs ? Combien de "Blanc-he-s", le sont par les 'bénéfices secondaires' liés au racisme ?".

G. G. ■

Quel antiracisme pour aujourd'hui ?

Silence a posé quelques questions sur les évolutions du mouvement antiraciste à plusieurs groupes et personnes mobilisés sur ce sujet. Les Indivisibles, le Parti des indigènes de la République et Pierre Tévanian ont apporté leurs réponses.

LE MRAP A REFUSÉ DE NOUS RÉPONDRE, SANS NOUS EXPLIQUER LES RAISONS DE SON REFUS.

Cette attitude est sans doute significative d'une rupture existant actuellement dans le mouvement antiraciste en France, entre deux groupes d'acteurs. Une première génération d'organisations antiracistes telles que la *Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme* (Licra), le *Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples* (MRAP) et *SOS Racisme* (lié au Parti socialiste), défend des positions "universalistes", selon lesquelles toutes les formes de racisme sont à mettre sur un même niveau. D'un autre côté, des mouvements plus récents comme les *Indigènes de la République* ou les *Indivisibles* critiquent ce présupposé car il y manque une analyse politique de la situation postcoloniale à l'œuvre dans notre pays, des rapports sociaux de domination, du plafond de verre et de l'apartheid économique et urbain lié à la situation raciale de certains groupes (issus de la colonisation en particulier). Un lycéen blanc de Neuilly qui se fait insulter n'est pas dans la même situation qu'un fils d'Algérien qui vit dans un quartier populaire et subit la discrimination au quotidien.

L'autre grande différence entre ces deux types de groupes antiracistes est que les premiers sont composés majoritairement de Blancs alors que les seconds sont au contraire des espaces d'organisation autonomes largement composés de personnes racisées. Les questions de Silence reprenaient un certain nombre d'interrogations portées par cette deuxième génération de mouvements.

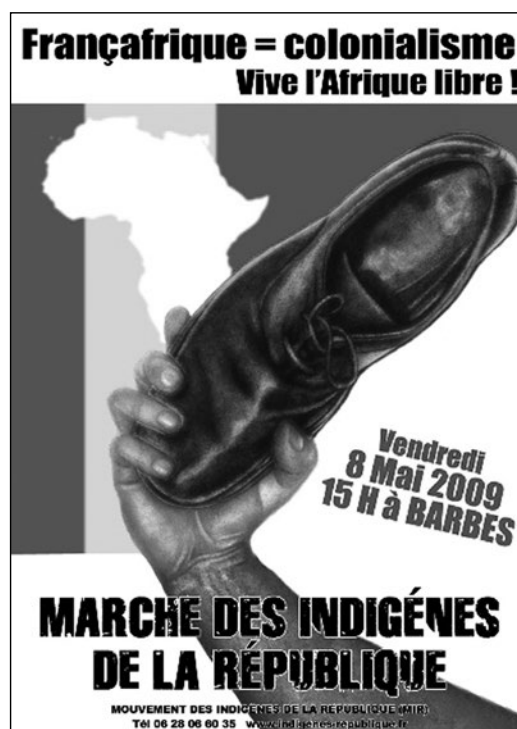
Islamophobie et négrophobie

Quelles sont les formes de racisme qui semblent à nos interlocuteurs les plus marquées et les plus dangereuses dans la société française aujourd'hui ? Pour Bader Lejmi, des Indivisibles, "l'islamophobie est de toute évidence la forme du racisme qui cristallise le plus la société française. Le plus marquant est son déni". "Les Musulmans seraient les derniers sexistes, homophobes, antisémites etc. de notre pays", estime-t-il.

Pour Atman Zerkaoui, du *Parti des indigènes de la République* (PIR), "il n'y a pas en France une forme de racisme plus marquée ou plus dangereuse mais différentes formes de racisme qui fonctionnent suivant différentes modalités. Aujourd'hui, l'islamophobie est très présente et est utilisée comme un vecteur de légitimation du racisme. Nombre d'organisations antiracistes, de partis politiques (de gauche comme de droite), de journaux ou magazines, ne luttent pas contre l'islamophobie mais la légitiment, la théorisent, la renforcent", à travers la stigmatisation du voile entre autres.

"La négrophobie est une autre forme de racisme qui pourtant semble invisible", poursuit Bader Lejmi. "Paradoxalement, le débat est étouffé par la diffusion d'une image du Noir pensée comme positive, en fait infantilissante à travers le stéréotype du grand enfant qui rit et danse, se résumant ainsi à un corps mais qui réfléchirait peu. Dès lors qu'il s'agit de Noirs, tout est souvent tourné en dérision, en fête, et rarement les demandes de lutte contre les discriminations sont prises au sérieux."

Pierre Tévanian, du collectif *Les Mots sont importants*, complète le tableau en évoquant un "antisémitisme persistant" dans la société française, le développement d'un racisme anti-Rom et "enfin, un racisme moins bavard, moins visible, mais très prégnant : anti-asiatique".



▲ Sur cette affiche, les Indigènes de la République reprennent le symbole du jet de la chaussure, signe de grand mépris dans le monde arabe, popularisé le 15 décembre 2008 par un journaliste irakien face à Georges W. Bush.

"Antiracisme blanc" et "antiracisme non-blanc"

À la question des limites du mouvement antiraciste, Atman Zerkaoui répond qu'"il n'y a pas un mouvement antiraciste mais deux : l'antiracisme blanc et l'antiracisme non-blanc". Pour le *Parti des indigènes de la République*, le mouvement antiraciste blanc "articule sa lutte antiraciste contre la droite et l'extrême droite par un humanisme abstrait où tous seraient égaux, niant ainsi les privilèges



▲ Affiche de la semaine anticoloniale

blancs et les rapports de domination existant concrètement. Cet antiracisme est pensé sans les non-blancs. L'antiracisme blanc est pensé uniquement au travers du regard des Blancs, les victimes du racisme ne sont pas acteurs de l'antiracisme, nous ne sommes que spectateurs de Blancs s'adressant à des Blancs au travers du fameux "touche pas à mon pote". Ajoutons qu'aujourd'hui une partie du mouvement antiraciste blanc commence à abandonner la posture morale et s'articule autour de l'idée du racisme structurel. Cette évolution n'est pas étrangère à l'émergence du mouvement antiraciste non-blanc".

"Le mouvement antiraciste non-blanc souffre avant tout d'un manque de connaissance de son histoire. Les mouvements d'indépendance des pays colonisés, les grèves des travailleurs immigrés, la marche pour l'égalité, le *Mouvement de l'immigration et des banlieues* (MIB), etc. Tous ces acquis, toutes ces expériences ne sont pas ou peu réappropriés par ce mouvement. Beaucoup d'acteurs sont aussi marqués par l'idée de notre illégitimité à investir le champ politique à partir de nos vécus, de nos problèmes et de nos manières d'appréhender le monde. Ainsi, soit ils s'interdisent d'investir le champ politique, soit ils recherchent la légitimité auprès de Blancs et, ce faisant, ils ne sortent pas de la logique raciste voulant que seuls les Blancs sont chez eux et légitimes ici, et que nous sommes à leur exact opposé : ni chez nous, ni légitimes."

Laisser leur place aux principaux concernés

Pour Bader Lejmi, des *Indivisibles*, "certaines organisations ont pris un virage niant tout ou

partie de la réalité de certaines formes de racisme comme l'islamophobie ou la négrophobie, ou ignorant superbement les organisations autonomes des principales victimes du racisme, quand elles ne les ont pas attaquées. L'adoption de la thèse du racisme anti-blanc par le MRAP ou de l'antisémitisme-intégrisme-communautarisme des quartiers par SOS Racisme en sont deux exemples flagrants".

Pour Pierre Tévanian, le mouvement antiraciste rencontre un certain nombre de limites qui sont sa faiblesse quantitative (nombre de mouvements, de militants, etc.) et ses "points aveugles". Parmi des derniers, l'islamophobie d'une partie du mouvement anti-raciste blanc, qui a participé à la stigmatisation du voile, entre autres. Pour lui, il y a enfin un problème lié à la faiblesse des "mouvements autonomes de racisés", et au peu de place desdits racisés dans les mouvements de type MRAP.

Quelles actions constructives ?

Quelles sont les pratiques constructives existantes ou qu'il est possible d'envisager au-delà des protestations ? Pour Pierre Tévanian, c'est la combinaison des mouvements sociaux pour la conquête de l'égalité des droits et de politique publiques conséquentes contre les discriminations qui répondent positivement au défi posé par les discriminations raciales.

"La lutte contre le racisme, au-delà de mettre fin à des injustices, peut également déboucher sur un projet de société renouvelé", confirme Bader Lejmi. Mais "à force de défiance ou de désintérêt à l'égard des mouvements politiques émergents des immigrés et de leurs descendants, la France est passée à côté de nombreuses occasions de voir son projet républicain et national se renouveler". Il s'agit notamment de penser la laïcité autrement que comme une exclusion du "religieux" (en réalité de l'islam) de l'espace public.



Les Indigènes de la République est un mouvement politique né en 2005 contre la revalorisation officielle de l'œuvre "positive" du colonialisme. Les descendants d'immigrés des anciennes colonies françaises se qualifient d'"indigènes", analysant les discriminations raciales contemporaines en France comme étant dans une continuité postcoloniale. Leurs prises de position (notamment antisionistes) et leur volonté de créer un espace

autonome, "non mixte" de personnes racisées, ont divisé une partie de la gauche et du mouvement antiraciste. Le mouvement s'est transformé en parti en 2008. *Permanences au 81, rue Gabriel-Péri, 93200, Saint-Denis*. Site : www.indigenes-republique.fr

Des propositions constructives ? "Rendre obligatoire la mise en place de plans d'actions, contre les discriminations ethnoraciales et pour l'inclusion des minorités ethnoraciales au sein des entreprises et institutions doit être une priorité. Enfin la France ne pourra se réconcilier avec sa part non-blanche que si elle reconnaît le tort dû à la colonisation. Sous-entendre que la repentance relève de la haine de soi laisse entendre qu'être Français signifierait soutenir le colonialisme et le racisme. La République doit donc consacrer en modèle ceux qui, parmi elle, ont osé parler et agir contre l'injustice coloniale".

Pour les *Indigènes de la République*, un moment indispensable de la lutte antiraciste, au-delà de la contestation, est la constitution d'un mouvement autonome de la part des personnes et des groupes "racisés". "Malheureusement, nombre d'organisations ne l'admettent pas, bien qu'elles soient en mesure de comprendre que les femmes ont besoin d'un espace non-mixte pour mener leurs luttes, que les prolétaires ont besoin de s'organiser entre eux pour se défendre et riposter contre l'oppression qu'ils subissent en tant que prolétaires", regrette Atman Zerkaoui. D'actions concrètes, il n'est malheureusement question dans les réponses d'aucun de ces deux mouvements...

Construire une majorité décoloniale

En quoi notre position de Blancs ou de non-Blancs, de privilégiés ou de racisés, peut-elle ou doit-elle déterminer notre positionnement et notre engagement dans la lutte contre le racisme ? Selon Atman Zerkaoui, "les Blancs doivent se demander quelle est leur position vis-à-vis de leurs privilèges : les défendre et conforter l'injustice (et en assumer les conséquences), ou les abolir pour aboutir à une égalité ? La lutte contre le racisme inclut pour les Blancs le partage du pouvoir avec les non-Blancs, et cela risque de ne pas être accepté

notamment dans un contexte de crise et de déclin de l'Occident.

Les non-Blancs doivent faire le lien entre les différentes formes de racismes, pleinement comprendre que tant qu'il existera de la négrophobie, il existera de l'islamophobie et réciproquement. Pleinement comprendre que, tant que nos pays seront pillés, sous contrôle militaire et méprisés, nous serons ici en France exploités, sous contrôle policier (et de plus en plus militaire) dans nos quartiers, et méprisés également. Nous devons également en finir avec la haine de soi. Nous devons nous repenser à partir de nos questions, de nos vécus, de nos spiritualités. Il nous faut mener une politique de libération.

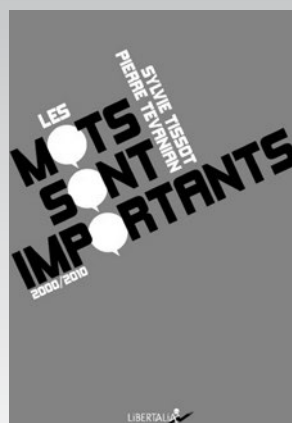
Ce que doivent faire Blancs et non-Blancs ensemble, c'est construire une majorité décoloniale qui abolira les privilèges blancs et le racisme structurel".

Au terme de ces analyses sur l'antiracisme demeurent un certain nombre de questions. Quelles pratiques de l'horizontalité envisager, et quelle distance mettre par rapport aux enjeux de pouvoir au sein de ces différents mouvements ? Comment s'intègrent à leur réflexion les enjeux écologiques de remise en cause de notre niveau de vie occidentale, liés à la limitation des ressources, au-delà d'une simple égalité des chances intégrée dans une économie capitaliste insoutenable ? De quoi nourrir d'autres débats...

G. G. ■



Les Indivisibles est une association créée en 2007 qui se réfère au principe républicain : les Français-e-s sont les composantes d'un tout indivisible. Elle lutte contre le racisme ordinaire dans les pratiques sociales, les discours publics et les conversations courantes en proposant des débats, théâtres-forums, projections pour des publics très variés et en organisant chaque année les Y'a bon Awards. *Les Indivisibles*, Maison des associations du 18^e arrondissement, 15 passage Ramey, boîte no45, 75018 Paris, <http://lesindivisibles.fr>



Pierre Tévanian est cofondateur du collectif *Les Mots sont importants*. Il est engagé en faveur d'une laïcité ouverte et dans des collectifs de défense des libertés publiques des personnes stigmatisées en raison de leurs origines culturelles. Il est notamment l'auteur de *Le Racisme républicain, réflexions sur le modèle français de discrimination*, 2002, *l'Esprit frappeur*, et de *Le Voile médiatique, un faux débat : l'affaire*

du foulard islamique, 2005, *Raisons d'agir*. <http://lmsi.net>



Pour un féminisme sans frontières

S'appuyant sur les discriminations subies en France par les femmes musulmanes et/ou issues de l'immigration postcoloniale, les membres du Collectif des féministes pour l'égalité (CFPE)⁽¹⁾ ont organisé en novembre 2012 un colloque : "Regards croisés de femmes en lutte. Chemins vers un féminisme sans frontières".

L'ENSEMBLE DES FEMMES INVITÉES⁽²⁾ ÉTAIENT RÉUNIES POUR ASSURER UNE RÉFLEXION féministe articulant sexisme, racisme et classisme⁽³⁾, visant à construire "un féminisme sans frontières". Le déroulement de cette rencontre a eu le grand mérite de poser trois questions essentielles qui traversent actuellement la réflexion féministe.

Le féminisme blanc universaliste et hégémonique

En quoi l'articulation du sexisme, du racisme et du classisme au sein de la réflexion féministe blanche ne va pas de soi ? Le féminisme blanc porte l'empreinte d'un universalisme blanc, hégémonique et de surcroît androcentrique. En conséquence, pratiquer ce féminisme-là ne permet de lutter que partiellement contre le sexisme et rend aveugle aux logiques racistes, ce qui contribue à leur reproduction. C'est en réaction à cette empreinte que l'on peut comprendre l'émergence d'entre-soi de femmes non blanches et/ou musulmanes ayant ressenti la nécessité de faire entendre leur voix face à un discours féministe qui ne les reconnaissait pas.

Sueli Carneiro, féministe brésilienne, a très bien expliqué en quoi son engagement au sein du mouvement "*black feminism*" au Brésil a été motivé par un besoin profond de "noircir le féminisme"

et de mettre au jour la spécificité de l'oppression subie par les femmes noires. Démarche qui permet, par exemple, une prise de conscience de la supériorité des femmes blanches par rapport aux hommes noirs au sein des sociétés racistes. Aminata Traoré, féministe malienne, quant à elle, a témoigné de différentes expériences d'infantilisation subies au contact d'Occidentaux à l'œuvre au Mali sous le prétexte de la défense de l'intégrité physique des femmes et/ou de leur émancipation. Le pari était donc double : tout en s'inscrivant dans la filiation d'une lutte féministe, il s'agissait de laisser s'exprimer les voix des femmes racisées. Ce qui devait en passer par cette première étape d'identification d'un modèle dominant d'émancipation occidental-centré et a-religieux, prôné traditionnellement par un féminisme blanc qui n'accorde pas le même droit de parole à toutes.



▲ Aminata Traoré

Divers chemins d'émancipation

Comment construire un féminisme qui articule la question du sexisme avec celle du racisme dans leurs formes de

dominations diverses et complexes ? Sortir du modèle dominant d'émancipation traditionnellement prôné par le féminisme blanc demande de déplacer les termes du débat. Le caractère international de la rencontre a été un des moyens fort judicieux d'assurer ce nécessaire déplacement/décentrement, et cela sur deux plans.

(1) Né en 2004 de la pétition "Un Voile sur les discriminations". Voir cfpe.over-blog.org

(2) Aminata Traoré (Mali), Paolla Bacchetta (Etats-Unis), Sueli Carneiro (Brésil), Michèle Sibony (France), Aïda Touma (Palestine), Asma Lamrabet (Maroc), Ziba Mir-Hosseini (Iran), Amina Wadud (Etats-Unis), Sophie Dayan-Herzbrun (France), Zahra Ali (Irak), Faïka Medjahed (Algérie), Yvonne Ngoyi (République démocratique du Congo), Amel Ben Said (Tunisie), Maïssan Hassan (Egypte), Meherzia Labidi (Tunisie).

(3) Rapport de domination fondé sur la différence de classe sociale

Premièrement, en conviant à venir s'exprimer des femmes engagées au sein de luttes situées notamment dans les pays du Sud. Aminata Traoré a permis de mettre au jour le fait que l'émancipation des femmes maliennes constitue en premier lieu un combat contre des logiques néocoloniales à l'œuvre au Mali. Au même titre que les femmes musulmanes et/ou voilées en France qui refusent l'argumentaire féministe stigmatisant leurs frères et pères déjà fragilisés, Aminata Traoré a expliqué qu'il est inadmissible de justifier une intervention des puissances militaires occidentales dans le nord du Mali sous couvert d'un discours féministe (comme en Afghanistan et en Irak).

Deuxièmement, en conviant à venir s'exprimer des féministes blanches, les membres du CFPE ont assuré la présence de voix féministes capables de se remettre en cause et prenant la mesure des enjeux néocoloniaux et racistes à l'œuvre actuellement. C'est la posture qu'a adoptée Michèle Sibony lors de son intervention, en faisant part d'actes paternalistes observés chez les féministes israéliennes à l'égard des féministes palestiniennes qui luttent les unes et les autres, pourtant, contre la politique coloniale de l'Etat d'Israël. Posture qu'elle a pu avoir elle-même. A noter ici la regrettable et injuste absence à ce colloque de Aida Touma, féministe palestinienne, restée à Gaza en train d'être bombardée.

Solidarité entre femmes

Parmi les chemins d'émancipation que peuvent emprunter les femmes du monde (particulièrement les femmes du "tiers-monde"), certains peuvent se situer sur le terrain religieux, ce qu'a très bien présenté Asma Lamrabet, féministe musulmane qui a démontré l'intérêt d'une lutte menée sur le terrain spirituel par des femmes inscrites dans des aires culturelles où la religion musulmane occupe une place centrale (idem pour Zahra Ali, féministe travaillant en terrain irakien).

Pour des féministes blanches, cette démarche peut être l'occasion de prendre conscience qu'elles bénéficient de privilèges qui les rendent aveugles aux logiques racistes. Mais, comme le souligne à juste titre Sueli Carneiro, "toutes les personnes blanches – qu'elles le veulent ou non – sont privilégiées par le racisme, mais toutes ne sont pas

signataires du racisme. C'est là que s'ouvre un espace politique". Dans cet esprit, reprenons ici l'exemple cité par Michèle Sibony de l'appel de Femmes en noir (juives d'Israël)⁽⁴⁾ lancé à leur gouvernement s'intitulant: "Ne me défendez pas". Deuxièmement, sur la dimension spirituelle, les propos des féministes musulmanes ont mis au jour l'existence d'une différence fondamentale entre démarches religieuses et autorités religieuses. Pour les féministes musulmanes, cette démarche religieuse consiste à s'approprier les textes scripturaires pour élaborer une véritable pensée féministe musulmane, socle de leur propre processus d'émancipation. Les failles du féminisme blanc ont enfin été pointées. Comme Aminata Traoré l'a très bien expliqué, ceux qui utilisent l'argumentaire féministe pour justifier une intervention militaire

au Mali n'ont rien à faire du sort des femmes. Au même titre que ce que nous pouvons constater en France, où la construction d'un féminisme d'Etat ces dernières années a masqué des logiques de racisme, en s'appuyant sur les failles du féminisme blanc. L'instrumentalisation du sort des femmes est devenue monnaie courante en Occident pour justifier des logiques néocoloniales inacceptables (pillage et exploitation) dans divers pays (exemples de l'Afghanistan, du Mali, de l'Irak, etc.).

Au final, qui en paye le prix ? Les femmes, encore et toujours. Alors oui à la solidarité entre les femmes du monde, de cultures diverses, de religions diverses, de systèmes de croyance divers, d'idéologies diverses, de systèmes de valeurs divers, de pratiques sexuelles diverses... Pour une alliance dont l'objectif est la construction d'un "féminisme sans frontières", seul outil capable d'affronter les nouveaux enjeux de la mondialisation tels que le néocolonialisme, l'impérialisme, etc.

Marie-Claire Bonnefous ■



▲ Sueli Carneiro



▲ Zahra Ali : Membre de l'association féministe Al houda (Rennes), elle a étudié durant deux ans, entre la Syrie et l'Irak le « féminisme islamique ». Auteure de *Féminismes islamiques*, La Fabrique, 2012.

Pour aller plus loin

Livres

- Rokhaya Diallo, *Racisme, mode d'emploi*, Larousse, 2011
- Christine Delphy, *Classer, dominer: qui sont les "autres" ?*, La Fabrique, 2008
- Colette Guillaumin, *L'Idéologie raciste : genèse et langage actuel*, Gallimard, 2002 (1972)
- Nacira Guénif-Souilamas, *Les Féministes et le garçon arabe*, éd. De l'Aube, 2004
- Pap N'Diaye, *La Condition noire*, Calman-Lévy, 2008
- Ismahane Chouder, Malika Latrèche, Pierre Tévanian, *Les Filles voilées parlent*, La Fabrique, 2008
- Sadri Khiri, *Pour une politique de la racaille : immigrées, indigènes, et jeunes de banlieues*, Textuel, 2006
- Jérémie Pialat, *Portrait du colonialiste*, La Découverte, 2011

Films

- *Un racisme à peine voilé*, Jérôme Host, H Production, 75 min, 2004
- *Le Plafond de verre*, Yamina Benguigui, Bandits, 104 min, 2005
- *Mémoires d'immigrés*, Yamina Benguigui, 160 min, 1997

(4) www.femmesnoir.org/QuisontlesFEN.htm



▼ Vélos devant la gare de Gand



Quand le stationnement change la donne

Si une ville comme Lille, 230 000 habitant-e-s, comprend une part modale du vélo de l'ordre de 2 %, ce n'est pas une fatalité. A une soixantaine de kilomètres au

nord du Pas-de-Calais, Gand, 236 000 habitant-e-s, fait monter ce chiffre à 30 % des transports, pour une configuration urbaine assez proche. Quelques raisons à cela : une politique de stationnement très restrictive pour les automobilistes et au contraire pour les cyclistes, la multiplication des arceaux à vélos sur la voie publique, parfois couverts, à l'abord des gares, des projets de garages à vélo résidentiels sur voirie... (*L'heurOvéIO* n°71)

Le tricycle solaire, véhicule de demain ?

Avec un vélo, une personne non entraînée a du mal à dépasser une vingtaine de km par jour. Avec les vélos électriques

basiques actuellement commercialisés, on passe à une cinquantaine de km. Pour améliorer la performance, l'idée serait de bénéficier des technologies des vélos couchés (meilleur confort, gain de puissance pour celui qui pédale) mais également de disposer d'une remorque solaire. Des essais de tricycle avec remorque solaire montrent qu'une personne non entraînée peut faire entre 120 et 300 km par jour... ce qui permet de concurrencer largement la voiture. La remorque à l'arrière permet de stocker jusqu'à une centaine de kilos et les panneaux solaires reliés à des batteries permettent d'avoir une autonomie pour rouler la nuit. Pour essayer d'améliorer le procédé et de passer à un tricycle biplace, un appel à cofinancement a été lancé en décembre dernier par

Aodrenn, qui pratique par ailleurs la permaculture. Si vous voulez vous joindre à ce projet high-tech, il faut passer par internet : <http://www.babeldoor.com/prototrike-vehicule-solaire>.

Arcachon

Des vélos offerts aux habitants

La ville d'Arcachon (Gironde), 11 000 habitants, a fait faire une étude pour l'installation d'un système de vélos en libre-service... avant de changer complètement d'idée et de décider d'offrir 3000 vélos aux habitants, un par foyer. La mairie a estimé que cela serait plus efficace... et moins cher.

alternatives



Maisons en paille

Sauver la maison Feuillette

Première construction au monde en ossature bois et remplissage paille, la maison Feuillette pourrait bien être détruite. Située dans le centre de Montargis, son terrain de 1500 m² entièrement constructible pourrait intéresser des promoteurs immobiliers. Apprenant que sa propriétaire souhaite la vendre, le Réseau français de la construction en paille (RFCP) s'est fixé comme objectif de conserver intact le témoignage probant de la qualité et de la durabilité de ce type de bâtiment. Construite en 1921, cette maison répond pour l'essentiel aux règles professionnelles de la construction paille écrites 90 ans plus tard...

L'achat de la maison permettrait de créer le Centre national de la construction en paille dédié à

l'éco-construction grâce à trois actions qui seront mises en place :
 - l'auscultation puis la réhabilitation de cette maison, construite par l'ingénieur Émile Feuillette,
 - la création en paille porteuse d'un espace de formation / information / recherche à énergie positive dans un bâtiment en ossature bois de 200 m² déjà présent sur le site,
 - la construction d'habitats participatifs performants selon les règles professionnelles de la construction en paille.
 Une souscription a été lancée. Le temps presse car la signature devra se faire au 1^{er} juin 2013.
 Contact : Réseau français de la construction en paille, Liffernet, 46100 Lunan, tél : 05 65 10 94 06, www.maisonfeuillette.fr.

Médias

■ **Radio Saint-Affrique**, 7, place de l'Hôtel-de-Ville, 12400 Saint-Affrique, tél : 05 65 49 29 94, www.radiosaintaffrique.com. Radio associative de l'Aveyron, avec des émissions comme "Cap'tain potager" (2^e samedi 11h, une fois sur deux) pour tout savoir sur le jardinage, "tensions parasites et courants vagabonds" (4^e samedi à 11h) sur les luttes d'ici et d'ailleurs, "la voix off" (jeudi 9h, samedi 16h, lundi 20h), l'actualité en partenariat avec *le Monde diplomatique*, et pas mal d'émissions littéraires et poétiques.
 ■ **CQFD**. Pour ses dix ans, le journal indépendant tire la sonnette d'alarme et vous invite à le soutenir financièrement pour éviter au célèbre chien rouge, son emblème, d'être piqué. Retrouvez chaque mois dans ses pages un mélange d'humour grinçant et de critique sociale mordante. *CQFD*, BP 70054, 13192 Marseille Cedex 20.

Ardèche

La Mie Chemin

Alexandra Bouchard a créé en 2011 un fournil mobile : « un four à pain dans le camion, et au volant une boulangère à tendance écolo-expérimentale ». Elle propose ses produits à base d'ingrédients biologiques et locaux pour la plupart, sur les marchés, et réalise des animations

dans les écoles, centres sociaux, maisons de retraite ou pour des particuliers, dans un esprit d'écologie et d'éducation à l'alimentation. Elle propose aussi des formations sur le pain. *La Mie Chemin*, tel : 06 77 99 63 64, <http://lamiechemin.eklablog.com>.

Aube

Les Ombelles

L'association « Les Ombelles » offre à petits et grands des moyens d'actions accessibles à travers diverses pratiques du quotidien allant dans le sens de la décroissance et de la simplicité volontaire. Elle propose au public des ateliers de jardinage écologique et de jardin spontané. Elle peut former les particuliers à des techniques simples et efficaces de rénovation et d'isolation d'habitats avec des matériaux de récupération économiques (terre, paille, chaux, copeaux...). Pour aller plus loin, l'association sensibilise sur la démarche d'habitats groupés qui pourrait être une réponse face à l'implantation massive des lotissements sur les terres agricoles.
Les Ombelles, 13, rue Sainte-Waldeburge, 10130 Lignières, tél : 03 25 43 92 26, www.lesombelles.com.



Les jeux écolos

Les couleurs

Comment faire, pour s'amuser à peindre ou dessiner sans polluer ? L'histoire de la couleur n'a pas toujours été « rose »...

Sous l'Antiquité ou pendant le Moyen Âge, le monde des couleurs n'était pas très écologique... Quand le pigment était végétal (plantes) ou animal (coquillage), les fabricants utilisaient des quantités astronomiques de matières...

Les teintures végétales utilisaient beaucoup d'acidité (urines, cendres...) rejetées directement dans les rivières passant en ville. La fabrication de peintures utilisait des ressources toxiques ou rares : blanc de plomb, vert-de-gris, lapis-lazuli...

Au 19^e siècle, la première application industrielle du pétrole fut de fabriquer des couleurs pour le textile. C'est le même procédé pour la peinture qui est utilisé : isoler une molécule colorante parmi les nombreuses que l'on trouve dans une plante, la copier et la reproduire à grande échelle.

Aujourd'hui, l'industrie du loisir créatif propose des produits standardisés et faciles à utiliser. Ces produits ont des couleurs stables, avec des aspects uniformes, sans reflets et peu de profondeur. Le choix est immense dans les catalogues, pour des produits finalement très semblables...

Voici quelques recettes faciles, que vous pourrez fabriquer avec des ingrédients naturels.

Pour faire du fusain : mettez des brindilles de fusain ou de bois résineux (pin, sapins) dans une petite boîte en métal. Percez un trou dans la boîte et posez au-dessus d'une flamme. Attendez qu'une fumée blanche sorte de la boîte, puis une fumée noire. Quand plus rien ne sort, ouvrez la boîte, vous avez votre fusain.

Pour faire de la peinture, vous pouvez utiliser les terres de couleurs appelées ocre : terres jaunes, terres rouges. Si vous voyez des plaques de terre colorées qui se fissurent le long d'un chemin, récupérez-les et réduisez-les en poudre en tapant fort avec un maillet.

Cela vous fera un pigment gratuit. Vous trouverez chez les vendeurs de matériel pour potier ou en briqueterie, tout ce qu'il vous faut dans ce domaine à des prix modiques.

Il existe aussi des pigments minéraux et des colorants végétaux, avant de vous mettre aux pigments synthétiques. Le désavantage des colorants végétaux, c'est qu'il faut beaucoup de cuisson et beaucoup de végétaux (fleurs de verges d'or, racines de garance, feuilles de pastels...) pour obtenir un peu de colorant (encre ou teinture).



Michel Scrive

Il existe actuellement des personnes cherchant des solutions dans ce domaine, en expérimentant des concentrés de plantes, en construisant des cuves de récupération de chaleur pour utiliser moins d'eau et d'énergie, en récupérant des déchets végétaux...

Voici quelques expériences ludiques que vous pouvez faire avec les enfants :

- Faire de la couleur avec des pelures d'oignons. Vous les faites chauffer avec de l'eau dans une casserole, vous obtiendrez un jus jaune, orangé ou marron selon le temps de la cuisson.
- Avec le jus d'un chou, vous pourrez dessiner et changer la couleur avec du vinaigre (bleu), du savon (rose) ou du bicarbonate (rouge).

Pour faire une vraie peinture, il vous faudra mélanger un pigment (la couleur) avec un liant, pour le lier au support. Voici quelques exemples de matières naturelles utilisées : le jaune d'œuf (peinture

a tempera), la fécule de pomme de terre, la caséine (protéine du fromage blanc) ...

Pour aller plus loin :

- sur les couleurs au moyen âge : Michel Pastoureau, *Bleu, histoire d'une couleur*, Ed. Points
- sur les teintures végétales : *Plantes colorantes, teintures végétales*, Michel Garcia, Edisud Cahiers de l'association *Couleur Garance*, Michel Garcia
- sur les peintures à l'ocre : Cahiers de l'association *Terres et Couleurs*
- et enfin : *Le monde des couleurs*, Dominique Cardon, Ed. Belin

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive

42, rue Hoche, 93500 Pantin,
mishelu@riseup.net

Toulouse

La Chapelle à 20 ans

Cela fait 20 ans que ce squatt conjugué lutte, action et poésie contre vents et marées... Pour fêter cet anniversaire, La Chapelle appelle toutes les personnes qui ont croisé ou fréquenté ce lieu à partager leurs souvenirs en commençant par "Je me souviens..." suivi de cinq lignes maximum. Vous pouvez aussi joindre photos, vidéos, dessins. En vue d'un événement en novembre 2013. Contributions à envoyer à La Chapelle, 36, rue Danielle-Casanova, 31000 Toulouse, ou contact@atelierideal.lautre.net.

Morbihan

La saline de Lasné

Un couple de passionnés, Olivier Chenelle et Audrey Foucher, a ouvert une saline dans le Morbihan, en 2003, sur des terres appartenant au conseil général. Après cinq ans de négociation, un bail a été signé. La saline, la seule du département, avait cessé ses activités il y a 130 ans. Amoureux de la faune et de la flore, la remise en état des lieux s'est faite dans l'idée de respecter le projet de futur parc régional : respect des plantes (entretien avec ânes et poneys), observation des oiseaux (107 espèces observées), création d'un sentier pédagogique... et récolte du sel. Au début, le conseil général devait construire un bâtiment pour le travail professionnel, mais cela ne s'est jamais concrétisé. Alors que le bail se renouvelle en 2013, le conseil général semble vouloir reprendre la main en demandant des adaptations difficiles à mettre en place, notamment en ce qui concerne l'accueil du public (200 classes par an). Alors que l'exploitation du sel a permis de financer ces aménagements, les paludiers l'ont mauvaise, demandent que l'on respecte leur travail, et appellent au soutien. Pour en savoir plus : La saline de Lasné, Marais de Lasné, 56450 Saint-Armel, tél : 06 72 63 94 78, <http://salinesdesaintarmel.com>.



D. R.

Paris

Plan climat à l'abandon

En 2007, sous l'impulsion des Verts, la mairie de Paris a adopté un ambitieux Plan climat qui se fixait comme but de diminuer les émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici 2020. Lors de sa révision fin 2012, force est de constater que les résultats ne sont pas là : en cinq ans les émissions ont augmenté ! Yves Contassot, alors adjoint Vert chargé de ce plan en 2007 analyse dans Liaison Ile-de-France environnement les raisons de cet échec : la ville n'a pas pris la mesure de ce que cela voulait dire. Sur 600 écoles qui devaient faire l'objet d'une rénovation seules une centaine ont été réalisées, rien n'a été mis en place pour contrôler les constructions neuves. Pire, en décidant la construction de tours de bureaux, on construit de futurs bâtiments hautement consommateurs en énergie qui vont drainer une population extérieure à la ville et donc provoquer une hausse de la circulation. Le lancement

d'Autolib' (voitures électriques en libre service), a masqué les efforts en faveur des déplacements doux. Enfin, les budgets consacrés à ce plan ne sont pas à la hauteur.

Eco-blanchiment

Les tricheries des constructeurs automobiles

Un rapport élaboré par trois instituts indépendants à la demande de la Commission européenne pointe les manquements, fraudes et tricheries des constructeurs automobiles pour estimer les émissions de CO₂ de leurs voitures commercialisées en Europe. La baisse des émissions de CO₂ constatée ces dernières années serait pour un tiers factice, les constructeurs jouant avec les ambiguïtés des protocoles de mesure pour annoncer régulièrement des chiffres à la baisse. (Source : Réseau action climat)



Etats-Unis

Enfin une mobilisation !

Lors de son discours sur l'état de l'union le 12 février 2013, le président Obama a promis "une réduction de moitié de l'énergie dépensée dans nos maisons et dans nos entreprises d'ici les 20 prochaines années" et a affirmé vouloir agir par décret en ce sens si les Républicains bloquent sa politique climatique. Le 17 février 2013, environ trente mille manifestant-e-s venus de tout le pays se sont rassemblés à Washington pour lui mettre la pression. "Le plus gros rassemblement sur le climat de l'histoire des USA", estiment certains. Ils mettaient en cause notamment l'exploitation des gaz de schistes et un projet d'oléoduc géant allant du Canada au Texas, Keystone XL. (Tribune de Genève)



Naissance du Collectif millets

Le millet était une céréale de base depuis l'antiquité dans l'alimentation en Inde et Asie, Afrique (le mil) et Europe jusqu'il y a peu, mais il tend à disparaître : en Inde, la révolution verte l'a ringar-

disé au profit du riz et il est devenu un aliment du pauvre, méprisé. En France, on ne le cultive et ne le mange plus que marginalement. Et pourtant, devant les problèmes d'eau de plus en plus vifs, cette céréale se contentant facilement de terres pauvres et facilement régénérables en cas de sécheresse, se présente comme une

alternative soutenable à la culture du riz, très consommatrice d'eau. Le millet permet aux paysans d'être plus autonomes et résistants face à la crise alimentaire. C'est pourquoi un Collectif millets est en train de voir le jour en France pour revaloriser et développer cette alternative alimentaire. Contact : martine.collectifmillets@gmail.com. (Source : Nature et progrès n°91)

L'Union européenne entre bio et OGM ?

Le commissaire européen à l'agriculture, Dacian Ciolos, a lancé mi-janvier 2013 une vaste consultation par internet sur des questions liées à l'agriculture biologique. Cette consultation se déroule jusqu'au 10 avril 2013 et chacun-e peut y participer (http://ec.europa.eu/agriculture/consultations/organic/2013_fr.htm).

Il s'agit malheureusement de questions fermées, surtout liées au positionnement économique de l'Union européenne... et les questions sociales sont quasiment absentes. Il reste quand même qu'il est possible d'y insister sur certains points, en particulier la non coexistence possible avec les OGM, le refus d'importation de soja...



▲ Le millet, une céréale pour l'autonomie des paysans

Gironde

Permaculture Médoc

L'association Permaculture Médoc regroupe deux lieux d'expérimentation agroécologiques, 2000 m² de lieux pédagogiques créés en 2012 et accueillant des stages pratiques pour adultes, des ateliers pour les enfants dans le cadre de centres aérés ou de l'école. Permaculture Médoc, 8, rue des Blancs-Manteaux, 33590 Grayan-et-L'hopital, www.permaculturemedoc.fr.



Notre-Dame-des-Landes

• **29 janvier** : la Cour de cassation a rendu cinq arrêts qui rejettent la demande de la société AGO-Vinci qui souhaitait pouvoir ne pas attendre la décision juridique sur la validité de l'arrêt de cessibilité des terres pour forcer les agriculteurs à partir. C'est une victoire pour ces derniers puisque AGO devra attendre que soient jugées les affaires en cours (cour administrative de Nantes, Conseil d'Etat)... Et selon la promesse faite par le gouvernement, il n'y aura pas d'expulsion des agriculteurs pendant ce délai.

• **30 janvier** : dans *L'Express*, Nicolas Hulot, conseiller de François Hollande, déclare à propos de Notre-Dame-des-Landes : "Je pense qu'il est embarrassé. Concernant la pertinence du projet, je ne suis pas certain que le président en soit convaincu, mais il ne peut pas désavouer son premier ministre".

• **31 janvier** : dans une lettre ouverte, Jean-Marie Ravier, chef d'entreprise, qui a fait Sciences Po avec François Hollande, lui écrit pour lui rappeler que selon la conclusion de la Cour des Comptes, il est facile de voir que le projet de nouvel aéroport ne sera pas rentable avec un trafic qui plafonne à quatre millions de voyageurs... que cela entraînera automatiquement une hausse du prix des taxes, la fuite des compagnies low coast... et donc une importante baisse de fréquentation, un cercle vicieux... alors que l'actuel aéroport, amorti depuis longtemps est lui hyper-compétitif.

• **2 février** : journée mondiale des zones humides. 98 % des terrains convoités par le projet d'aéroport sont classés en zone humide. La loi oblige donc à recréer ces zones humides "aillères". Et comme personne ne voit comment respecter la loi, les ministres de l'écologie et des transports financent avec notre argent un comité d'expertise scientifique censé trouver une solution. En ce jour, l'Acipa et Agir pour l'environnement dénoncent cette méthode en rappelant que Notre-Dame-des-Landes est une zone qui permet la régulation des eaux de la région et qu'aucun arrangement n'est possible ni en terme d'hydrologie, ni en terme de biodiversité.



✊ **Chaîne humaine le 11 mai 2013 : 25 km autour du site de l'aéroport pour "enterrer le projet" suivi d'un week-end de fêtes, conférences, concerts. Objectif : 100 000 personnes. On peut s'inscrire à l'avance en envoyant un don minimum de 2 € auprès de Germaine Houis La Guanelais 44530 Guenrouët. (Chèque à l'ordre de Nature Avenir Chaîne) ou par carte bancaire sur le site www.chaine-humaine-stop-aeroport.org.**



• **2 février** : le Copain, Collectif des organisations professionnelles agricoles indignées par le projet d'aéroport, organise à la ferme de Bellevue l'installation d'un nouveau paysan avec vaches, moutons, poules et matériel agricole. Plusieurs centaines de personnes sont présentes pour aider à l'installation. A cette occasion est lancé le projet de faire une chaîne humaine de 25 km autour du site le 11 mai prochain.

• **4 février** : nouvelle campagne d'interpellation de François Hollande pour lui demander l'abandon du projet et soutenir le maintien des paysans dans leurs exploitations avec comme titre : "Rester ferme".

• **10 février**. Environ 400 personnes participent à la dernière étape de la marche Nice-Notre-Dame-des-Landes.

• **12 février**. Deux militants passent en procès pour "outrage" : ils s'étaient mis nus devant les forces de l'ordre en novembre 2012. A l'extérieur du tribunal, 30 personnes se sont dénudées en soutien.

• **13 février**. La région Pays de Loire accorde 1 000 000 € à la communauté de communes d'Erdre et Gesvres (où se trouve le projet d'aéroport) pour l'accompagner dans son développement.

• **19 février**. Lancement d'une campagne d'affichage en faveur de l'aéroport par le syndicat mixte aéroportuaire. Coût de la campagne : 300 000 €.

• **20 février**. Suite à une demande du groupe des Verts au Parlement européen, la Commission européenne demande à la France d'expliquer pourquoi elle se met en infraction avec le droit européen. Les Verts ont pointé au moins quatre infractions : absence d'évaluation indépendante, présentation morcelée du projet, non-respect de la directive sur l'eau, non-respect de la directive habitat et espaces protégés.

• **21 février**. *Le Canard enchaîné* rend public un accord entre la région Pays-de-Loire et France-Télévision qui prévoit une campagne de trois ans en faveur de l'aéroport pour un montant de 900 000 €. Les syndicats de journalistes protestent en estimant qu'ils ne pourront plus faire leur travail.

Fraude alimentaire Taxer la viande ?

L'affaire de la viande de cheval substituée à du bœuf a mis en lumière les défaillances du contrôle dans la production de viande en France. De nombreuses irrégularités sont pointées depuis des années par l'Office alimentaire et vétérinaire européen dans ce domaine. L'association L214 dénonce le manque de visites qui ne permettent pas aux inspecteurs en santé publique vétérinaire d'assurer correctement le contrôle du respect des réglementations, et l'inefficacité du suivi de l'application des sanctions. En jeu, la santé des consommateurs mais aussi les conditions de vie des animaux de la filière élevage. Pourquoi ne pas taxer la viande pour financer les contrôles, les inspections et le suivi des poursuites en cas d'infraction,

demande l'association ? L214, B.P. 84, 13721 Marignane Cedex, www.l214.com.

Hautes-Alpes Mobilité douce

L'association Moutain Wilderness organise avec le parc national des Ecrins un appel à témoignages : raconter (par écrit, photo, vidéo...) une expérience en montagne en mobilité douce dans le massif des Ecrins, afin de promouvoir la faisabilité de la pratique de la montagne en utilisant des alternatives à la voiture individuelle. Ces témoignages seront valorisés lors de la fête des 40 ans de ce parc, à l'automne 2013. *Mountain Wilderness, CDA Ecrins, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, racontez@mountainwilderness.fr.*

**Voilà venu le printemps,
c'est le retour au jardin.
Et en Avril, le jardinier s'anime !**

**Il est temps d'imaginer
et préparer son jardin,
de semer, planter,
diviser, butter...**

**Et à Murat on a décidé
de fêter cela !**

**Rendez-vous les samedi 20 Avril &
dimanche 21 Avril à Murat dans le Cantal
pour Le Printemps de Murat.**

Le printemps de Murat est une co-organisation entre la Mairie, l'association AMAP'Autrement, et le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne.

Plus d'infos :

**Mairie de Murat (Cantal) - www.murat.fr - 04 71 20 03 80
communication@mairiedemurat.fr**



femmes, hommes, etc.

Tribune libre

Je suis complètement favorable au mariage entre catholiques

Voulir l'empêcher serait une erreur et une injustice. Le catholicisme n'est pas une maladie. Bien qu'ils puissent sembler étranges et déplaire à beaucoup, les catholiques sont des êtres normaux et doivent jouir des mêmes droits que la majorité, de la même façon, par exemple, que les informaticiens et les homosexuels.

Nous sommes conscients que beaucoup de traits et d'aspects du comportement des catholiques, comme leur tendance à diaboliser le sexe, peuvent nous sembler bizarres.

Nous savons qu'il pourrait même émerger des questions de santé publique, liées à leur refus dangereux et délibéré de l'usage des préservatifs.

Nous savons aussi que beaucoup de leurs coutumes, comme l'exhibition publique d'images de torturés, peuvent déranger beaucoup d'entre nous.

Cependant tout cela correspond davantage à une image médiatique qu'à la réalité, et cela n'est pas une bonne raison pour leur interdire le droit au mariage.

Certains pourraient arguer qu'un mariage entre catholiques n'est pas un vrai mariage, car il s'agit pour eux d'un rite et d'un précepte religieux engagé devant leur dieu, plutôt que d'un contrat entre deux personnes.

En outre, étant donné que les enfants nés hors mariage sont lourdement condamnés par l'Église catholique, l'on pourrait penser qu'en permettant aux catholiques de se marier on augmenterait le nombre de mariages « précipités » ou voués à la simple recherche du sexe (prohibé par leur religion en dehors du mariage).

De la même façon, on dit que cela favoriserait les situations de violence familiale et les familles à problème.

Mais il faut rappeler ici que cela ne concerne pas seulement les familles catholiques et que, étant incapables de nous mettre dans la tête des autres, nous ne pouvons pas préjuger de leurs motivations.

(...) Et en parlant de famille, passons à l'autre thème brûlant, dont nous espérons qu'il ne sera pas trop choquant : nous sommes également favorables à l'adoption pour les couples catholiques.

D'aucuns crieront au scandale. Il est probable que l'on nous réponde avec une affirmation du type : « Des catholiques qui adoptent des enfants ? Mais les enfants pourraient devenir eux aussi catholiques ! »

Face à ces critiques, nous répondons qu'il est vrai que les enfants de catholiques ont de fortes probabilités de devenir à leur tour catholiques (à la différence des enfants d'homosexuels et d'informaticiens), mais nous avons déjà dit que les catholiques sont des gens comme les autres.

(...) En définitive, malgré l'opposition d'une partie, je crois qu'il faudrait permettre aux catholiques de se marier et d'adopter des enfants. Exactement comme les informaticiens et les homosexuels.

Alain Gaudin,

publié le 6 février 2013 sur le site Avanti, www.avanti4.be.

Du film à l'action

Solidarité femmes est partenaire du film de Jean-Paul Lilienfeld sorti en février 2013, "Arrêtez-moi", avec Sophie Marceau et Miou-Miou, qui retrace le parcours d'une femme dans la violence conjugale. Le site du partenariat invite à "passer à l'action" contre ces violences. D'autres films sont déjà disponibles sur ce sujet : "In Nomine Patris", de Myriam Tanelotto et Marc Hansmann (La Bascule, 2004) et "Drames de la séparation : quand le père devient l'ennemi" de Claudie Dejà (Arte, 2004). [Site arretez-le.com](http://Site.arretez-le.com), tél 0899 660 300.



nord/sud

Mali

Marche blanche pour une solution pacifique

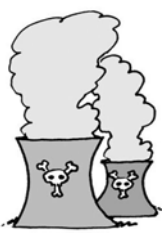
Depuis des mois, des citoyens maliens préparaient une caravane pour la paix nommée *Marche blanche* et devant relier Mopti à Douzena, dernière ville non-occupée par les milices islamistes dans le nord du Mali. L'intervention militaire a reporté cette initiative qui pourrait rassembler entre 5000 et 100 000 personnes. Même si une partie d'entre elles est tentée de soutenir l'intervention militaire, l'opinion publique malienne nourrit de fortes craintes face à une militarisation du conflit. Un conflit militaire dans le nord du pays pourrait générer jusqu'à 700 000 réfugiés hors du pays. Il

fait y ajouter l'inquiétude suscitée par une guerre qui se transforme en guérilla sans fin, avec des attaques terroristes dans le sud du pays et à Bamako. D'autres expériences (Nigéria, Somalie, Afghanistan...) montrent que les mouvements islamistes sortent souvent renforcés des affrontements armés. C'est pourquoi les initiateurs de la *Marche blanche* s'engagent en faveur d'une solution au conflit alternative à la guerre. L'initiative vient du Bloc d'intervention populaire et pacifique pour la réunification entière du Mali (Biprem), regroupement d'organisations, et compte avec l'appui, notamment, du haut conseil islamique du Mali. Selon *Afrique-Europe-Interact*, deux objectifs principaux sont au cœur de la marche : "d'une part le soutien politique et moral à la résistance civile qui s'organise dans le nord face à la terreur quotidienne instaurée par les islamistes, que ce soit par le biais de filles et de femmes nues, de rassemblements massifs de jeunes ou

de prises de position de notables locaux. D'autre part, l'ébauche de négociations avec les courants relativement modérés du camp islamiste". "Il ne faut pas oublier qu'en 1996, au Mali, ce sont des acteurs de la société civile qui avaient mis fin à la guerre civile opposant l'armée malienne à la rébellion touareg avec une action de destruction des armes par le feu à Tombouctou, restée célèbre sous le nom de *Flamme de la paix*. Les revendications de la marche sont le rejet catégorique et sans condition de la charia, le refus de nouvelles frontières, le refus de l'accaparement néocolonial des terres (nord du pays riche en ressources naturelles et très disputé), une entente avec les Touaregs du nord et le refus de l'intervention militaire. Sous le silence des médias, une société civile malienne prête à prendre en charge ses propres conflits sans ingérence néocoloniale. (Sources : *Archipel* n°212, *Afrique-Europe-Interact*, *MaliJet*, *Maliweb.net*)

Les banques spéculent sur la faim

L'ONG *Oxfam-France* a lancé une campagne "La faim leur profite bien" qui dénonce les spéculations sur les matières premières agricoles, en pointant du doigt en particulier la responsabilité des trois banques françaises BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole. Les premiers résultats de cette campagne se font sentir : la BNP Paribas a annoncé s'engager à fermer deux fonds d'investissement indexés sur le cours des matières premières agricoles et le Crédit agricole à fermer trois fonds indiciels qui permettaient à ses clients de spéculer sur les matières premières agricoles. Cinq fonds qui devraient fermer, sur 18 identifiés par *Oxfam*, c'est un pas dans le bon sens, mais dont la réalisation effective est à suivre de près. *Oxfam-France*, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél. : 01 77 35 75 80, www.oxfamfrance.org.



“

Pour que le nucléaire ait un impact minime sur le changement climatique, il devrait peser 20 % de la consommation d'énergie [contre 6 % aujourd'hui], c'est-à-dire qu'il faudrait construire 1400 réacteurs [contre 400 aujourd'hui]. Impossible. (...) Le nucléaire va aussi être confronté à un déficit d'uranium et d'eau. 40 à 50 % de l'eau potable consommée en France est destinée à refroidir les réacteurs.

Jeremy Rifkin, *Le Républicain Lorrain*, 19 mars 2012.

”

Comment masquer les difficultés d'EDF

Le 10 janvier 2013, Henri Proglio, PDG d'EDF, aurait demandé l'autorisation de porter l'amortissement du prix des réacteurs nucléaires à 60 ans... alors que l'on vient tout juste de le porter de 30 à 40 ans. Etaler ainsi le prix de construction du réacteur permet de masquer le prix exorbitant de ces réacteurs. Evidemment, aucun réacteur dans le monde n'a une durée de vie de 60 ans et en France, le gouvernement hésite à dépasser une autorisation au delà de 40 ans.

Bure

■ **Décroissance démographique.** Le nucléaire crée des emplois ? Ce n'est pas ce qui ressort de la dernière enquête démographique de l'Insee qui indique que la Haute-Marne est le département français qui perd le plus d'habitants : 1000 habitants par an depuis les années 1990, ce qui correspond au début du projet d'enfouissement des déchets.

■ **Cherchez l'erreur.** Officiellement, si le site de Bure devient le lieu de stockage des déchets à haute activité et longue vie, le programme prévoit une surveillance pendant cent ans... alors qu'il faudra cent mille ans pour que la radioactivité arrive au niveau de la radioactivité naturelle. Première question : quel gouvernement peut aujourd'hui s'engager sur une durée de cent ans ? Deuxième question : quelle civilisation peut prévoir ce qu'elle deviendra dans cent mille ans ?

■ **L'Eglise catholique pose des questions.** Un groupe de travail composé de catholiques et animé par l'évêque Marc Stengers, président de *Pax christi France*, a rendu fin 2012 un document très fouillé intitulé « Gestion des déchets nucléaires. Réflexions et questions sur les enjeux éthiques ». Il pose des questions qui viennent remettre en doute sérieusement les bases de ce projet d'enfouissement et préconise d'« orienter les flux financiers vers d'autres options que le stockage en profondeur » et de « prévenir au lieu de guérir : ne serait-il pas plus sage de cesser de produire ces déchets ? ». Ce rapport a été approuvé par les évêques de Langres, Saint-Dié, Troyes et Verdun.

Fukushima

La catastrophe continue

- **30 janvier**, le ministère des sciences et technologie, confirme les doses cumulées énormes relevées par les balises pendant l'année 2012. En limite des 20 km évacués, on est jusqu'à 200 fois la limite autorisée (à Namié). Aucune nouvelle évacuation n'est pour le moment annoncée.
- **31 janvier**, le quotidien *Asahi* publie des extraits d'une visio-conférence entre les autorités japonaises et étatsuniennes, le 16 mars 2011, où il est clairement dit qu'en cas d'effondrement des piscines du réacteur n°4, on sera sans doute obligé d'évacuer Tokyo. Depuis la piscine est toujours en équilibre instable...
- **2 février**, séisme de magnitude 6,9 dans le nord du Japon. Tetsuo Nayuki, un des directeurs de la NRA, est licencié pour avoir rencontré et transmis des documents à des compagnies électriques.
- **4 février**, le gouvernement est obligé de renflouer une nouvelle fois Tepco en lui accordant une aide de 5,6 milliards d'euros. Cela porte l'aide totale à 26 milliards d'euros.
- **7 février**, les autorités de la région de Fukui, province qui compte 14 réacteurs nucléaires, annonce qu'elle va étudier comment les remplacer par des centrales au gaz.
- **9 février**, le quotidien *Mainichi* révèle que des réunions secrètes se sont tenues entre experts pour le suivi sanitaire des populations. Le média révèle que des procédures ont été mises en place pour limiter le suivi des expositions thyroïdiennes aux seuls enfants restés sur place... écartant volontairement ceux qui ont été évacués ou qui ont démenagé.
- **10 février**, le pays passe de 22e à la 53e place concernant la liberté de la presse selon le classement de *Reporters sans frontières*. L'ONG insiste sur la difficulté pour les médias d'enquêter et publier sur la catastrophe de Fukushima.
- **12 février**, à Tchernobyl, une partie des murs et du toit de l'enceinte de confinement du réacteur 4 s'effondrent, à cause d'une accumulation de neige.
- **13 février**, les autorités régionales de Fukushima annonce la découverte de trois cas de cancer de la thyroïde chez des enfants. 7 autres cas suspects sur 38 000 contrôlés. Moyenne d'âge : 15 ans, 3 garçons, 7 filles. A Tchernobyl, le pic du nombre de cas détectés pour les cancers de la thyroïde a été observé cinq ans après l'accident.
- **14 février**, les autorités ont recensé 316 353 évacués de la zone radioactive. Cela augmente lentement au fur et à mesure que les gens trouvent



comment partir, car quasiment aucune aide financière n'est versée.

- **18 février**, nouveau sondage par le quotidien *Asahi*. 70 % des Japonais sont pour l'arrêt du nucléaire, 13 % tout de suite, 24 % avant 2030, 22 % dans les années 2030, 12 % après les années 2030. 18 % veulent garder le nucléaire, 11 % ne se prononcent pas.
- **20 février**, selon le quotidien *Asahi*. Avant le 11 mars 2011, il y avait 54 réacteurs. Aujourd'hui seuls 23 réacteurs pourraient redémarrer... si on arrive à les mettre aux nouvelles normes. *Asahi* précise que 60 % du parc thermique est en zone sismique et que l'approvisionnement du pays en électricité reste donc très fragile.
- **22 février**, TEPCO reçoit une nouvelle aide de l'Etat de 1,7 milliard d'euros.
- **24 février**, selon un décompte de TEPCO, environ 3000 personnes travaillent sur le site de Fukushima et comme il faut faire des rotations pour éviter de trop fortes doses d'exposition, ce sont environ 25 000 personnes qui sont intervenues sur le site depuis deux ans.
- **25 février**, la géothermie pourrait aider à la sortie du nucléaire. Une étude estime que le pays dispose d'un potentiel de 23 000 MW (une vingtaine de réacteurs nucléaires) alors que seuls 520 MW sont pour le moment exploités. Séisme de 6,2 de magnitude au niveau de Tokyo.
- **26 février**, la ville de Namié, commune, irradiée mais non évacuée, a vu les effectifs de son collège passer de 600 à 59 élèves. La ville de Kawauchi évacuée de mars à septembre 2011 comptait 3000 habitants avant l'évacuation. Seuls 400 sont revenus (dont 80 % ont plus de 50 ans).

Une version plus détaillée se trouve sur notre site www.revuesilence.net.



Suède

Prison pour les non-violents !

La Suède possède au nord du pays l'espace d'entraînement militaire aérien le plus grand d'Europe. Dans le cadre d'actions non-violentes contre celui-ci, le 29 juillet 2011, organisées par la campagne « La guerre commence ici », Martin Smedjeback et Annika Spalde étaient entrés sur la base militaire de Lulea où ils avaient déposé de la peinture rose. Annika Spalde a déjà subi deux semaines d'emprisonnement, et le 30 janvier 2013, c'est au tour de Martin Smedjeback, 39 ans, d'être condamné à de la prison. Sa réaction : « Une

peine de prison de deux semaines est bien peu de choses en comparaison avec la souffrance des personnes exposées aux guerres qui sont planifiées ici ».

Anna Massina

Le 15 février 2013 s'est éteinte Anna Massina, qui vivait depuis longtemps à la communauté de l'Arche de Saint-Antoine-l'Abbaye, en Isère. Infatigable militante de la non-violence, elle a été très engagée dans le collectif des faucheurs volontaires d'OGM, dans la formation à l'action non-violente, et dans le rapprochement entre les divers mouvements non-violents. Sa personnalité chaleureuse et ferme aura fortement marqué les nombreuses personnes qui l'ont rencontrée.



politique

Stéphane Hessel

Stéphane Hessel, diplomate, est mort à 95 ans le 26 février 2013. Il est l'auteur du petit livre mondiallement connu *Indignez-vous !* paru en 2010, vendu à 4 millions d'exemplaires et qui a influencé des mouvements comme *les Indignés* en Espagne ou en Grèce, *Occupy wall street* aux USA ou encore le printemps arabe. Jusqu'au bout, il aura milité pour différentes causes : soutien aux sans-papiers, à la création d'un Etat palestinien... En 2012, il avait signé une motion au sein du Parti socialiste prônant un engagement plus à gauche. Il avait encore récemment demandé l'arrêt du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Moi, président du patronat

Lorsque les patrons ont compris que Sarkozy ne pourrait pas être réélu et que leur poulain à gauche, Dominique Strauss-Khan était éliminé, ils se sont repliés sur François Hollande. Début décembre 2012, le Parti socialiste, en publiant les comptes de campagne des primaires a mis cela au grand jour : chaque candidat disposait d'un budget de 50 000 € fournis par le parti auquel pouvait s'ajouter des dons. François Hollande avec un budget de 730 000 € a donc reçu 680 000 € de dons de la part de "ses réseaux issus de l'ENA et d'HEC", comprendre de ses co-

pains devenus cadres supérieurs dans les grandes entreprises. Par comparaison, Martine Aubry n'a bénéficié que de 125 000 € pour mener sa campagne, soit 75 000 € de dons.

Israël-Palestine

Campagne « colonisation illégale »

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine s'engage pour une interdiction des produits issus des colonies israéliennes. Elle lance comme première étape une campagne pour l'étiquetage des produits des colonies car aujourd'hui, il est impossible de savoir si un produit étiqueté « Made in Israël » a été fabriqué ou non dans une de ces colonies, illégales au regard du droit international. L'idée est de faire pression sur le gouvernement pour qu'il mette en place cet étiquetage, après que Laurent Fabius ait déclaré devant le parlement que la France « étudie actuellement, en lien avec plusieurs de ses partenaires européens, la possibilité de publier un code de conduite sur l'étiquetage distinctif des produits issus des colonies ». La campagne interpelle les députés afin qu'il y ait une pression parlementaire envers le gouvernement : questions aux députés et sénateurs, information du grand public... Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél. : 01 40 36 41 46, www.plateforme-palestine.org.



Le coût des armes nucléaires

Les armes nucléaires demandent des budgets considérables pour leur maintenance en état d'alerte et leur modernisation. Un réel détournement de ressources pour des armes qui, dans le meilleur des cas, ne serviront pas. Et qui pourront détruire l'humanité en cas de conflit.

Budget 2011 nucléaire militaire (en milliards d'euros)	
USA	47
Russie	11,5
Chine	5,8
France	4,5
Royaume-Uni	4,2
Inde	3,8
Pakistan	1,7
Israël	1,5
Corée du Nord	0,5
total	80,5

(source : www.icanw.org)

L'année 2011 a vu plus de 80 milliards d'euros de dépenses consacrées aux armes nucléaires. En dollars, cela fait 100 milliards. Sur les dix ans de la décennie cela fera 1000 milliards de dollars. Cela correspond à deux fois le budget de la France !

Les États-Unis sont le champion incontestable. Cela s'explique pour plusieurs raisons. Leur complexe militaro-industriel est très développé et l'État ne souhaite pas remettre en cause cette industrie. Un exemple révélateur est celui du laboratoire de Los Alamos qui a prévu une nouvelle usine de fabrication d'amorces au plutonium pour une nouvelle génération de bombes. Lors de sa première élection, Barack Obama a annulé ce projet d'usine, comme il l'avait promis durant sa campagne. Un an après il est revenu sur cette décision, contraint et forcé... Autre raison, le choix du "bouclier antimissile". Ce choix implique des technologies très onéreuses pour une efficacité très contestable. Mais le but politique est de relancer une course aux armements où les États-Unis pensent distancer encore plus tous les autres pays. N'oublions pas que la doctrine américaine est intitulée "full spectrum dominance", c'est à dire "domination totale et partout". Donc tous les types d'armes

doivent être mis en œuvre. Les antimissiles sont jugés être l'enjeu technologique du futur.

La Russie a relancé des programmes de modernisation importants, ce qui explique le budget militaire actuel. Dans le but de ne pas perdre un statut de "grande puissance". Au niveau des armes conventionnelles, la Russie est très en retard sur les États-Unis, aussi l'arme nucléaire est considérée comme la seule façon de continuer à pouvoir peser sur la scène internationale. Une arme très "politique".

Tous les autres pays ont engagé des programmes de modernisation pour affirmer leur poids politique, sauf le Royaume-Uni qui attend 2014 pour prendre une décision.

La France va programmer en 2013 des études pour une nouvelle génération de sous-marins, prévus pour 2030... Et son programme de missiles M51 destinés à bombarder des cibles à 8000 km (Pékin ?) va continuer à se réaliser (coût : 8,5 milliards d'euros). Avec le budget annuel de 4,5 milliards d'euros, il pourrait être construit chaque année un parc d'éoliennes d'une puissance équivalente à... deux réacteurs nucléaires !

Ce détournement de ressources doit être dénoncé. En France, certains osent la critique, mais sans conviction... Alors que quasiment tous les budgets sont soumis à des coupes, en 2013 le budget consacré aux armes nucléaires est maintenu sans changement. Pourtant, le jugement du Sénat est sévère : "Si nous n'avions pas de Force de dissuasion, il serait inutile d'en acquérir une"⁽¹⁾.

Qu'attendent nos élus pour annoncer qu'une arme inutile ne mérite pas d'être financée ?

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr

(1) Rapport 668, juillet 2012, de la Commission de la Défense du Sénat



Photovoltaïque

■ **La chute des prix se poursuit.** Début 2013, le prix du kWh des photopiles est descendu aux environs de 100 € par MWh. Les industriels annoncent un prix de 80 € d'ici la fin 2014. A ce niveau-là, le photoélectrique pourrait devenir moins cher que l'éolien terrestre (80 à 85 € aujourd'hui) et même que le nucléaire (70 à 90 € le MWh estimé pour le futur EPR). A l'horizon 2020, les spécialistes pronostiquent un prix du kWh des photopiles autour de 50 €. Ce qui laisse prévoir une explosion des installations.



■ Reprise en France ?

Après deux ans d'effondrement de la filière suite à une révision drastique des aides de l'Etat, Delphine Batho a annoncé le 7 janvier 2013 que la puissance cible (donc aidée) passerait de 500 MW à 1000 MW par an, avec une baisse du tarif de rachat de l'électricité de 20 %. Cette annonce satisfait les industriels de la filière qui trouvent normal que le tarif baisse au fur et à mesure que les techniques progressent.

■ Renault fait du

greenwashing. En 2012, Renault a recouvert les parkings de stockage des voitures neuves de six de ses usines de panneaux solaires installés à six mètres de haut. Au total, ce sont 40 hectares pour une puissance de 59 MW qui ont été installés. Les panneaux produiront l'équivalent de la consommation d'une ville de 15 000 habitants. Renault annonce une baisse de ses émissions de CO₂ de 2200 tonnes par an. C'est là qu'est le défaut : sachant qu'une seule voiture produit en moyenne en France 127 g de CO₂ par km et qu'elle parcourt 15 000 km par an, une seule voiture émet environ deux tonnes de CO₂ par an... donc Renault compense ainsi la production de 1100 voitures !

New York

Les toits blancs

Le recours systématique à la climatisation rejette de la chaleur dans les rues... et provoque une élévation de la température extérieure qui peut atteindre pratiquement 10°C... entraînant un recours accru à la climatisation. Pour essayer de briser ce cercle vicieux, la municipalité a lancé un programme pour repeindre les toits de la ville en blanc brillant. La plupart des toits-terrasse sont en effet recouverts d'un enduit au goudron noir terne qui absorbe la chaleur. Repeindre en blanc permet de baisser la température au niveau des toits de l'ordre de 6°C en juillet-août. Une étude universitaire montre que si la mesure est généralisée, cela ferait baisser la température dans la ville de trois à quatre degrés centigrades.

Rénovation énergétique

A l'occasion des vœux de nouvelle année, le 20 janvier 2013, Cécile Duflot a annoncé que l'objectif du gouvernement était de faire en sorte qu'en 2050 tous les Français vivent dans des bâtiments basse consommation. Une table-ronde sur la rénovation énergétique doit permettre aux différents ministères concernés de s'accorder. Promis initialement pour le début de l'année, cette table-ronde a déjà pris du retard. Une des difficultés est de trouver les modes de financement pour arriver à rénover 500 000 logements par an. Difficultés qui s'ajoutent à l'autre pan du programme : construire 500 000 logements neufs par an (contre environ 300 000 en 2012), dont 150 000 sociaux (contre moins de 100 000 en 2012).

La fin du chauffage électrique ?

Depuis le premier janvier 2013 est entrée en fonction la RT2012, réglementation technique qui fixe les conditions dans lesquelles peut se construire un bâtiment. Cette nouvelle réglementation prévoit notamment une consommation énergétique qui ne peut dépasser 50 kWh/an/m². Pour atteindre cette performance, le chauffage électrique est pratiquement exclu... il faudrait atteindre un tel degré d'isolation que cela coûte moins cher au constructeur d'installer un autre mode de chauffage.

Le discours sur les soi-disant nouveaux radiateurs électriques plus performants aura du mal à passer : les calculs thermiques montrent qu'ils ne sont guère meilleurs (quelques %) et ils vont aussi sans doute disparaître également des logements neufs.

Alors que le chauffage électrique était choisi dans 73 % des nouvelles constructions en 2008, ce n'était déjà plus le cas que dans 43 % en 2011 (20 % dans le collectif) et cela devrait donc finir de s'effondrer dès cette année.

Reste le logement ancien où les propriétaires peu scrupuleux peuvent continuer à proposer cette solution, économique pour leur portefeuille, mais ruineuse pour les locataires. Or le logement ne se renouvelle que de 1 % par an. Une loi obligeant à restaurer aux mêmes normes que le neuf n'est pas techniquement possible, mais interdire purement l'usage de l'électricité comme mode de chauffage serait un geste socialement et écologiquement utile.

Allemagne

Les renouvelables aux mains des citoyens

La puissance installée en électricité d'origine renouvelable en Allemagne atteignait fin 2011 63 000 MW. 40 % de cette puissance appartient à des personnes privées (souvent des coopératives de citoyens), 11 % appartient aux agriculteurs... et seulement 14 % à des sociétés privées, 11 % à des banques, 9 % à des industriels, 7 % à de petites compagnies d'électricité locales, 6,5 % à des grosses compagnies électriques (au moins régionales). La faiblesse de ces dernières explique en

grande partie qu'elles n'ont pas pu s'opposer à une évolution de la production électrique, rendant évidentes non seulement la sortie du nucléaire, mais également la maîtrise de la consommation et la sortie des énergies fossiles.

Eolien

Production en hausse

En 2012, l'éolien aura couvert 2,8 % des besoins en électricité en France. Une pointe de production à 9 % a été atteinte la journée du 24 septembre 2012 soit une puissance de 5000 MW. La puissance maximale possible est actuellement de 7000 MW. (source : Syndicat des énergies renouvelables)

Gaz de schistes

Relance en France ?

Ne croyez pas que les pétroliers vont facilement baisser les bras. Non seulement les permis d'exploration sont toujours en cours, mais en plus, les grandes manœuvres se poursuivent à tous les niveaux. Ainsi, le 31 janvier 2013, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) a publié un rapport sur les recherches à mener pour trouver des alternatives à la technique de la fracturation hydraulique. Plusieurs ONG ont immédiatement réagi pour rappeler que ce problème technique n'est qu'un des aspects du refus des gaz de schiste. L'un des plus importants est que choisir de les exploiter, c'est contribuer de manière importante à augmenter les émissions de gaz à effet de serre, en totale contradiction avec les objectifs pris en faveur du climat. En 2011, le projet de loi déposé par le PS, visant à interdire l'exploitation des gaz de schistes était pourtant clair "quelle que soit la méthode d'extraction".





société

Pour les Roms, c'est le changement...

... mais en pire : selon les statistiques du ministère de l'intérieur, il y a deux fois plus d'expulsions de Roms au deuxième semestre 2012 qu'au premier semestre. Ceux et celles qui en votant Hollande ont cru qu'ils votaient à gauche se sont bien trompés !

▼ Manifestation de soutien après une expulsion de Roms dans l'Essonne



Publicité

Victoire contre un panneau à Paris

Les habitant-e-s de la rue Olivier-Métra, à Paris 20^e, se sont mobilisés en apprenant le projet de construction d'un panneau publicitaire de 8 m² dans leur rue par l'afficheur Clear Channel, pour le compte de la RIVP, bailleur social de la ville de Paris. Un millier de signatures a été récolté et la mobilisation a été relayée par des associations antipublicitaires (Paysages de France, Résistance à l'agression publicitaire, Le Publi-phobe, Le Collectif des débou-lonneurs), les associations de quartier (Microlithe et Les Sources du Guinier), des médias locaux et nationaux et une élue locale. Résultat : la municipalité a laissé tomber le projet. Alors à nous de jouer dans nos quartiers !

Revoir les loyers dans les logements sociaux

Les associations ATD quart monde et Habitat et humanisme adressent une proposition à Cécile Duflot dans le cadre de la "réflexion sur la réforme de la politique de la ville" pour modifier les critères d'attribution des logements sociaux. Actuellement, le loyer ne doit pas dépasser 30 % du revenu du ménage. Si ce qui reste est estimé insuffisant pour vivre, le logement n'est pas attribué et des gens se retrouvent rançonnés dans le privé, ou alors à la rue ou en insalubrité. Pour les associations, il faudrait plutôt regarder la "part disponible pour habiter" quand on a mis de côté un minimum vital de 10 euros par jour. Des aides au paiement d'un loyer complèteraient cette "part pour habiter". Pour la financer, les loyers pourraient être modulés en fonction des revenus dans le parc social, dans la limite de 25 % et pas de 30 %. Cette proposition sera-t-elle au moins expérimentée ?

De mal en pis

L'observatoire français des prix et des marges, qui dépend du ministère de l'économie et des finances, publie un indice appelé "l'euro alimentaire du consommateur". Il nous apprend que sur 100 € dépensés en grande surface, la production agricole ne récupère que 7,6 € aujourd'hui. En 1995, c'était encore 12 € et déjà pas de quoi se vanter...

L'égalité jusqu'au cimetière

A Mouans-Sartoux (10 300 habitants), dans les Alpes-Maritimes, les obsèques sont prises en charge par la municipalité EELV. Les décès n'étant pas si fréquents par rapport à la population, ce service se révèle peu coûteux.

OGM



Belgique

Prison ferme pour les faucheurs

Ils avaient remplacé avec plusieurs centaines d'autres personnes des plants de pommes de terre OGM par des variétés conventionnelles et biologiques, le 29 mai 2011, dans un champ d'expérimentation de Wetteren. Le 12 février 2013, onze membres du Field Liberation Movement ont été lourdement condamnés par le tribunal de Termonde pour avoir participé à cette action : huit mois de prison ferme pour deux d'entre eux, six mois ferme pour trois autres, six mois avec sursis pour cinq autres. Pourtant en août 2012 le tribunal de Gand avait jugé que l'autorisation d'essai était illégale. La prison ferme vient donc sanctionner la neutralisation d'un essai illégal. Le juge n'a pas retenu la désobéissance civile et a considéré les inculpés comme membres d'une organisation criminelle organisée. Le tribunal ayant refusé d'écouter les témoins convoqués par la défense, les accusés et leurs avocats ont quitté la salle. Devant une telle criminalisation, les faucheurs ont décidé de faire appel. (Source : Sciences citoyennes).



Europe

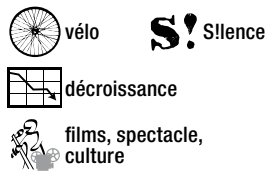
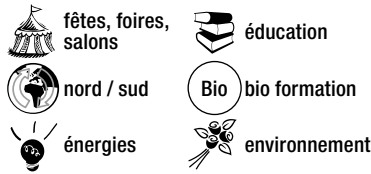
Gel des autorisations ?

La Commission européenne a annoncé le 22 janvier 2013 sa décision de geler le processus d'autorisation de mise en culture des OGM dans l'Union européenne jusqu'à la fin de son mandat en 2014 afin de rechercher un règlement négocié avec les Etats membres. Il n'y a donc à ce jour que deux OGM autorisés au niveau européen (et seulement dans les Etats qui ont légiféré pour) : la pomme de terre Amflora du groupe allemand BASF, qui s'est révélée un échec commercial, et le maïs OGM Mon810 de la multinationale Monsanto. Le 25 janvier 2013, la Commission a rectifié l'information en annonçant que le nouveau commissaire à la santé, Tonio Borg, donnait la priorité à la refonte des procédures d'autorisation. Ceci avant de poursuivre les procédures engagées concernant six nouvelles demandes d'autorisation. Ce nouveau communiqué de Bruxelles est d'une telle complexité qu'on peut penser que le débat au sein des institutions européennes est loin d'être apaisé !

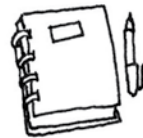
Argentine

Un quartier malade

Un collectif de mères d'Ituzaingo, une ville de la région de Cordoba, ont réussi à obtenir la réalisation d'une étude universitaire après avoir découvert un grand nombre de cancers dans un quartier. L'étude a confirmé un taux de cancer supérieur à 41 % par rapport au pays. L'étude s'est poursuivie et a mis en évidence le lien entre ces cancers et la présence proche des habitations de cultures de soja transgénique : 80 % des analyses de sang réalisées sur les enfants de la ville ont montré une contamination par des molécules utilisées dans la culture de ce soja, en particulier des glyphosates. Malgré des pressions du gouvernement pour enterrer le dossier, le collectif des mères a obtenu la publication d'un décret interdisant l'usage de produits phytosanitaires à moins de 500 m des habitations... mais le décret n'a jamais été respecté. (source : inf'OGM, janvier 2013)



agenda



tous les jours

Genève : sixième année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Contact : reclaimthefeld@riseup.net. Informations : www.reclaimthefields.org ou <http://zad.nadir.org>. Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. Amis de la Conf', 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet.

Corrèze : chantier participatif, 2 avril au 5 avril et du 9 au 11 avril, montage yourte. La suite de chantiers participatifs précédents (coutures et planchers)... le montage des yourtes. Il s'agira donc d'ériger l'ossature des yourtes, de mettre en place isolant et toile et de meubler. 3 yourtes sont à monter. Ce chantier est idéal pour qui veut s'initier au montage d'une yourte et y habiter. Infos 05 55 26 49 98, www.lebattementdailes.org.

Vélorution : à Chambéry, à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.

Loire : j'ai tout essayé. Comment accompagner les émotions de l'enfant ? 5 avril 2013, 20h. Conférence d'Isabelle Filozat, organisée par l'Ifman Rhône-Loire, Education Santé Loire et Naturellement parents, à Métrotech, Saint-Jean-Bonnefonds. Contact : 04 77 32 59 48.

Vélorution, à Paris, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec des sympathiques banderoles ! Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : <http://velorution.org>.

Paris : manifestation contre l'affichage publicitaire, le samedi 6 avril 2013 après-midi, dans le centre de Paris. Contact : Yvan

Dordogne : le jardin naturel, 6 avril 2013. Stage réalisé par Moilamain. Ecocentre du Périgord, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél. : 05 53 52 59 50, www.ecocentre.org.

Isère : semis sans souci, 6 avril, tout ce qu'il faut savoir sur les semis, stage à Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

Saône-et-Loire : faire son pain : approche biodynamique, 6-7 avril 2013. Avec Pierre Delton, au domaine Saint-Laurent à Château. Inscriptions : *Mouvement de l'agriculture biodynamique, Pôle formation*, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

Tarn : gestion des conflits, 6 et 7 avril 2013. Formation organisée par l'Ifman-Midi à Gaillac, samedi de

13h45 à 19h, dimanche de 9h à 13h. Le conflit est une invitation au changement... Avec Nicole Bernard, de Médiation-Aveyron. Inscriptions : Benjamin Estampes, lieu-dit Cornebois, 81600 Rivières, 05 63 57 28 05.

Var : forum des possibles, 6-7 avril 2013, place Martin-Bidou, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume. Samedi 6 de 12h à 18h : repas partagé, "gratifieria", projection de Tous Cobayes ? avec le réalisateur. Dimanche 7 de 10h à 18h : forum des associations locales sur les alternatives (alimentation, santé, transport, habitat, économie sociale, éducation). Contact : Centre social, 04 94 86 58 91.

Nantes : Nantes en transition, 8 avril à 18h, à l'Adda, 5, bis rue de la Carterie. www.nantesentransition.net.

Jura : Silence, on cause, de 19h à 20h30, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saulnier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local". Contact : delator.dominique@wanadoo.fr, tél. : 06 82 16 08 87.

Lyon : les amoureux au ban public, 11 avril, 20h, MJC du Vieux Lyon.

Au nom de la lutte contre les « mariages blancs », les couples franco-étrangers subissent le durcissement continu des lois et des pratiques administratives. Projection-débat autour de ce film de Nicolas Ferran qui nous amène à interroger l'amour à l'heure de la mondialisation. MJC du Vieux Lyon, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél. : 04 78 42 48 71, www.mjcduvieuxlyon.com.

Lyon : expédition de Silence, 11 et 12 avril. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Calvados : Caen en transition, 11 avril à 20h au Niouzz, 15, boulevard Leroy, à Caen, <http://fr.wiser.org/group/caenenttransition>.

Puy-de-Dôme : Utopiades 2013, 12 avril de 19h30 à 22h30 à la Gare de l'Utopie, à Vertolay, débat sur "les OGM en question" avec Christian Vélot, spécialiste de génétique moléculaire, Fondation Sciences citoyenne. Gare de l'Utopie, 63480 Vertolay, tél. : 06 38 40 48 44 (Gérard Lecoq).

Hauts-de-Seine : 5^e festival Cinéma écologie, 13 au 20 avril au théâtre du lycée Michelet, 5, rue Julien, 92170 Vanves, sur le thème "la croissance, pourquoi faire, à quel prix ?". Samedi 13, 20h30 *L'énergie au pouvoir* (Powerful : Energy for Everyone) de David Chernushenko (2010), débat avec Chantal Pacteau du CNRS. Mardi 16, 20h30 *La sale guerre des terres rares* de Guillaume Pitron et Serge Turquier (2012) sur les métaux rares nécessaires aux produits technologiques, débat avec Guillaume Pitron, auteur et réalisateur du film et Maeva Morin des Amis de la terre. Mercredi 17, 20h30, *Prêt à jeter* de Cosima Dannoritzer (2010), débat avec Laura Caniot du CNIID (Centre national d'information indépendante sur les déchets). Samedi 20, 20h30, *Les moissons du futur* de Marie-Monique Robin (2012), débat sur l'agro-écologie avec Marie-Monique Robin, auteure

et réalisatrice du film et Laurent Marbot, paysan. Avec pour la soirée de clôture, un buffet à partir de 19h30 préparé par l'Amap "le panier vanvéen". Plus d'info sur <http://laruchedeavanves.fr/> ou par téléphone : Pierre au 01 41 08 01 16.

Isère : je démarre mon potager bio, 13 et 14 avril ou 27 et 28 avril, stage à Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

Eure : printemps des solidarités et des alternatives, 13 avril 2013, de 10h à 18h, à Pont-Audemer, place Louis-Gillain, organisé par le Réseau des initiatives solidaires. Associations de solidarité locales et internationales, musique, restauration... Contact : Pôle d'initiatives locales et d'économies solidaires, tél. : 09.53.04.45.87, piles27@free.fr.

Rhône : Faites des graines et du pain, 14 avril 2013, à Saint-Maurice-sur-Dargoire, fête paysanne avec repas paysan, conférences, animations et stand autour de la graine pour la préservation des semences et contre les OGM. Salle des sports Villette, 9h-18h. Contact : Bernadette, 09 63 51 17 28.

Gironde : journée Patcha Mama, 14 avril 2013. Prendre soin de soi de la terre mère et du sol, reprendre exemple sur le fonctionnement cyclique de la nature. Permaculture, toilette sèche, marche, hatha yoga... Avec Emilie Combes. De 9h à 18h. Inscriptions : Permaculture Médoc, 8, rue des Blancs-Manteaux, 33590 Grayan-et-L'hopital, www.permaculturemedoc.fr.

Sud-Est : 2^e marche antinucléaire pour la vie, 15 au 26 avril 2013 entre Manosque (Alpes-de-Haute-Provence) épice de d'un séisme en 2012 et le Vaucluse (Tricastin) en passant par Cadarache (Bouches-du-Rhône). Elle demande l'arrêt immédiat du nucléaire. Précisions sur : <http://coordination-antinucleaire-sudest.net>.

Haute-Loire : l'agroécologie au Bio jardin potager. Du 15 au 20 avril 2013, formation assurée par Gérard Audigier, animateur agroécologiste. Approches pratiques complétées par des apports théoriques. Contact, renseignement : ass.etpourquoi-pas@dasa, tél. : 04 71 74 97 81 (Camille).

Hérault : construire une éolienne. Du 15 au 19 avril, stage d'auto-construction d'éolienne domestique (12m, diam. 3,60m) avec l'asso. Ti-Eole. Repas de midi inclus. Théorie et toutes techniques (bois, métal, générateur) abordées. Manuel fourni. Brenas, nord de l'Hérault. Contact : crebassa.nelson@orange.fr ou tel. : 06 81 81 06 86

Belgique : Une économie conviviale et collaborative, 19 avril à 19h, à la Ferme Martinour, chaussée de Charleroi, 615, 6220 Fleurus, conférence dans le cadre du cycle de conférences Small is beautiful organisé par le Grappe (Groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique), www.grappebelgique.be.

Vaucluse : famille et non violence, 20 avril à Grambois, formation organisée par l'IFMAN. IFAM Méditerranée, 4, avenue de Saint-Bonnet, 04350 Malijai, tél. : 04 86 89 22 86, ifman.med@no-log.org, www.ifman.fr

Vosges : Relanges bio, 20 et 21 avril, marché bio, 100 exposants, marché bio et produits écologiques, conférences-débats, ateliers... Entrée gratuite.

Savoir-faire et découverte

Pas-de-Calais : Fabriquer pains et brioches traditionnels du 6 au 7 avril à Clarques

Ille-et-Vilaine : Conception et installation de systèmes de phytoépuration du 8 au 12 avril

Montpellier : Teintures naturelles du 10 au 12 avril

Paris : S'initier à la cosmétique "maison" du 13 au 14 avril

Lozère : Construire une yourte du 15 au 19 avril à Saint-Andéol-de-Clerguemort

Loire : Elevage de poules pondeuses et volailles de chair en agro-biologie du 15 au 19 avril à Boyer

Hérault : Construction ossature bois : technique américaine du 19 au 21 avril à La Vacquerie

Calvados : Cultivez votre spiruline familiale du 20 au 21 avril à Saint-Pierre-Azif

Rhône : Les arbres, leurs énergies, leurs bienfaits du 20 au 21 avril à Saint-Martin-en-Haut

Manche : Chapeaux, sacs, vêtements... en feutre naturel 27 avril à La Haye-Pesnel

Ille-de-France : Je crée mon potager écologique sur mesure 27 avril à Ville-neuve-le-Comte (77)

Extrait des stages proposés par *Savoir-faire et découverte*, tél. 02 33 66 74 67, contact@lesavoirfaire.fr, www.lesavoirfaire.fr.

Relanges bio, Jacques Banvoy, marché bio de Bleuville, 54180 Heillecourt, www.relangesbio.fr.

Picardie : festival de l'oiseau et de la nature, du 20 au 28 avril à Abbeville, dans la baie de Somme, village photo, sortie naturaliste, festival des enfants, art animalier... *Festival de l'oiseau et de la nature*, 20, rue du Chevalier-de-la-Barre, 80142 Abbeville cedex, tél. : 03 22 24 02 02, www.festival-oiseau-nature.com.

Lot : festival EcoLot toi-même, 20 avril 2013. A Limogne-en-Quercy, journée autour d'un marché de producteurs et d'artisans, forum associatif avec plus de 100 stands, ateliers du savoir-faire, discussions, spectacles, musique. Conférence de Claude et Lydia Bourguignon, projections de Transition au pays, une aventure lotoise et de La Terre ça vaut de l'or. Contact : Coquelucasse, tél. : 05 65 11 40 78, coquelucasse.over-blog.com.

Aube : jardiner en biodynamie : Bio travaux de printemps et d'automne, 20 et 21 avril 2013. Avec Michel Leclair, à Messon. Inscriptions : *Mouvement de l'agriculture biodynamique, Pôle formation*, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

Cantal : en Avril, le jardinier s'anime ! 20 Avril, il est temps d'imaginer et préparer son jardin, de semer, planter, diviser, butter... Soirée spéciale au cinéma de Murat (15300) avec la projection du film « Vivre en ce jardin » de Serge Steyer, présent pour un apéro-dialogue dès 20h30 ! Prix libre. Plus d'Infos 04 71 20 10 33.

Alsace : Ecotidienne

Feutrage de laine printanier, 5 avril à Dossenheim-sur-zinsel

Savonnerie à froid, 12 avril

Customiser ses vêtements, 20 avril

Vivre en simplicité volontaire, 26 avril à Haguenau

Créer ses bijoux en tissus, 26 avril

Programme détaillé : *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.



agenda

Si vous désirez présenter Silence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)



Lyon : vélorution. 27 avril 2013. Départ à 15h place de l'Opéra.



Deux-Sèvres : Ateliers de la simplicité

• **Trucs et astuces pour nettoyer et blanchir son linge**, 6 avril, 10h30-12h30

• **Produit vaisselle, main, machine, produits d'entretien**, 6 avril, 14h30-16h30

• **Nettoyant toute surface**, 7 avril, 10h30-12h30

• **Trousse du bricoleur : lotion antiseptique, savon et crèmes pour mains**, 25 mai, 14h30-16h30

Les Ateliers de la simplicité, centre socio-culturel de mellois, 8, place René-Groussart, 19500 Melle.

Cantal : Le Printemps de Murat

21 avril, foire, échanges et ateliers animés autour du jardin et de l'eau ! Joël Avril, fervent défenseur du jardinage nature, vous dévoilera ses plus précieux conseils ! Une occasion unique d'échanger de bons conseils entre passionnés ! Toute la journée des animations pour petits et grands ont lieu à la Halle : compost et lombricompost, jardin-petit, greffons, création de moulin à eau, conte-goûter, toilette sèche... Expositions sur la biodiversité et l'eau. Des exposants souriants et engagés dans une démarche éco-citoyenne. Plus d'infos : 04 71 20 03 80, communication@mairiedemurat.fr.

Hautes-Alpes : la terre et ses utilisations en construction

22 avril à Eourres (limite 05, 26 et 04). Association Lesa, Sens et autonomie, tél : 04 92 49 65 93, http://sensetautonomie.wordpress.com.

Genève : journée d'action pour le désarmement

23 avril 2013. A l'occasion de la Conférence Préparatoire pour la Conférence de Révision du Traité de Non Prolifération des Armes Nucléaires. Place des Nations : 9h00-11h, banderoles, ballons sur la place, enquête auprès des délégués à leur arrivée au Palais des Nations : pouvez-vous imaginer un monde sans armes nucléaires ? 11h : spectacle en plein air La divagation des missiles en errance (marionnettes). Mise en place d'une centrale nucléaire gonflable + missiles. 12-17h : distribution de tracts, banderoles, reprise du spectacle pour informer les passants. Soirée à la Maison des associations, 15, rue des Savoises (tram 15 jusqu'à Place du cirque) : 18h15-19h, ouverture de la réunion internationale des ONG, collation, échanges entre ONG et préparation de campagnes et actions à venir. Logement : possibilités à l'Abri de la Protection Civile. Organisé par la CANVA, la Maison de vigilance, Armes nucléaires stop, International Peace Bureau... Inscription nécessaire, pour les internautes seulement, à canva.pr@no-log.org.

Isère : les outils du vivre ensemble

24 avril 2013. Avec Diana Leaf, auteure de Vivre autrement, éco-villages, communautés et cohabitats. Cette session s'adresse à des personnes intéressées par la mise en place des projets du vivre ensemble. Confiance au sein du groupe, gestion des conflits, sociocratie, communication non-violente, "cercles de réparation"... Inscription : Communauté de l'Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye. Tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.

Bordeaux : Silence, on cause !

25 avril 2013. A 19h, un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du dossier du mois de la revue "Silence". L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres. Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux, lesamovar@no-log.org, www.lesamovar.ovaton.org.

Dordogne : équiper une cabane à vivre, 25 au 28 avril 2013. Toilette sèche et gestion du compost, cuisinier solaire, marmite norvégienne. Ecocentre du Périgord, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél. : 05 53 52 59 50, www.ecocentre.org.

Seine-et-Marne : la décroissance, 25 avril 2013, 20h30, à Villeparisis, salle Wissols, chemin des Petits-Maraux, derrière collège Gérard-Philippe, RER B arrêt Villeparisis/Mitry-le-Neuf. Conférence de Yves Cochet, ancien ministre de l'environnement et député européen. Contact : Franck Rolland, Collectif écologie durable, tél. : 06 85 27 16 10.

Vosges : vigie antinucléaire

26 avril 2013. Week-end sur la filière nucléaire. Le 26 de 16 à 19h : vigie devant EDF à Epinal. Le 27, salle des fêtes de Darnieulles (7 km d'Epinal) : 15h, pièce de théâtre L'Impossible Procès de Brut de Béton, repas et concert de Jack Simard. Le 28, même lieu : 11h, vidéo La filière du matériau nucléaire et débat, apéro et repas, 14h concert de Jean-Claude Vorgy, 15h film Tous n'ont pas dit oui et débat sur l'enfouissement des déchets nucléaires, 16h30 concert de Christophe Toussaint. Organisé par Vosges alternatives au nucléaire.

Saône-et-Loire : du jardin à l'assiette

27-28 avril 2013. Avec Joël Acremant, formateur en alimentation saine, au domaine Saint-Laurent à Château. Inscriptions : Mouvement de l'agriculture biodynamique, Pôle formation, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

Var : ateliers jardinage

27 avril, à 10h, au Jardin remarquable de Baudouvin, à La Valette, atelier "comment semer et repiquer" ; à 14h, au Jardin d'Hières, 263, chemin des Rougières, atelier sur la vie du sol et les outils en cuivre. Renseignements : JAHDE, Jardin d'Hières, d'aujourd'hui et de Demain, 263, chemin des Rougières, 83400 Hyères, viaudominique@orange.fr.

Corrèze : apprendre à fabriquer une éolienne

29 avril au 3 mai. Venez participer à la construction d'une éolienne Piggott et faites un pas vers l'autonomie. Intervenant : Ti-éole, Tripalium. Information, inscription au 05 55 26 49 98, www.lebattementdailes.org.

Finistère : construction en terre type igloo

du 29 avril au 3 mai 2013, à Plougasnou (proche Morlaix), l'association Projets Echanges et Développement organise un stage de construction d'une maison en terre. Durant une semaine vous apprendrez à construire une Kerterre, une habitation de type igloo en terre, et vous serez capable d'en réaliser une par vous-même à la fin de ce stage. Cette semaine sera également animée par l'association pour échanger autour du thème « Vivre autrement sur son territoire » avec des conférences, des rencontres... Contact : Florent au 06 32 40 01 23, Sylvie au 02 98 72 39 69 ou contact@projets-echanges-developpement.net.



annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agir ensemble

■ **Bretagne**. L'association Ecologie pratique, au cœur de la forêt de Brocéliande, anime un lieu dédié à la paix et aux alternatives avec maison autonome, cuisine collective, toilettes sèches, récupération des eaux de pluie, sur 2,5 hectares. Propose logement sur place ou en camping, repas bios et végétariens gratuits, en échange d'aide bénévole (permaculture, débroussaillage, entretien des structures, créativité, accueil de groupes...) de mai à septembre 2013. Association écologie pratique, chez Alexis, La Guette-en-Beauvais, 35380 Paimpont, tél : 02 99 07 87 83.

■ **Cévennes-Lozère**. Pour un partage de jardins, mise en place d'un compagnonnage urbo-rural : un cabanon rustique et indépendant vous est ponctuellement mis à disposition (séjour de quelques semaines, récidivant au gré des saisons) pour un ouvrage collectif, transport de savoir-faire, partage des récoltes, entretien des lieux. Plus de renseignements au 06 10 61 24 17.

Vivre ensemble

■ **Loir-et-Cher**. Groupe d'écohabitants/tes en association, cherche

participants/tes (enfants bienvenus) à un projet d'écohabitat coopératif afin de concevoir ensemble encore 5 à 6 logements dans un bâtiment à construire en centre-ville ou proche. La municipalité de Vendôme soutient notre projet. Contact : vdhabcoop@orange.fr

■ **Lozère**. Cherche location à l'année. Agée de 50 et quelques petites années... je quitte l'Ardèche ; et je cherche dans les environs de Sainte-Croix ou Saint-Etienne-Vallée-Française, une maison ou appartement en RC dans maison, avec jardin (chat). Je suis animée par le désir d'échanger des services, partager des tâches « lourdes », cultiver un potager bio. Prix et superficie à discuter. Tél. : 04 75 35 89 52

■ **Ardèche**. Silencieux, lecteur depuis 10 ans, la cinquantaine, recherche dans le cadre de sa formation sur Privas, Hébergement chez l'habitant(e), collectif, etc. Je pourrai rénover le local, ou partie d'habitation. Ecrire : Thierry Delpit, 27, rue Olivier-de-Serres, 07250 Le Pouzin. Coordonnées courriel d'un ami, Brice Allavoine Brivoine : brivoine@orange.fr.

Rencontres

■ Jeune retraité cherche compagne...

journaliste, documentariste, preneuse de son ou pouvant « faire office de... » ; pour être son alter-ego féminin, dans la réalisation d'un documentaire vidéo sur les éco-lieux, éco-villages. Déplacement à vélo, sur un à deux mois au printemps ou à l'été 2013. Contact : oche@lavache.com

Vacances

■ **Auvergne - Allier**. Gîtes rustiques en pleine nature, montagne bouronnaise. Juste ce qu'il faut pour les amoureux de sérénité et de partage. En savoir plus : giteslesmignards.com, Kim, Yves et Evelyne, tél : 04 70 41 10 12.

■ **Ardèche**. Venez vous ressourcer au cœur de l'Ardèche pour des vacances nature en toute simplicité. Notre gîte 8/10 personnes convient parfaitement pour deux familles. Vos enfants pourront profiter des poules, lapins, petits moutons d'Ouessant et du jardin bio. Juillet/août : 520 €/sem., 1000 € les 15 jours. Hors été : 350 €/sem. Famille Darpenigny, La Combe de Reynier, 07240 Silhac, gillespascale@orange.fr

Echanges

■ **Gard**. Echange fumier bio de moutons, chèvres, ânes, contre toutes

propositions. Hélène Nicolas, La Taule, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. le soir après 20h30 : 04 66 85 12 47.

■ J'offre durant votre absence (une semaine ou plus) bons soins à vos chat, chien, poules, cheval, mouton... et arrose jardin si nécessaire, en Rhône-Alpes, Bourgogne, Franche-Comté, contre hébergement et mes frais de déplacement A/R si contrainte-travail inf. à 2h par jour. Si sup. à 2h/jour, en plus rémunération (par CESV possible). M^{me} Lardon, 31, avenue M.-Ravel, 69140 Rillieux-la-Pape, tél. : 04 78 88 73 69 (HR, de préf. entre 19 et 20h) et demander Hélène.

Emploi

■ **Vatican**. Poste de directeur à pourvoir. Vous serez guide spirituel d'un milliard de croyant-e-s et gérant d'un des plus gros patrimoine immobilier au monde. Profil recherché : homme, officiellement célibataire, 3° ou 4° âge, permis P, Bonne connaissance de la finance. Nombreux voyages offerts. Femmes et jeunes s'abstenir. S'adresser à : premieravril@revuesilence.net.

Déchets, chantier, art et autres clichés

Un déchet, c'est quelque chose d'inutilisable, quelque chose qu'on rejette. Quelque chose de déchu. Un trognon. Une rognure. Tout ce qui peut avoir été recréé avec ces résidus semble chargé du poids de la honte, empesté de relents de poubelle ; le ré-emploi du déchet a un côté "cheap", et l'art du recyclage ne donne pas toujours envie. Entre deux canapés dépareillés et un mur de vieux pneus, la ré-utilisation du rebut, notamment en art, a un arrière-goût de collier de nouilles. Et pourtant...

ET POURTANT CERTAINS ONT L'ŒIL POUR DÉTECTER LE POTENTIEL DE CES MATÉRIAUX déclassés. Mais commençons par le commencement. En France, selon les chiffres officiels, en 2009, nous avons produit 770 millions de tonnes de déchets⁽¹⁾. Tellement énorme qu'inconcevable.

Par contre, ce qui est bien compréhensible, c'est la répartition de ces déchets : 31,9 millions de tonnes correspondent à nos déchets de tous les jours, les déchets des ménages. C'est peu au regard des 253 millions de tonnes des déchets - soit un bon tiers de la production nationale - de la construction et du BTP⁽²⁾. Le bâtiment tout seul, c'est 38,2 millions de tonnes.

Et alors ces gravats, chutes et autres infâmes scories, qu'en fait-on ? Aujourd'hui, une partie des déchets inertes est valorisée comme matériaux de construction : remblais, sous-couches de route, réaménagements de carrières. C'est déjà ça, car les déchets inertes - c'est-à-dire en fait les gravats - représentent la majorité du gisement (72%). Il reste des déchets dangereux, infimes en proportion, et des déchets non dangereux : métaux, bois, plâtre, plastique, isolant... Point de salut de nos jours pour tous ces restes de matériaux, si ce n'est la décharge⁽³⁾.

Les choses bougent. La vieille Europe, dans sa directive 2008/98/CE sur les déchets, traduite en droit français par une ordonnance de décembre 2010, fixe un objectif de 70 % de recyclage des déchets de construction et de déconstruction à l'horizon 2020. On en est bien loin pour le moment.

Du tri sur les chantiers, pour recycler et ré-employer

Alors, certains prennent le bulldozer par les rétroviseurs. C'est le cas de Pierre Guyot qui a fondé en 2008 l'entreprise d'insertion EIMA (Environnement, Initiative, Multi Activités).

A travers la Meuse et la Meurthe-et-Moselle, la vingtaine de salariés d'EIMA déconstruit et trie. Cette collecte conduit à la mise à disposition de ressources de seconde main, qui peuvent être valorisées grâce au recyclage. Par exemple, de vieilles fenêtres en aluminium vont être complètement démontées, afin de récupérer le métal et le verre de façon différenciée et de recycler ces matériaux.

Mais l'entreprise ne se contente pas de trier, elle stocke aussi une partie des matériaux extraits des chantiers sur un espace dédié : 6000 mètres carrés à destination des particuliers, des associations, et des petites entreprises. Il est question de recyclage, mais aussi de ré-emploi direct ; pourquoi pas récupérer des portes, des dalles de faux-plafonds, des poutres, et reconstruire avec tout ça ?

Car l'un des enjeux fondamentaux de ces diverses récupérations, c'est bien de pouvoir construire à bas coût, en économisant sur le prix des matériaux. Une maison pas chère... Un autre point crucial, c'est de privilégier le ré-emploi, qui ne demande quasiment aucune énergie additionnelle, par rapport au recyclage, qui, *a contrario*, va réclamer de l'énergie pour la transformation. La



(1) Rapport Déchets. Edition 2012. Chiffre-clés de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME). Téléchargeable sur le site de l'ADEME.

(2) Ibid. Les déchets des collectivités représentent 5,3 Mt, les déchets d'activité 106 Mt et les déchets de l'agriculture et de la sylviculture 374 Mt.

(3) Site de l'ADEME : www2.ademe.fr

LA RÉSERVE DES ARTS, OU COMMENT L'ART NOUS PRÉCÈDE

Notre perception, notre sensibilité au concept de déchet, n'est sans doute pas étrangère aux difficultés rencontrées par les précurseurs du débris et du reliquat. En témoigne les synonymes pas forcément positifs employés dans cet article... De l'ordure à l'épluchure, c'est peu dire que le déchet a mauvaise presse ; et tout ce qui est refabriqués avec passe dans le même sac. Mais cette longue phase de déconsidération touche sans doute à sa fin.

Un des rôles de l'artiste, c'est d'avoir une vision transversale sur une problématique donnée. C'est aussi un rôle de pionnier, d'ouvreur de conscience. La Réserve des Arts à Paris glane certaines chutes et rebuts de grandes entreprises - du BTP en passant par le luxe - pour les proposer à prix réduit à ses neuf cents adhérents, professionnels du secteur culturel uniquement.

Forts de cette ressource d'occasion, artistes et créateurs utilisent la matière pour leur production. Loin des stéréotypes sur l'art du recyclage et ses arbres en rouleaux de Sopalin, bien malin qui saura identifier dans les œuvres produites l'ombre d'un reliquat de poubelle. Nous sommes bien face à une matière première, une matière première secondaire, commuée par un savoir-faire précis en œuvre artistique ou en création. Cette matière a fait l'objet d'un ré-emploi. Encore lui.

L'expérience de la Réserve des Arts est presque unique. Fondée en 2008, son objectif principal consiste à soutenir le secteur culturel. Sandrine Andreini, directrice, nous explique l'importance de l'expertise des « valoristes », permettant d'identifier si un déchet est réutilisable ou non par les adhérents. L'association sensibilise également ses partenaires à ce ré-emploi - toujours lui -, qu'elle défend avec fougue et professionnalisme.

Occupant aujourd'hui une boutique à l'espace limité, et nécessitant plus de place pour assurer son développement, la Réserve des Arts se prépare pour un déménagement dans un local plus grand. Pourtant il n'a pas été facile du tout de le dénicher. La réalisation de l'adéquation entre un loyer raisonnable et un emplacement accessible n'a pas été aisée, et l'appui politique incontournable. E.T.



▲ La Réserve des arts, ré-usage artistique de matériaux de chantier par Talalilala

TRAVAIL EN CONDITION difficile

Dans la démolition, la France a été le dernier pays européen à accorder une qualification aux scieur-carotteurs de béton, pourtant indispensables. La pression du "moindre coût" est énorme. Dans *Le Monde* du 8 février 2012, le ministère de l'écologie reconnaît que sur les 1300 décharges accueillant des déchets inertes recensées début 2011 en France, seules 557 disposaient d'une autorisation préfectorale : 239 attendaient une régularisation et les autres étaient illégales.

Même dans les entreprises légales qui tentent un recyclage, trop d'emplois restent au rabais, de l'"insertion" aux intérimaires, et les conditions de travail sont peu désirables. "Près d'un salarié sur onze accidenté du travail" titrait la revue *Travail et Sécurité* dans un dossier récupération-recyclage en octobre 2008. En témoignent également les luttes des riverains face aux nuisances (camions, bruit, poussières) délaissées au nom de la "rentabilité". MPN.

(suite de la page 29)

bouteille en verre, on peut la ré-utiliser, ou bien la casser, la fondre... et refaire une bouteille en verre. Au choix.

Pourtant, le ré-emploi n'est pas si aisé qu'il y paraît. Chez EIMA, les expériences de ce type sont encore rares. Par exemple, cette bibliothèque de séminaire, démontée puis remontée dans une maison ancienne. Certains cas sont à cheval entre recyclage (transformation) et réutilisation (de matière) : la mezzanine en bois d'un entrepôt abandonné, transformée en volets. Ou encore toutes ces palettes, qui deviennent placards et étagères...

Difficile en effet de gérer un stock mouvant, dont on ignore à la base de quoi il sera composé. Chaque démolition est différente, composée de matériaux divers, avec lesquels il va falloir traiter. Ensuite, en ce qui concerne le ré-emploi, aujourd'hui, en France, il n'existe pas de certifications sur les matériaux de construction de seconde main. Aucune assurance n'est capable actuellement de prendre en charge un bâtiment construit avec des parpaings déjà utilisés : la question de l'expertise est posée ici.

Au final, c'est bien la quasi-inexistence de la filière qui pose problème : très peu d'acteurs, pas de retours d'expérience, peu d'expertise, pas de structuration ; les difficultés sont nombreuses quand on est seul.

Pas si seul que ça... A Vénissieux, Nader El Houweij, et Malek et Nader Oueslati sont en train de créer l'entreprise *6^e Sens Global Service*, qui a été récompensée par le prix "Talents des cités". Née de *6^e Sens*, entreprise créée en 2008 et spécialisée

Eviter les déchets...

Evidemment, l'idéal serait plutôt d'éviter les "déchets" en privilégiant des matériaux locaux et facilement réemployables comme la pierre ou compostables comme la terre, le bois et autres produits végétaux. Une perspective à laquelle résiste le lobby industriel... MPN.

dans le nettoyage de chantier, l'idée a germé du constat de grandes quantités de déchets évacués sans aucune forme de procès. Le projet *6e Sens Global Service* vise à continuer l'activité de nettoyage, tout en proposant, en prime, récupération et tri des indésirables afin de mettre en adéquation un besoin et une matière première de seconde main. Ainsi, par exemple, papiers et cartons vont chez le papetier, tandis que les palettes sont transformées en mobilier urbain.

Pour Nader Oueslati, les freins sont avant tout politiques ; seules des réglementations strictes, locales et nationales, permettront d'améliorer tri et recyclage sur les chantiers. Les bonnes volontés environnementales ne semblent pas suffire.

Souhaitons donc ardemment la réalisation des objectifs de la Directive 2008/98/CE, qui, exigeant une diminution importante de l'enfouissement, représente des milliers, voire des dizaines de milliers d'emplois ; de quoi faire émerger cette filière encore balbutiante, et peut-être apprendre à privilégier le ré-emploi.

Eva Thiebaud ■

Merci à Pierre Guyot (fondateur d'EIMA), Nader Oueslati (fondateur de *6^e Sens Global Service*), Sandrine Andreini (directrice de La Réserve des Arts) et Nancy Roquet (coordinatrice de TRANS305) pour leurs réponses aux questions de *Silence*.

■ *La Réserve des Arts*, 14, rue Prévost Paradol. 75014 Paris (jusqu'au 30 mars 2013), lareservedesarts.org.

■ *TRANS/2*, 14, passage Hoche, 94200 Ivry-sur-Seine, www.trans305.org.

Déculpabilisons le déchet !

Ce rebut que vous avez osé produire n'est peut-être pas si rebutant que ça ; le voilà monument, bijou, collage ; le voilà beau.

En pratique, promenons-nous du côté du chantier de la ZAC⁽⁴⁾ du Plateau à Ivry-sur-Seine, théâtre en pleine reconstruction qu'a choisi TRANS305, atelier fondé par Stefan Shankland et Raum Architectes comme observatoire, et comme "laboratoire de recherche et de création pour la ville en transformation".

C'est là-bas qu'a été créé "*Marbre d'Ici*", lauréat du prix COAL Art&Environnement en avril 2011. Ce "marbre", nouvelle matière première locale, est fait de la transformation de gravats de chantier. En novembre 2012, le "*Marbre d'Ici*" est coulé pour la réalisation du monument "*Marbre d'ici prototype#1*" sur une promenade plantée de la ZAC. Un déchet visible par tous, magnifié. Peut-on encore l'appeler déchet ?

De façon générale, la réutilisation des déchets de chantier bat son plein dans un espace sous l'emprise de TRANS305 : les locaux de l'atelier mobile sont construits d'échafaudages, de conteneurs maritimes, de palissades de chantier, de gravats...

Durant l'été 2012, un Plateau d'Été est organisé, sur lequel architectes, étudiants, artistes, enfants et riverains viennent construire la maquette de la ZAC, échelle 1/25^e. Cette sculpture est faite de gabions⁽⁵⁾ remplis de sable, de gravats... Et de bois de coffrage acheté à la Réserve des Arts... Une arène artistique où l'œuvre témoigne des évolutions de notre temps. E.T.



(4) Zone d'Aménagement Concerté

(5) Caisses à structure métallique remplies de sable ou de cailloux

Ami-e-s de Silence 10 ans de révolutions intérieures



▲ 2006 - Rencontre à La Terre dans le Lot

AINSI NAQUIT L'ASSOCIATION DES AMI-E-S DE SILENCE. DEPUIS LORS, CHAQUE ANNÉE, entre juillet et août, sont organisées des Rencontres. Elles ont lieu pendant une quinzaine de jours dans un lieu alternatif différent et elles sont ouvertes à tous ceux qui souhaitent mettre en pratique les valeurs du magazine et, bien sûr, rencontrer ceux qui les défendent. Au fil des ans, les retrouvailles ont généré des amitiés solides, vivifiées chaque année par l'arrivée de nouveaux participants. "En 2006, lecteurs depuis peu de la revue Silence, nous sommes venus à nos premières rencontres des ami-es à la Ferme de la Terre avec nos enfants : du chamboulement, quelle expérience de vie !", raconte Edouard. "Ça nous avait scotchés", confirme Agnès. "de sentir qu'on était pas les seuls à vouloir aller dans cette direction, lâcher la société de consommation".

Assemblées générales au consensus, cercles de parole, cuisine végétarienne, toilettes sèches... : "tout un monde s'ouvrait concrètement à nous", résume Edouard : "notre projet de vie familiale aimanté par les articles dans Silence commençait à prendre racine".

Une ambiance bienveillante et transgénérationnelle

Dès les premiers jours des rencontres, les nouveaux arrivants sont invités à mettre la main à la pâte pour monter le camp avec l'objectif d'une empreinte écologique minimale. Montage du chapiteau (le "Chapilopin"), installation des cuisines, chacun participe à l'organisation.

En 2002, pour ses 20 ans, la revue *S!lence* réunissait ses lecteurs au Larzac, lors d'un camp où chacun était invité à mettre en pratique les valeurs défendues par le magazine : écologie, non-violence, alternatives. L'opération ayant laissé un goût de trop peu aux participants, ceux-ci décidaient de reconduire ces rencontres de manière annuelle.

"Je suis arrivée pendant la semaine de préparation, raconte Cécile, ce qui m'a fait une entrée en matière assez douce : la construction permet de rentrer en contact avec les autres, ça participe à la cohésion du groupe de faire ensemble."

Hélène, 29 ans et cinq rencontres à son actif, apprécie "l'ambiance : nourriture à tendance bio, locale et végétarienne, cercles de parole, gestion collective de la vie quotidienne (cuisine, vaisselle, activités), vie en plein air, musique, chant, bals folks, et plein de rencontres de gens très chouettes !". Le tout dans une ambiance familiale qui met toutes les générations à participation, y compris les enfants. "J'ai un super souvenir de la construction du Dôme avec les enfants (et pour eux)", explique Agnès. "Je me souviens de mon fils Nathanaël à 2 ans en train d'aider à le construire. D'être si jeune en contact avec ce travail en commun, de construire ensemble." Enfin les lieux choisis sont pour beaucoup l'occasion d'un retour à la nature. Comme le signale Valérie, 42 ans, maman de deux enfants, "les mômes passent deux semaines en totale liberté au cœur de la nature, des ados veillant sur les plus jeunes".

Un espace d'expérimentation

Pendant le camp, de multiples activités sont proposées par quiconque en a l'initiative. Attachées aux valeurs de *S!lence*, les Rencontres des Ami-e-s de Silence sont d'abord un endroit pour mettre en pratique une dynamique d'autonomie. Fabrication de foyers économes, gestion de l'eau, compostage, voire, comme en 2012 à Loubières,

apprentissage des plantes sauvages utilisables en cuisine : la transmission de savoirs bat son plein. Mais comme le dit Rafaël, "les ateliers pratiques ne sont pas le plus important, on peut trouver ça ailleurs. C'est la façon dont ce groupe humain relationne qui m'intéresse le plus, qui est le plus éloigné de ce que je vis au quotidien."

"Il y règne une grande bienveillance" explique Sylvain, 36 ans. "Je trouvais qu'il y avait vraiment des connexions très fortes entre les gens" indique Agnès.

La grande concentration de personnes rompues à la communication non-violente permet un bon climat d'écoute. Une écoute entre les participants qui entraîne quelques révolutions intérieures : "Ce sont surtout les savoir-faire humains qui m'ont complètement dépassé" explique Francis, 61 ans et pilier des Rencontres. "J'étais un super pro dans le savoir-faire pratique, mais un bébé dans le relationnel. Du coup, cette dimension collective m'attirait et me faisait peur en même temps. C'est seulement l'été dernier, à mes sixièmes rencontres, que j'ai osé proposer un cercle de parole sur la tendresse, des groupes d'hommes, en plus des ateliers sur les foyers économes ou l'éolienne. C'est important pour moi car j'ai beaucoup de questions sur les difficultés relationnelles, à quoi et à qui servent les tabous sur le toucher, la proximité physique, la sexualité, les relations familiales, actuellement en vigueur dans notre société".

Démocratie quotidienne

La pratique du consensus, vécue au quotidien dans l'organisation du camp, est aussi dans toutes les bouches. Karine raconte sa première participation à une AG : "J'ai été scotchée par la démocratie quotidienne, avec tout ce que ça implique de long, de chiant et de patience. Les rencontres des ADS sont un espace précieux car dans la vie de tous les jours, on ne peut que difficilement prendre le temps d'expérimenter ce genre de pratique". Hélène y voit "une vraie révolution par rapport aux votes ou aux prises de décisions informelles dans des groupes, parce qu'elle s'attache à prendre en compte les besoins de chacun, et donc à chercher à vraiment respecter au mieux chaque personne".

"On ne sort pas de là indemne" témoigne Cécile, "ça montre un autre possible : les relations humaines, amoureuses, la gestion de groupe, la bienveillance, la gestion par un collectif, pas par une hiérarchie. Ça a changé mon rapport au travail". Même son de cloche chez Agnès, qui a depuis mis en place, à Paris des "cercles de femmes directement liés aux Ami-e-s de Silence : depuis 2 ans, on se réunit tous les mois, une dizaine de femmes, les unes chez les autres, en extérieur, ce sont des cercles autogérés, sans animateur, avec ce qu'il y a là dans l'instant : massage, danse, chant, échange de paroles. Du cercle de femmes est né le cercle d'hommes, et bientôt un cercle d'enfants". Rafael enseigne désormais le consensus expérimenté autour de lui : "Suite aux rencontres, j'ai pu faire évoluer les AG de différentes associations auxquelles je participe, de la coopérative dans laquelle je travaille. J'y ai apporté différents outils comme les



▲ 2008 - Rencontre à Saint-Michel-de-Chabrillanoux en Ardèche

tours de paroles, le consensus (le fait de ne pas passer par le vote, de reformuler les propositions, en demandant son avis à tout le monde), le fonctionnement en commissions pour réfléchir à un problème avant de ramener la question en grand groupe".

Alors ? Alors, on y prend goût ! D'année en année, nombreux sont les Ami-e-s qui reviennent, avec cette idée que les Rencontres sont un lieu privilégié et précieux d'échanges. Un lieu où cultiver l'écologie intérieure.

Collectif des Ami-e-s de Silence ■

Prochaines Rencontres des Ami-e-s de Silence : le programme

■ **Où** : Les prochaines Rencontres auront lieu dans l'Allier, à 20 km de Moulins, sur le site alternatif de la Mhotte. Il s'agit d'un site composé d'habitats groupés et individuels (une quinzaine de familles au total), de maraîchers en biodynamie, d'éleveurs, d'un boulanger et apiculteur, d'artistes-plasticiens, avec une AMAP, une coopérative bio, une gratuiterie, une ferme pédagogique, un lieu de stages (qi gong, danse,...) et de présentation de spectacles, une école Steiner-Waldorf, un foyer d'accompagnement...

■ **Quand** : du 24 juillet au 7 août. Les premiers jours sont réservés au montage du camp.

■ **Combien ça coûte** : prix libre avec indication de coût pour la participation aux repas et du campement. En 2012, le coût était de 5 € par pers/jour.

■ **Comment** : inscription et charte sur le site des Ami-e-s de Silence <http://amies.revuesilence.net> ou auprès de Myriam myriamlopa@live.fr / 06 08 45 36 66

■ **Logement** : chacun amène sa tente, son tipi... ou dort au coin du feu.

■ **Ateliers** : le programme est inventé sur place par tout un chacun : discussions, échanges, ateliers, chants, popotte, danses, danse-popotte, atelier-discussion, chants-ateliers, calins-popotte, tout ce qui est lié à la pratique de la décroissance et du vivre ensemble. Amenez vos bricolages, vos savoir-faire en matière d'écologie, d'autonomie, de récupération... Vos chapiteaux, abris mobiles, outils, matériaux (tissu, papiers, feutres, ciseaux, scotch...) et instruments de musique seront les bienvenus. Amenez aussi votre bonne humeur, vos envies, vos carnets de chants.

Rationnement ! Sujet tabou

▲ Rue de Gironne (Catalogne), passage d'une rue à voitures en rue piétonne

Dans nos abondantes sociétés occidentales, aux perspectives économiques déclinantes, il est un thème difficile à aborder même dans les milieux écologistes. Sa simple évocation vous crédite souvent de joyeux qualificatifs tout en vous ramenant à des périodes révolues, propres à couper tous débats. Ici, essayons de le ranimer posément.

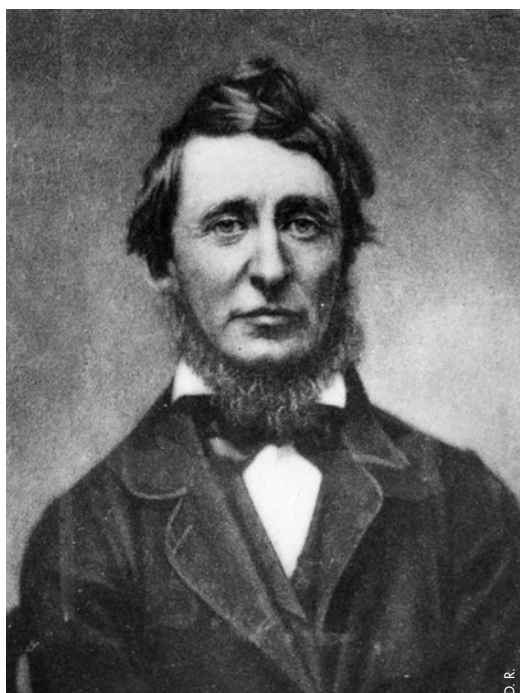
AL'ORIGINE DE NOTRE RÉFLEXION, PARTONS DE LA NOTION DE *SIMPLICITÉ VOLONTAIRE* développée par le philosophe américain Henry David Thoreau (1817-1862). C'est une excellente base car tous les mouvements écologistes actuels reconnaissent leur fondement dans cette pensée. L'essayiste ardéchois Pierre Rabhi tente de positiver cette notion en la qualifiant de *sobriété heureuse* afin de minimiser les contraintes individuelles que Thoreau imposait. L'auteur du célèbre ouvrage *La Désobéissance civile* (1849) exhortait à l'engagement individuel face aux injustices et inspira, entre autres, les actions revendicatives de Mohandas Karamchand Gandhi (1869-1948) et de Martin Luther King (1929-1968).

La bonhomie de Pierre Rabhi facilite l'écho médiatique de cette nouvelle "sobriété heureuse", bien plus qu'une *simplicité volontaire* aux accents masochistes. Même si, quel que soit le vocable retenu, cette idée a des difficultés pour s'enraciner massivement dans toutes les classes sociales, et si peu chez nos politiques toujours à la traîne de leurs électeurs.

Cette nécessité de jouer sur les mots pour rendre acceptable au plus grand nombre une réalité sévère est symptomatique d'un évitement

incompréhensible. Surtout ne jamais effaroucher ou atteindre au "moral des français" ! Et pourtant, tous les indicateurs montrent combien notre mode de vie occidental n'est pas durable et encore moins exportable au reste des continents sans de fortes tensions induites par une dégradation accrue de l'environnement et par la diminution des ressources. Je veux bien imaginer quelques sauts technologiques, voire sociologiques, qui permettront d'atténuer passagèrement les problèmes, mais je ne crois pas qu'on éradiquera toute injustice à l'égard de nos voisins continentaux ou des générations futures tant la situation est critique.

L'*homo sapiens* n'a pas encore atteint sa pleine maturité et demeure un prédateur sans vergogne, incapable d'entendre un discours responsable. Il lui arrive parfois de s'émouvoir devant un massacre en Syrie, un enfant malade au téléphone ou un tsunami japonais, mais de là à restreindre son mode de vie par souci de justice humaine, "il ne faut pas exagérer". Sa passivité est de nature égoïste, à minima inconsciente. Mais allons-nous attendre que cet archaïque achève son évolution morale pour vivre dans le bien-être également réparti et dans la paix ? Cela risque d'être long et en



▲ Henry David Thoreau (1817-1862) a développé très tôt la notion de simplicité volontaire



▲ Pierre Robhi prône aujourd'hui la "sobriété heureuse" au sein du mouvement Colibri

attendant cette période irénique, les catastrophes s'accumuleront.

Les impasses actuelles

La chute est certaine car pragmatique. Pour l'éviter, procédons par méthode, calmement.

Aujourd'hui, le moyen le plus impérieux pour influencer certains comportements sociaux est celui qui relève du Droit national. La législation, voire des réglementations spécifiques, encadre nos modes de vie suivant un schéma consumériste classique, propre au capitalisme. Certaines industries ou certains choix techniques (par exemple les gaz de schiste, les OGM...) peuvent être interdits par voies législatives mais cette possibilité suppose un fort ancrage dans la société et un rapport de force que le mouvement des *homo sapiens ecologicus* peine à imposer lors des élections.

Dans nos sociétés occidentales modernes, une autre approche gouvernementale pour infléchir la consommation est d'agir directement sur la sphère économique. Soit, d'une manière négative, en jouant sur la fiscalité par des taxations pénalisantes sur certains produits ; ainsi, l'absence d'une "fiscalité carbone" sur les produits manufacturés et de taxe sur le kérosène pour les avions, à l'égale de la *taxe intérieure sur les produits pétroliers* (TIPP) sur l'essence ou le gasoil, induit certains commerces aux impacts écologiques néfastes. Soit, d'une manière positive, par la subvention (marché d'état, prix garanti, aide aux consommateurs, etc.) à certaines filières. Le développement massif d'une technique impose toujours un engagement fort et pérenne de l'Etat. Le nucléaire français a bénéficié d'un plan pluriannuel budgétisé par

notre gouvernement dans les années 1970 et le développement de l'éolien à partir de 2000 par des tarifs avantageux d'achat de la production.

Cependant ces approches interventionnistes sur les marchés, appliquées à leur paroxysme dans une société à la durabilité écologique parfaite, pêcheraient par des injustices sociales majeures. Les plus riches seraient toujours les moins touchés par les choix budgétaires des gouvernants écologistes et pourraient se permettre toutes formes d'abus. Dans cette société écolo-libérale, la sacro-sainte "liberté individuelle" de nuire à son prochain serait encore préservée pour les nantis.

▼ En Grande-Bretagne, des militants du "Ministère de ceux qui essaient de faire quelque chose" présentent à des volontaires un carnet de rationnement avec les tickets à coller dessus (voir Silence de mai 2010)



► La mode est aux piscines naturelles. Mais même ainsi, elles consomment des quantités énormes d'eau... sans aucune utilité. Interdire les piscines chez les particuliers serait un pas vers plus d'égalité



Vers une économie moderne du rationnement

Alors osons simplement une autre voie plus égalitaire : celle du rationnement⁽¹⁾, "heureux" ou "volontaire" au gré de chacun. Même si ce mot fait frémir beaucoup, il est temps d'y réfléchir⁽²⁾.

Certes, ce terrain est miné par des connotations historiques difficiles, étroitement liées à des périodes de conflit où la pénurie des produits était flagrante. Pour la France, ce fut pendant le siège de Paris d'octobre 1870 à février 1871, puis de décembre 1914 à 1921 et enfin de mars 1940 jusqu'en 1949. Aujourd'hui, en période de prospérité, avant que la situation ne se dégrade irrémédiablement, la révision de nos positions sur cette mesure économique doit être d'actualité.

Rappelons tout de même que la société occidentale actuelle n'a rien à voir avec celle de 1950. Les productions y sont globalement abondantes, les connaissances techniques dans différents domaines (informatique, statistique, géologique, météorologique, logistique...) sont bien plus développées et le niveau général d'éducation des populations, plutôt conscientes des dysfonctionnements écologiques, sans commune mesure. Ces conditions sont favorables à l'institution d'un système de rationnement de produit, voire de service, juste et solidaire.

Je n'entrerai pas, ici, dans les modalités et l'étendue de ce système : sur la nature des biens rationnés, sur les quotas d'attribution individuelle, sur l'organisation même du système, sur sa dimension territoriale, etc. Ces sujets sont trop

vastes et demanderaient beaucoup de digressions pour cet article d'introduction.

J'évoquerai simplement quelques avantages. D'abord, ces mesures de rationnement remettent l'individu au centre des préoccupations de la société. Et nous pourrions alors affirmer en chœur : "A chacun, suivant des besoins raisonnables", pour paraphraser une maxime du socialiste Louis Blanc (1811-1882) repris plus tard par les communistes, libertaires ou non. Toute la difficulté résidera, bien sûr, dans l'évaluation du "raisonnable" et cela dans une perspective mondialiste, avec des richesses finies et une population grandissante. Vaste sujet, mais à l'égal d'autres thèmes complexes (paix, faim, santé dans le monde, etc.) qu'essaient de régir néanmoins, tant bien que mal, certaines institutions internationales.

Par ailleurs et surtout, cette mesure est un gage de justice sociale face aux barrières de l'argent. Sans considération de revenu, chacun se verrait attribuer des quotas de consommation basique et suffisante. Les besoins de chacun ne seraient plus évalués à l'aune de son train de vie, mais en fonction de considération éthique universelle. L'égalité ontologique entre individu sera enfin reconnue au-delà des aléas géographiques de naissance, des lignées familiales ou des hasards professionnels. Un petit pas utopique vers la déclaration universelle des droits matériels du citoyen du monde...

Des exemples acceptables...

Le premier exemple qui rallie une forte majorité de français (d'où une certaine ambiguïté sur sa dimension altruïste) est le plafonnement par notre

(1) A ma connaissance, la première allusion d'économie politique au rationnement se trouve dans P. J. Proudhon, *Système des contradictions économiques, ou, Philosophie de la misère*, Paris, 1850, tome 1 p. 58.

(2) Le dossier *Villes en transition, vers le rationnement* de Silence de mai 2010, abordait le sujet mais surtout du point de vue énergétique et plus particulièrement pétrolier.

gouvernement des rémunérations dans le secteur public. Un rationnement qui n'est pas pour nous déplaire et qui devrait s'étendre au plus vite aux revenus des grandes entreprises et des boursiers. Non ? Cette mesure sur les tranches supérieures fait miroir à l'instauration du revenu minimum d'insertion (RMI) en 1988 par un autre gouvernement socialiste. Nous y discernons une tendance globale d'encadrement des revenus, progressant très lentement vers ces propositions étayées d'*allocations universelles* ou *revenu de base* prônées par certains.

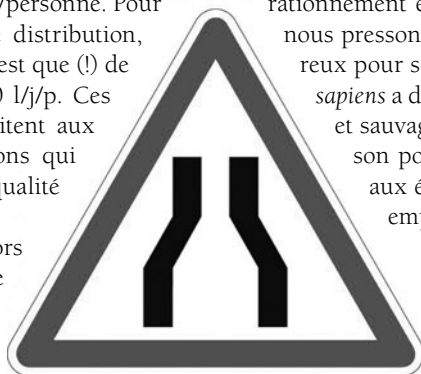
Un autre consensus semble se dessiner autour de la consommation de l'eau. Par période de sécheresse, nos citoyens acceptent volontiers de se restreindre à des besoins vitaux. Aujourd'hui, alors que les USA connaissent une des plus grandes sécheresses de leur histoire, des mesures de rationnement y sont prises sans pour autant créer des révolutions dans un pays où la consommation moyenne tous usages confondus est pourtant d'environ 5000 litres/jour/personne. Pour bien évaluer les inégalités de distribution, rappelons qu'en France, elle n'est que (!) de 1500 l/j/p. et au Tchad de 70 l/j/p. Ces chiffres font réfléchir et suscitent aux plus prospères des modérations qui n'influenceront en rien sur leur qualité de vie.

Le rationnement paraît alors être une solution astucieuse et acceptable par beaucoup pour éviter toutes dérives. Chacun perçoit une différence fondamentale entre une consommation domestique moyenne⁽³⁾ d'environ 150 l/j. par français, à mes yeux toujours excessive, et des utilisations scandaleuses (piscines privées, lavage d'automobiles, arrosage des gazons, etc.) en période de crise. Sans parler du nombre journalier de baignoires remplies pour patauger dans sa crasse tiédie et savonneuse plutôt que de se laver simplement sous une douche parcimonieuse... D'ailleurs, les engagements électoraux du candidat Hollande rejoignent cette hiérarchie en prévoyant d'établir une tarification progressive par palier de l'eau consommée. Le principe des quotas de consommation d'eau est bien là, mais nous restons hélas dans un modèle libéral basé seulement sur la tarification. Il restera que les plus riches et les plus inconscients pourront continuer à gaspiller ce précieux liquide en toute impunité.

A d'autres évocations plus polémiques

Quand on aborde ces questions d'empreintes écologiques de notre espèce et la manière de les encadrer, certains affirment que "le problème n'est pas qu'il y ait trop d'humains, mais trop d'automobilistes".

Si, sur l'excès des automobilistes, l'accord entre nous est total et cela même sans prendre en compte les derniers chiffres impressionnants venant de Chine, premier marché mondial, voire d'Inde. Les conséquences environnementales (rejet de CO₂, raréfaction du pétrole, surface bitumée, pollution, etc.) de cette folie mécanique sont effroyables. Seulement on continue à s'inquiéter quand le nombre d'immatriculations en France diminue ou quand une usine à Aulnay-sous-Bois annonce sa fermeture... Bien sûr, le rationnement du pétrole pourrait être une solution rapide pour maîtriser cette débauche mortifère. Mais on l'écarte sûrement quand le gouvernement diminue de 6 centimes le litre de carburant. Le ministre de l'économie, Pierre Moscovici à l'annonce de cette mesure populiste au journal télévisé de 20 h. de TF1, le 29 août 2012, affirmait malgré tout : "Il faut aller à long terme, on le sait, vers une société de sobriété". Sans préciser si elle sera heureuse ou pas ! Comme il le sous-entend lui-même, le rationnement est la solution, mais surtout ne nous pressons pas vers cet objectif si dangereux pour son parti. Il faut dire que l'*homo sapiens* a développé un attachement féroce et sauvage à sa niche autopropulsée ! Et son pouvoir de nuisance, notamment aux élections, est sans pitié pour les empêcheurs de circuler librement.



Par contre, les pseudo-décroissants qui refusent pleinement d'assumer, pour des raisons bien compréhensibles par ailleurs, des vues antinatalistes se trompent. Il faudrait enfin savoir se débarrasser du spectre du pasteur anglican Thomas Malthus (1766-1834) qui a écrit, dans un tout autre contexte, des phrases aujourd'hui inacceptables. Peu l'ont lu, moins encore l'ont analysé et beaucoup se l'approprient facilement pour vouer aux gémonies les décroissants. Sans oublier toutes les comparaisons eugénistes et autoritaires du 20e siècle dont je vous épargne l'énumération nauséabonde. Dans nos sociétés actuelles, toucher à nos libres capacités de procréation soulève l'opprobre quasi-unanime. La filiation est la clé de voûte, sacrée, de notre système et qu'importe si elle est une des causes de notre déchéance. En 2009, le député écologiste Yves Cochet avait simplement émis l'idée de diminuer les allocations familiales pour le troisième enfant. Que n'a-t-il entendu pour des propos aussi anodins et pour le moins sensés !

Ici, oserais-je alors évoquer qu'un "rationnement raisonné" dans le domaine des naissances est aussi d'actualité ?

Christian Maillebouis ■

(3) Consommation qui se répartit de la manière suivante :
 1% en boisson,
 6% en repas,
 8% en divers,
 11% en vaisselle,
 13% en linge,
 21% en sanitaire,
 40% en toilette.

Déjà le premier anniversaire de la Miecyclette !



■ La Miecyclette,
193 av. Paul Santy,
69008 Lyon,
09 72 31 52 08

DANS UN QUARTIER PRÈS DU PÉRIPHÉRIQUE, LA BOUTIQUE EST ACCUEILLANTE, AVEC SA façade café-chocolat et ses lambris intérieurs en bois brut. Un artisan⁽¹⁾ aidé par nos trois amis y a construit un four à l'ancienne⁽²⁾. Fait de béton, sable et briques, son inertie est idéale, et il chauffe un ballon d'eau chaude grâce à un tuyau de fluide calorporteur. A gauche et à droite de ce four imposant, sur deux grands pétrins de bois, de nombreux panneaux vides sont entassés : une fournée d'anniversaire est en cuisson. A distance de la chaleur et de Rachid maniant la longue pelle, salivent et papotent les adultes et les enfants venus visiter les lieux.

L'exigence biolocale

Julien, l'apprenti, nous explique que, chaque soir, c'est Rachid qui prépare les fontaines de farine parallèles au fond des grands pétrins, une pour chaque sorte de pain. Le lendemain matin, après avoir ajouté le levain, l'eau filtrée, le sel de Guérande et des graines s'il faut, il pétrit chaque pâte à la main. Ce pétrissage manuel, qui échauffe et oxyde peu, permet d'employer des farines avec moins de gluten, comme celles des blés traditionnels : pas besoin d'additif, seulement des ingrédients simples qui ont le temps de marier leurs saveurs. L'équipe a su trouver des fournisseurs locaux pour les graines et une petite minoterie de l'Allier pour des farines presque toutes en biodynamie. Le bois vient des Landes car c'est du résineux desséché en étuve, pour une montée en chaleur rapide avec peu de fumée. Comme le pétrissage n'est pas nocturne (c'est un choix de vie), la boutique n'ouvre qu'à l'heure du goûter, de 16h30 à 19h, mais pareils pains se conservent au frais une semaine au moins.

Cette boulangerie coopérative du sud de Lyon propose des pains bio cuits au feu de bois, livrés par vélo-cargo sans surcoût. Pour réaliser leur rêve, Rachid, Emmanuel et Christophe ont "changé de vie"...

Des conditions de travail maîtrisées

Après des études d'ingénieur pour Emmanuel et Christophe, et de mathématiques pour Rachid, suivie d'une plus ou moins brève expérience professionnelle, ils ont bifurqué ensemble vers un métier plein de sens et des conditions de travail maîtrisées. District Solidaire a inspiré leur projet de Scop Sarl et ils ont été aidés par Oxalis⁽³⁾, avec un financement à base de titres participatifs, complété par 50% d'emprunts à la Nef. Rachid s'est formé auprès de Didier Genetier, lui-même ex-ingénieur devenu boulanger près de Villefranche-sur-Saône et qui avait appris du précurseur Girasole⁽⁴⁾. Le levain naturel de la Miecyclette, offert par Didier, est ainsi l'héritier d'une noble lignée, nourri avec soin chaque soir !

Un jour par semaine, les livreurs Emmanuel et Christophe secondent Rachid, vers davantage de rotation des tâches. Depuis un an, les commandes des collectivités, épiceries bio, Amap et autres groupements d'achat ne cessent d'augmenter, mais les deux fournées quotidiennes, de 120 kg maximum chacune, ne sont pas encore à saturation. Le pain de la Miecyclette livré à vélo pour les abonnés à plus de 5 kilos coûte à peine 1€15 les 250g⁽⁵⁾, avec un parfum, un goût et une qualité nutritionnelle incomparables.

Habitant le quartier, Murielle l'a découvert à l'occasion de la "fête des voisins" : il lui rappelle celui de son enfance qui, lui, était rond et cuit pour la quinzaine dans le four à bois d'un village de l'Ain. Elle reviendra avec le centre social pour visiter les lieux. Bref, le bouche-à-oreille va bon train, et la pâtisserie, dit-on, serait pour bientôt...

Marie-Pierre Najman ■

(1) D'une des trois entreprises artisanales en France : Fours Voisin (33610 Cestas-Gazinet).

(2) Dit "à pelle et à gueulard", du nom de la bouche qui dirige les flammes vers la voûte lors de la montée en chauffe.

(3) District Solidaire (district-solidaire.org), une structure d'aide aux projets d'économie sociale et la coopérative Oxalis (oxalis-scop.fr) sont des structures d'aide aux projets d'économie sociale, en particulier coopérative.

(4) Tous pétrissant à la main, cf. *Silence* numéro 401 p.31.

(5) Poids de la baguette en boulangerie classique.

Se réappropriier la parole

Face au négationnisme de l'État sur les conséquences des explosions nucléaires sur leur vie, leur santé et leur environnement, que reste-t-il aux victimes des essais nucléaires français en Polynésie ? Si ce n'est témoigner — quand il est encore temps ! — jusqu'à ce que Vérité et Justice leur soient rendues.

DANS LE NUMÉRO DE MARS DE *SILENCE* (N°410 p. 24), BRUNO BARRILLOT MONTRÉ cette particularité d'une loi d'indemnisation qui n'indemnise personne : la loi Morin adoptée en 2010 en réponse aux multiples pressions exercées durant plus de dix ans par les victimes des essais nucléaires français regroupées au sein de plusieurs associations et relayées largement par les médias.

À ce jour, seules 9 personnes sur l'ensemble des personnes concernées — travailleurs, personnels militaires et populations du Sud algérien et de Polynésie — ont été reconnues aptes par le ministre de la Défense à recevoir une indemnisation. À peine plus de 1 % des dossiers qui ont pu être déposés, car entrant dans les critères déjà fort restrictifs de la loi Morin.

De plus, à ce déni des souffrances infligées par cette « colonisation nucléaire » s'ajoute une confiscation de la mémoire des populations de Polynésie à coup de secret défense et d'archives rendues incommunicables depuis la modification de la loi en juillet 2008.

D'où toute l'importance du travail de mémoire effectué en Polynésie pour recueillir la parole des travailleurs du nucléaire qui ont œuvré sur les sites durant plus de trente ans jusqu'en 1996, date du dernier essai français. Un travail multiforme : photographique avec une exposition, sonore avec l'enregistrement de leur parole et diffusion de films, prélude à la création en Polynésie d'un « Centre de la mémoire » encore à construire pour les générations à venir.

Patrice Bouveret ■

Photos de quelques témoins de la bombe
pages suivantes



← Couverture du livre de présentation de l'exposition

Pour en savoir plus

■ *Essais nucléaires français : l'héritage empoisonné*, Bruno Barrillot, Observatoire des armements, 2012, 320 pages, 22 € (port compris).

■ *Victimes des essais nucléaires : histoire d'un combat*, Bruno Barrillot, préface de Christiane Taubira, Observatoire des armements, 2010, 200 pages, 18 € (port compris).

■ www.moruroaetatou.com, le site de *Moruroa e tatou*

■ www.moruroa.org, le site-mémorial le plus complet sur les essais français.

■ *Témoins de la bombe*, livre de l'exposition téléchargeable sur : <http://www.assemblee.pf/fr/actualite-evenements-1er-semestre-2012/148-exposition-temoins-de-la-bombe>.

Témoins de la bombe Pour donner du sens aux non-dits

« Le big-bang de la bombe n'en finit pas de propager ses ondes sur tout l'univers polynésien. Pas vraiment de discours scientifique ou même rationnel au long de ces trente-trois témoignages. Comment être rationnel, en effet, quand le big-bang s'enracine dans le comble de l'irrationnel et le déni de toute humanité ? [...] »

Cette histoire est d'une tristesse infinie ! Tels ces mots jamais prononcés sur les atolls nucléaires tant ils auraient pu effrayer et dissuader. Ou encore cette bombe qu'aujourd'hui, certains n'osent plus désigner par son nom : « cette chose-là » dit Jacqueline. Ou encore ces maladies sans nom que les médecins se retiennent de qualifier. Ou encore ce remords à peine voilé où certains s'imaginent encore coupables d'avoir touché à l'argent de la bombe.

Espoir quand même, avec cette fierté d'avoir résisté, à mains nues pourrait-on dire, face au rouleau compresseur du déferlement d'une propagande monnayée, avec cet ardent désir aussi d'une mémoire à construire pour les générations à venir. »

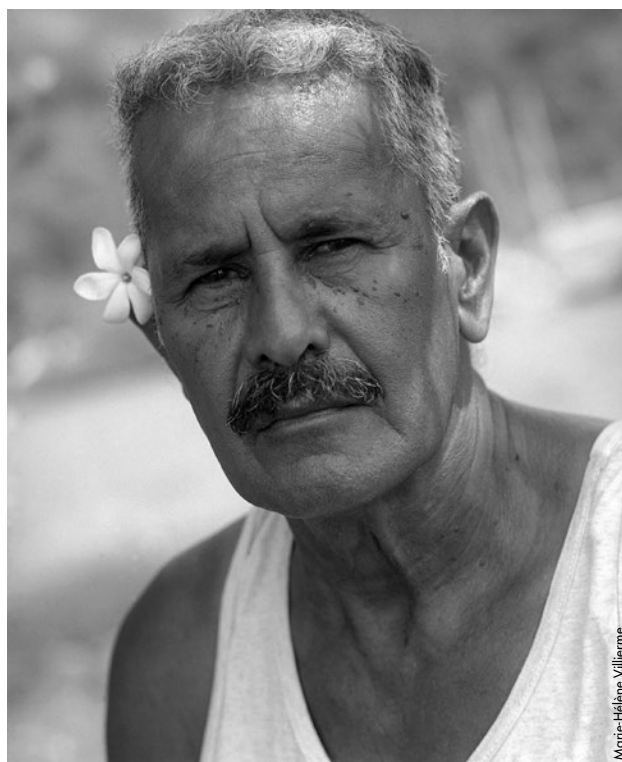
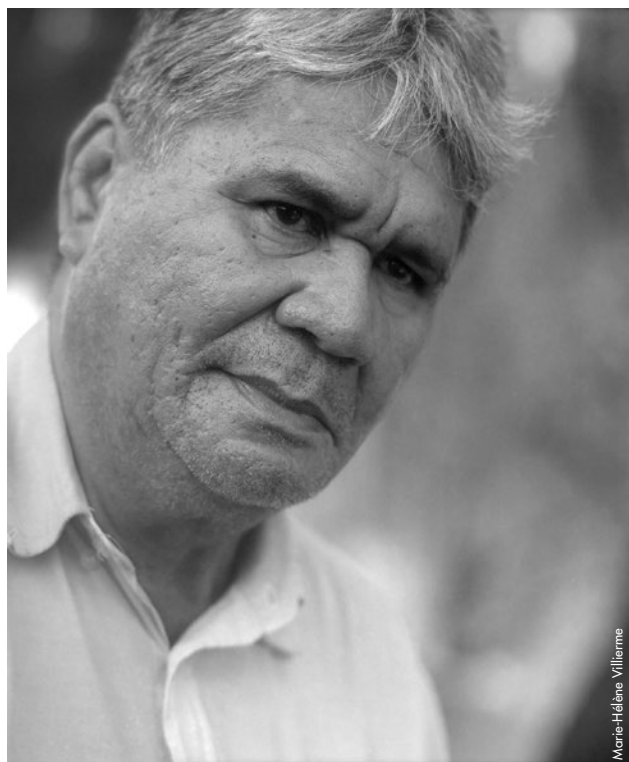
Bruno Barrillot

Extrait de la présentation de l'exposition

Jaroslav Otcenasek

Jaroslav Otcenasek a travaillé au tout début à la construction des installations du Centre d'Essais du Pacifique (CEP) à Tahiti. « Avant, je travaillais un peu et je gagnais 20 francs la semaine. En travaillant au CEP, on gagnait 140 francs la semaine. Donc vous voyez l'écart. C'est ça qui a fait le déséquilibre : tout le monde a abandonné pêche, agriculture, élevage ».

« Cela a pris un certain nombre d'années quand on a commencé à voir des copains qui mourraient, qui tombaient malades : c'était toujours ceux qui travaillaient sur les sites à Moruroa et Fangataufa. Quand ils revenaient, on leur interdisait d'en parler. S'ils commençaient à raconter, alors on les mettait dehors carrément, on les reprenait plus. Alors on s'est dit qu'il y a quelque chose que l'armée est en train de nous cacher. Mais on a mis longtemps, longtemps, c'était tabou d'en parler. »



Raymond Taha, ancien travailleur de Moruroa

Raymond Taha a commencé à travailler à Moruroa à l'âge de 16 ans pour subvenir aux besoins de sa famille. Il a été embauché en 1965 comme aide-mécanicien à la société Dumez-Citra.

Raymond a eu cinq enfants dont une petite fille qui est décédée d'une malformation des poumons. « J'ai compris que la maladie qu'elle a eue, ça vient de moi », dit-il. En 1994, c'était son tour : « J'ai attrapé la leucémie au mois de mars 1994 ».

Chantal Aviu, veuve d'un docker à Moruroa

Chantal Aviu est la veuve d'un docker qui travaillait périodiquement à Moruroa pour aller décharger les bateaux ravitaillant le CEP. « C'était bien payé. Mais on ne leur a rien dit. Ils ne savaient pas ».

Un jour de 1988, au retour de Moruroa, son mari portait d'étranges taches sur le corps : « Il a déclaré sa maladie au début du mois d'avril 88 et là, en peu de temps, il a été évasané en France. En l'espace de 4-5 jours après, on m'appelle qu'il est décédé. Il n'y a pas d'explication : il est mort, il est mort ! »

Chantal est encore aujourd'hui révoltée : « La bombe atomique française, elle est comme toutes les autres bombes... elle tue, elle rend infirmes les enfants, elle nous donne des maladies, des cancers, voilà ! »



Michel Arakino, ancien travailleur de Moruroa

Sur l'atoll de Fangataufa la Légion étrangère a récupéré des terres qu'on a ramenées sur Moruroa où on a fait un petit jardin. Des scientifiques faisaient le suivi des traces de la radioactivité dans ce jardin. On n'était pas équipés comme il fallait mais d'après nos responsables, il n'y avait aucun risque. Nous avons fait des récoltes de pastèques, de melons, de patates douces, de concombres... Les scientifiques nous disaient : « c'est bon ! » et parce qu'ils disaient « C'est bon ! » on a mangé des légumes... le rab nous servait à faire des salades. »



Marie-Hélène Villierme



Marie-Hélène Villierme

Richard Tuheiava, sénateur de la Polynésie française

Richard Tuheiava est aujourd'hui sénateur de la Polynésie française à 36 ans. « La Polynésie a en son sein la plus grosse décharge nucléaire en milieu océanique au monde. Il n'y a pas d'autre île où on a laissé plus d'une centaine de puits bouchés on ne sait pas de quelle manière. On fait confiance à la chimie, à la vitrification pour que ça tienne ! Et il y a des parties de l'atoll sur le point de s'effondrer à tel point qu'on est obligé de le surveiller depuis Paris. Il n'y a pas d'autre endroit comme ça au monde, en milieu océanique. »

Emilienne Largeteau, épouse d'un ancien travailleur de Moruroa

Emilienne est l'épouse d'un ancien travailleur de Moruroa. Ils ont eu cinq enfants et Pierre-Emile, alors que son père travaillait à Moruroa, est né en 1986 avec une malformation. Après de nombreuses interventions dans les hôpitaux parisiens, Pierre-Emile est devenu paraplégique à l'âge de 17 ans.



Marie-Hélène Villierme

COURRIER

PARITÉ

Je me suis amusé à relever le sexe des auteur-e-s des livres présentés par Silence (n°406 et 407).

Auteur(s) : 406 : 11 ; 407 : 0

Auteur(s) : 406 : 20 ; 407 : 27

Co-auteur-e-s : 406 : 3 ; 407 : 1

Doute sur le sexe : 406 : 3 ; 407 : 1.

Ce relevé n'a évidemment aucune valeur statistique. Titillé par la rubrique de Léo Sauvage — entre autres — j'ai pris ces deux numéros sans a priori.

Toutefois cela m'incite à me poser des questions : quelle est la proportion d'auteurs dans le monde de l'édition ? Quel est l'accueil qui leur est réservé ? (liste non exhaustive)

En cas de sous-représentation, les causes ne sont-elles pas à chercher du côté du rôle que notre société (dite évoluée) réserve aux femmes, ce qui ne leur laisse pas le temps d'écrire ?

Yeun Liot

Ille-et-Vilaine



Jacron Ferr

Qu'est-ce que la pollution ?

Début janvier 2013, Pékin a été plongé dans un nuage de pollution dont tous les observateurs et autres activistes environnementaux disent que c'est le pire dont ils se souviennent.

C'est en tout cas le plus haut taux de "PM2,5" jamais enregistré par l'ambassade américaine à Pékin, qui le publie toutes les heures sur Tweeter depuis plusieurs années.

Comme vous n'habitez pas à Pékin, j'imagine que vous n'avez aucune idée de ce que sont les PM2,5. Après tout, il n'est pas utile de se préoccuper de ça par chez vous, chanceux que vous êtes ; ici, c'est vital.

"PM2,5" est un nom donné aux particules fines en suspension dans l'air et dont le diamètre est inférieur à 2,5 micromètres, taille si petite qu'elle leur permet de rentrer directement jusqu'au niveau des alvéoles pulmonaires. Charmant non ? Inutile en tout cas de préciser qu'elles sont fortement cancérigènes.

A vrai dire, il y a des "PM2,5 partout", mais leur quantité peut varier considérablement selon les endroits et les moments. L'Organisation mondiale de la santé recommande quant à elle de ne pas dépasser une exposition quotidienne à plus de 25 microgrammes par mètre cube. En France, il paraît qu'on émet une alerte sanitaire dès lors que ce chiffre dépasse 90.

Or, à Pékin, on a atteint samedi 12 janvier 2013, la bagatelle de... 993 (oui, ça fait bien 39,7 fois plus que la recommandation de l'OMS) ! Depuis, ça a certes baissé mais on reste autour de 400, niveau considéré comme "dangereux" par l'ambassade américaine, dont l'échelle s'arrête à 500 (au delà de quoi on est "beyond index").

(...) Et concrètement, eh bien il n'y a malheureusement pas grand chose à faire pour se protéger, à part porter un masque spécial, mais il est loin de pouvoir tout filtrer. Avec ma compagne, comme on travaille de chez nous et que le frigo était plein, on a la chance d'avoir pu se confiner à la maison, et même si ça commence à sentir un peu le renfermé on n'a pas ouvert les fenêtres car ça serait pire. Mais pour les autres, et ceux qui travaillent à l'extérieur... ?

(...) La seule solution consiste donc à se barrer, et ça tombe bien car on a prévu de revenir s'installer à Nantes cet été. (...)

Benjamin Gauducheau

Pékin.

BOIS RAMÉAL FRAGMENTÉ

Je n'ai fait connaissance avec votre revue qu'il a six mois et y découvre à chaque fois des choses stimulantes. Particulièrement votre essai de « numéro sans internet ». J'ai lu avec intérêt votre article sur Jacky Dupety et son utilisation du BRF. Mais quelle n'a pas été ma stupéfaction de lire que « les premiers essais », en Europe, de cette technique, ont été effectués « à partir de 2002 » ! Alors qu'au milieu des années 70 j'avais assisté,



▼ Jacky Dupety et son broyeur à BRF

Marie Clémis

à Paros, organisé par *Nature et Progrès*, à une conférence ou projection où on montrait quelqu'un qui récupérait les « broussailles » provenant du nettoyage des sous-bois du Var, les broyant et répandant le produit obtenu sur les terres qu'il cultivait. Vivement intéressé, j'ai profité de l'offre d'un adhérent qui utilisait lui aussi cette technique, de venir voir son jardin situé dans l'Oise, je crois. C'était à l'été 1976, l'année de la grande sécheresse, le sol était « mulché » de ce produit du broyage et la vigueur et la verdeur des plantations était saisissante. (...) Peu après, j'ai à mon tour fait l'acquisition de l'un de ces « broyeurs de broussailles », le Kompostar (...). J'étais à cent lieues de penser que cette technique pouvait avoir à ce point si peu pris en Europe, qu'il ait fallu attendre plus d'un quart de siècle supplémentaire pour l'y « découvrir » !

Jean-Claude Delpa

Gard

Silence : Vous avez raison ! Dans le Haut-Var, Jean Pain (chevalier du mérite agricole, 1928-1981) a longtemps été le seul en France à proposer une technique proche du BRF, avec tous types de branchettes issues de débroussaillage et un long trempage préalable. Il en faisait même du biogaz ! (En Belgique, un Comité Jean Pain propose des formations et du matériel (rue de la Sarte à Ben, 18 - 4500 Huy, tel: + (0)85 23 57 62).

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.



Rompre ! Le cri des indignés



Dominique Boisvert
Ed. Ecosociété, coll. Résilience
2012 - 108 p. - 8 €

L'auteur, animateur du Réseau québécois pour la simplicité volontaire, appelle à rompre avec les idées véhiculées par le système dominant concernant l'argent, la vitesse, la propriété, la guerre, l'individualisme, la compétition, la consommation, le travail, la technologie...

D'une écriture agréable, la démonstration est efficace dans la dénonciation. Par contre, il faut attendre les dix dernières pages pour arriver aux propositions, ce qui laisse un peu sur sa faim. MB.

Nanterre en guerre d'Algérie. Chroniques du bidonville, 1959-1962



Monique Hervo
Préface de François Maspero
Actes Sud BD
2012 - 254 p. - 23 €

Monique Hervo a travaillé avec le Service civil international puis vécu dans le bidonville de La Folie, à Nanterre, de 1959 à 1971. Des centaines de ressortissant-e-s d'Algérie y vivent entassés dans des conditions de survie infra-humaines. Avec sobriété, elle raconte le parcours d'Algériens qui arrivent ici, les exactions endurées là-bas, la haine ordinaire en France (insultes, pièges à loups posés près des jeux d'enfants...). Comment les immigrants s'organisent au quotidien, dans des cabanes insanes et régulièrement inondées. Au fil des années, la répression s'intensifie, la police est omniprésente, se complait à détruire et persécuter arbitrairement, arrête et torture. On assiste de l'intérieur à la manifestation du 17 octobre 1961. On rencontre de nombreuses femmes et hommes remarquables dont la solidarité et la bonté s'opposent à la barbarie qu'ils subissent. On ressort de cet indispensable témoignage atterré, muet d'horreur et de stupéfaction. GG



Alain Deneault et William Sacher
Ed. Rue de l'échiquier
2012 - 190 p. - 15 €

Un ouvrage intéressant et didactique en ce qui concerne l'industrie minière et sa place économique et politique au Canada. Connue pour ses mines et sa soi-disante excellence en la matière, les auteurs dénoncent la mise sous tutelle de tout un pays pour installer un paradis

fiscal pour ce type d'industries. Au détriment des Canadiens qui voient leur environnement se dégrader sans pour autant que cela bénéficie à l'économie de leur pays. Comme c'est le cas de nombreux pays où ces multinationales du mine-rai exploitent gisements et populations locales quand ces dernières ne sont pas expulsées par la force.

Un livre qui s'adresse à ceux qui témoignent d'un réel intérêt quant à la question des mines et plus particulièrement aux industries enregistrées au Canada, véritable plaque économique du trafic. JP.

Le futur a-t-il un avenir ? Pour une responsabilité socio-écologique

Philippe Lebreton
Ed. Sang de la Terre
2012 - 380 p. - 24,50 €

Philippe Lebreton a été un précurseur du mouvement écologiste dès les années 1970. Il est notamment l'auteur à l'époque d'un livre *Ex-Croissance* qui posait déjà bien les questions de la décroissance. Dans ce nouvel et consistant ouvrage, il retrace dans le détail tout le long travail de philosophie des sciences qu'il faut effectuer pour comprendre comment la re-découverte de la place de l'homme dans la nature est fondamentale avant de penser à développer une écologie politique. A travers une multitude de réflexions - parfois difficiles à comprendre pour celui qui n'aurait pas un bon bagage scientifique - Philippe Lebreton lance un très grand nombre de débats (démographie, énergie, climat...). On n'est pas obligé de systématiquement être d'accord avec ses conclusions, mais les questions sont bonnes, les données riches, les arguments stimulants ! Après les trente glorieuses (1945-1975), les 30 insoucieuses (1975-2007), saurons-nous éviter les 30 calamiteuses ? MB.



Paysans – Un tour de france de l'agriculture durable

Frédéric Gana & Tifenn Hervouët
Ed. Transboréal
2012 - 128 p. - 20 €

Ce recueil de portraits nous présente des artisans boulangers, des paysans et tout un monde qui vit pour et par la saveur des aliments. C'est délicatement et avec goût que les auteurs nous dressent un menu composé de multiples témoignages, comme une longue promenade gustative de terroirs et de spécialités culinaires. Quand des passionnés des métiers de bouche rencontrent des producteurs amoureux de leur métier, nous sommes comme invités à partager leur repas et à s'asseoir à leur table pour les écouter nous



raconter leurs passions de la bonne chair et des produits sains.

Un très bel ouvrage, agrémenté de photographies parlantes d'humanité et d'humilité, à dévorer avec simplicité et boulimie. JP.

Féminisme et antimilitarisme

Andrée Michel,
Ed. Racine de iXe
2012 - 192 p. - 18 €.

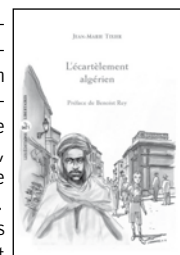
La sociologue Andrée Michel a travaillé sur le lien entre féminisme et pacifisme. Elle montre en quoi le complexe militaro-industriel constitue un « réseau de vieux messieurs » (old boy's network). Les « minorités » de classe, de race ou de sexe n'ont presque aucun pouvoir dessus mais en subissent les premières conséquences. La prostitution massive en Asie du Sud-Est est par exemple directement issue de la guerre du Vietnam qui fit émigrer 400 000 femmes dans les villes pour le « repos du guerrier ». Elle analyse le type d'emplois secondaires dévolus aux femmes dans l'armée (infirmières, ouvrières de l'armement, prostituées, épouses d'officiers, militaires sujettes au sexisme). Le budget alloué aux affaires militaires se fait au détriment de services qui aideraient à la promotion des femmes (aides sociales, sanitaires, éducatives...). Malheureusement ce recueil de textes anciens (années 80 et 90) et parfois longuets ne permet pas d'avoir des chiffres et analyses récents sur le sujet. GG.



L'écartèlement algérien

Jean-Marie Tixier
Ed. Libertaires
2012 - 250 p. - 15 €

Dans une première partie, l'auteur raconte ses souvenirs d'enfance en Algérie, comment son père, enseignant pour les "indigènes" a échappé à une tentative d'assassinat de la part de l'OAS, comment il jouait avec sa voisine juive et son voisin musulman... Il parle de son départ quelques années après l'indépendance et son retour comme enseignant à l'université d'Alger. En spécialiste des films sur l'Algérie, il présente ensuite de nombreux films tournés par des Algériens ou des Français depuis cinquante ans, montrant les difficultés à approcher la vérité, à saisir les points de vue divergents et surtout à enclencher un processus qui irait vers la réconciliation. On regrettera que l'éditeur n'ait pas jugé bon de "nettoyer" les critiques de films, reprises d'articles dans *Le Monde libertaire* pour éviter les redites. Ceci mis de côté, c'est un excellent livre qui dénonce les violences de tout bord (armée française, FLN, intégristes...) et ouvre sur un avenir positif. MB.



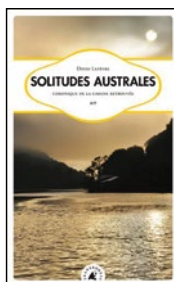
Liquidations à la grecque

Petros Markaris
Traduction Michel Volkovitch
Ed. Seuil
2012 - 330 p. - 21,50 €



Athènes vit au rythme des manifestations contre la politique d'austérité. Le gouvernement donne des milliards aux banques. La colère est sensible partout. Et voici qu'un banquier est décapité chez lui. Des affiches appellent à ne plus rembourser les prêts. Le commissaire Charitos mène l'enquête dans un contexte difficile où même les policiers victimes de la crise, débattent de la baisse de leurs salaires et des retraites qui s'éloignent. Petros Markaris se sert de l'histoire policière, fort bien menée, pour nous livrer une description parfaitement réaliste de l'ambiance dans la capitale grecque. MB.

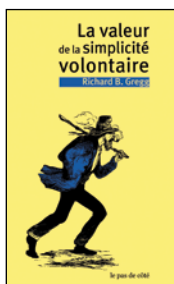
Solitudes australes Chronique de la cabane retrouvée



David Lefèvre
Ed. Transboréal
2012 - 184 p. - 18,90 €

Une aventure digne des plus grands explorateurs, avec un tout petit peu plus de confort, voilà ce que nous propose l'auteur qui se retira seul dans une cabane quelque part sur une île chilienne. Pendant huit mois consécutifs il va vivre au rythme des éléments avec comme objectifs premiers une existence frugale et dépendante de ses capacités de survie. Ce témoignage rédigé d'une plume toute naturaliste et écologiste nous permet de pénétrer dans un monde, un rêve pour beaucoup oublié voire abandonné. Avec la description minutieuse et profondément vécue de son séjour, David nous prouve qu'il existe encore des expériences fortes à vivre loin du consumérisme. Car son aventure est actuelle et non d'un siècle passé. JP.

La valeur de la simplicité volontaire



Richard Bartlett Gregg
Traduction Pierre Thiesset et
Quentin Thomasset
Ed. Le pas de côté
2012 - 96 p. - 6 €

Après avoir vécu auprès de Gandhi, l'auteur a propagé la non-violence et la simplicité volontaire aux USA. Dans ce tout petit livre publié en 1936, il partage à la fois une sagesse intemporelle et des analyses bien ancrées dans son temps, d'une étonnante modernité. Réflexion sur la technologie qui aliène

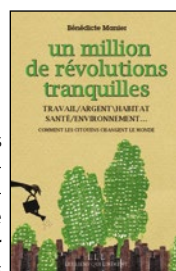
et vole du temps au lieu d'en libérer, sur les maladies dues à notre environnement pollué, sur l'économie : « Le premier pas que je peux faire pour réduire ma participation à l'exploitation, c'est de vivre simplement ». Contrairement au dogme de la croissance, « la production et la consommation de produits de luxe détournent le travail et le capital de tâches socialement plus productives et bénéfiques » et cela « gaspille des matières premières ». Les pauvres imitent le mode de vie des plus riches en une course sans fin. La réponse est dans la simplicité volontaire qui est l'expression de la non-violence et dont il expose les avantages à tous niveaux. Décroissant avant l'heure. GG.

Un million de révolutions tranquilles (travail/argent/habitat/santé/ environnement...)

Bénédicte Manier,
Ed. Les liens qui libèrent
2012 - 326 p. - 22,90 €

Alors que toutes les enquêtes d'opinion attestent d'une profonde inquiétude de la population devant l'avenir, ce livre a le double mérite d'attirer l'attention sur des expériences peu connues du plus grand nombre tout en donnant quelques raisons d'espérer. Silencieusement, loin de l'attention des médias dominants, il présente une multitude d'alternatives qui, du nord au sud, sont menées partout dans le monde pour répondre aux défis de la crise où nous nous débattons dans des domaines aussi différents que l'accès à l'eau, l'agriculture, l'énergie, l'usage de l'argent, la santé ou l'habitat.

Depuis trois décennies, sans visibilité ni moyens, des femmes et des hommes ordinaires, armés seulement du souci du bien-être collectif inventent des solutions humaines et solidaires. Avec chacune



d'entre elles, la société civile déconstruit la globalisation libérale et dessine en creux, ici et maintenant, un autre monde possible. Charles Jacquier.

Sophie Scholl Non à la lâcheté



Jean-Claude Mourlevat
Ed. Actes Sud Junior
2013 - 96 p. - 8 €

En pleine guerre, des étudiants allemands se révoltent contre la dictature nazie en distribuant des tracts et en écrivant des slogans sur les murs. Sophie Scholl et son frère Hans, agissent depuis l'université de Munich et se font arrêter en février 1943. Ils seront guillotins. Un récit sur ces quelques mois de révoltes et un rappel des autres résistances de la jeunesse. Une excellente collection en principe pour les adolescents, mais que tout le monde appréciera. MB.

Cette fois, en finir avec la démocratie Le rapport Lugano II

Susan George
Ed. Seuil
2012 - 197 p. - 17 €



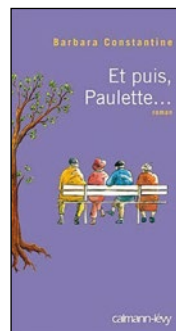
Susan George écrit ici un "essai d'anticipation", une suite au rapport Lugano I déjà publié en 2000. L'auteure imagine une seconde série de réflexions d'un groupe de travail imaginaire au service des dirigeants du monde, intégrant cette fois deux femmes...

Le contenu du précédent rapport est d'abord réévalué : "peu de choses à changer" à son diagnostic concernant l'environnement, la société ou la finance. Sont ensuite évoqués les "bonnes nouvelles imprévues" comme le "triomphe des paradis fiscaux" et la baisse de l'imposition des riches. Viennent enfin des recommandations renouvelées sur "comment diriger le navire du capitalisme", sur les plans culturel, politique et économique : par exemple, en quoi "la philanthropie est la nouvelle frontière" pour qui veut en finir avec la redistribution sociale. Un ensemble trop cohérent, qui verse parfois dans le "complotisme", mais pas mal de réflexions éclairantes sur des pratiques et des discours d'aujourd'hui. MPN.

R o m a n s

Et puis Paulette

Barbara Constantine
Ed. Calmann-Lévy
2012 - 320 p. - 15,50 €



Un agriculteur retraité vit seul dans sa maison. Sa voisine a des soucis de toit et il l'accueille. C'est le début d'une colocation qui va s'élargir tout au long du roman, avec deux femmes très âgées puis une élève infirmière, puis un élève agronome... Une amorce de réflexion sur la possibilité de s'entraider, en particulier entre personnes âgées et

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

jeunes. Dans un style extrêmement facile à lire, l'auteure nous présente une histoire toutefois un peu trop idyllique pour être vraisemblable. FV.

Beau livre

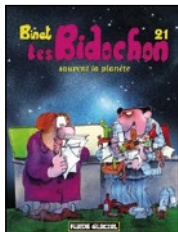
Guisepe Penone

coordination de Laurent Busine
Ed. Actes Sud
2012 - 408 p. - 69 €

Artiste contemporain, l'italien Guisepe Penone est connu pour ses travaux de sculptures à partir notamment de troncs d'arbres. Ce livre explique bien les concepts développés notamment en faisant des parallèles entre nos cinq sens et la nature. Cela permet de classer les œuvres en sept chapitres : le souffle, le regard, la peau, le cœur, le sang, la mémoire, la parole. Beaucoup d'images notamment sur la conception des œuvres avec des techniques parfois fort complexes. A rapprocher des œuvres de l'Allemand Nils Udo dont S!lence a publié un nid en couverture du n° de février. FV.



B. D.

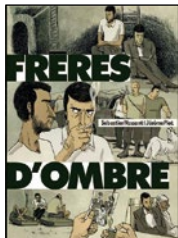


Prix Tournesol

Le Prix Tournesol, prix "off" du festival d'Angoulême, récompense chaque année un ouvrage "écologique". C'est *Les bidochons sauvent la planète* de Christian Binet, que nous avons présenté dans le numéro de mars 2013 qui a remporté le prix cette année.

Il devance *Demain/Demain* de Laurent Maffre (Actes-Sud/Arte) et *Braillane* de Cécile Vert et Jean-Fred (éd. Salsifis). Cette année, le prix était présidé par Pascal Durand, secrétaire fédéral d'EELV.

Frères d'ombre



Sébastien Vassant et Jérôme Piot
Ed. Futuropolis
2013 - 144 p. - 22 €

Alain, contrôleur SNCF, assiste à l'arrestation de sans papier à la gare de Marseille. Quand il en découvre un caché dans les toilettes du TGV, il décide de fermer les yeux. A Paris, il va jusqu'à lui proposer de l'héberger. Le frère d'Alain a fait la guerre d'Algérie, la rencontre avec Kamel va être détonante. La possibilité du terrorisme va pourrir un moment un début d'amitié. Si au départ le choix graphique de pages sans cases surprend un peu, on est vite happé par la force narrative de cette histoire ô combien contemporaine. Excellentes réflexions sur le racisme ordinaire dans un monde gouverné par la peur. MB.

Musique

Chroniques

Eric Frasiak

Crocodile Productions

www.frasiak.com

2012 - 61 mn - 15 € + 2 € de port

Pour son cinquième album, Frasiak nous gâte ! 15 titres dont 12 compos avec une volonté d'informer qui se retrouve dans un livret qui se présente comme un journal. La chanson qui ouvre l'album, *M. Boulot*, raconte les déboires de familles restées sur le carreau après les fermetures d'usines (il sait de quoi il cause, il est né dans les Ardennes), *Be Bop, On Va Où Là*, dénonce le business de la santé, *Cuidad Juarez* rend hommage aux ouvrières de "maquiladoras" assassinées dans cette ville du Mexique. La poésie et la tendresse ne sont pas en reste dans cette aventure : *Simplement différent*, *La Poésie* ou *De l'amour dans l'air*. Côté reprises, on se réjouira de son choix pour rendre hommage à ceux qui l'ont inspiré avec sa version de *Graine d'ananas* de Léo Ferré, la mise en musique très réussie façon James Bond du texte de B. Dimey, *Ivrogne et pourquoi pas ?* et cette audacieuse reprise de *Tous ces mots terribles* de F. Béranger à 20 voix (successives, toute la subtilité est là !). Une heure de musique et de textes de qualité dans une production irréprochable ! PM.



Films

Des abeilles et des hommes

Markus Imhoof

Jour2Fête : 7, rue Ambroise-Thomas
75009 Paris - www.jour2fete.com
20 février 2013

Le dernier opus de Markus Imhoof, un des pionniers du « nouveau cinéma suisse », nous permet de pénétrer dans l'univers étrange et fascinant d'une espèce menacée : les abeilles. Depuis 1995, les colonies disparaissent massivement. Les atteintes récurrentes à l'environnement, en particulier l'emploi intensif d'insecticides (imidaclopride, thiaméthoxame...), constituent vraisemblablement une des causes majeures de l'hécatombe. Or, sans l'intervention des hyménoptères dans le cycle naturel, un tiers de nos denrées alimentaires n'existerait pas. Le réalisateur ne montre pas seulement, souvent en très gros plans, les us et coutumes de ces précieuses bestioles, mais également comment certain(-e)s les traitent. Un des neuf protagonistes bipèdes, John Miller, qui pratique en Californie et dans le Dakota du nord l'apiculture à l'échelle industrielle, assimile le bruissement des ailes au « son de l'argent »... RH.



Nous avons également reçu...

■ **La démocratie près de chez vous, pour une 6^e république des territoires**, Bastien François et Agnès Michel, éd. Les Petits matins, 2012, 100 p. 5 €. La démocratie locale, abandonnée par l'Etat et confisquée par les barons locaux va mal. Les deux auteurs, membres d'EELV, proposent ici de nouvelles manières d'organiser le territoire en accordant plus de place aux régions et aux intercommunalités locales, en supprimant le département et en poursuivant la décentralisation des domaines réservés à l'Etat. Redonner le pouvoir aux citoyens, limiter les pouvoirs des élus (par l'interdiction du cumul des mandats), favoriser les liaisons directes entre les régions, transformer le Sénat en chambre des régions... autant de sujets à débattre.

■ **A demain sous l'arc-en-ciel**, Bruno Riondet, éd. Société des écrivains, 2012, 376 p. 20 €. Ce roman s'articule autour de la question des pesticides et de leurs effets sur la santé. Politiquement fort intéressant, entrecoupé de paroles de chansons engagées, avec un bon rendu des émotions des personnages, ce roman pêche par le manque de présentation de ces personnages. Il faut arriver à dépasser une cinquantaine de pages pour commencer à comprendre qui est qui, ce qui en arrêtera malheureusement plus d'un-e.

■ **Sugar man**, Malik Bendjelloul, 2012 RU-Suède, film de 1h25. Le film débute par une enquête à la recherche du chanteur guitariste folk, Sixto Rodriguez des années 70. Superbes images de la ville de Détroit et de la baie du Cap. Inconnu aux USA il a été le symbole de la lutte anti apartheid en Afrique du Sud. Allez voir ce film sur cet homme attachant, cultivé, désintéressé par l'argent et écoutez ses chansons vous serez conquis.

■ **Le développement, histoire d'une croyance occidentale**, Gilbert Rist, éd. Les presses de Sciences po. 2013, 520 p. 20 €. Avant de vous lancer généreusement dans un "projet de développement", prenez le temps de lire et relire cet ouvrage de référence qui en est à sa quatrième édition. Gilbert Rist retrace l'histoire de 60 ans de discours sur le sujet et en présente le bilan, affligeant et pour les humains et pour la planète.

■ **Je fais fuir les escargots et les limaces**, Sophie Meys, illustrations Renate Alf, éd. La Plage, 2013, 112 p. 8,95 €. Un petit livre qui va fortement intéresser les jardiniers : plutôt que de combattre les envahisseurs, essayer de comprendre comment maîtriser leurs attaques et comment faire un jardin qui leur résiste.

■ **Motherfucker**, Sylvain Ricard et Guillaume Martinez, éd. Futuropolis, 2013, 64 p. 15 €. Le destin d'un militant du Black Panther Party dans les années 1970 aux Etats-Unis. La BD qui ne traite qu'un tout petit morceau d'histoire ne permet guère de comprendre le contexte politique.

■ **Carnet de campagnes d'élections volés**, Clément Wittmann, clement.wittmann21@orange.fr, 2012, 152 p. 20 €. Celui qui a essayé d'être le candidat aux élections présidentielles pour représenter la décroissance livre ses souvenirs de campagne et ses réflexions.

■ **Economie fraternelle et finance éthique, l'expérience de la Nef**, Nathalie Calmé, éd. Yves Michel, 2012, 300 p. 19 €. L'histoire et les valeurs de la Nef, société financière alternative, avec un large aperçu des alternatives qu'elle a soutenues, et ses perspectives d'avenir grâce à la création d'une banque éthique européenne. Très complet.

■ **Construire un monde équitable pour demain, constats et solutions**, Henry Augier, éd. Sang de la Terre - Médial, 2012, 238 p. 23 €. Un livre de plus pour lister les maux de la terre et de l'humanité, ainsi que les bonnes intentions pour les combattre, grâce à "conjointement une réorientation politique et un changement profond des mentalités". Très généraliste.

Silence, c'est vous aussi

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-dessous ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Rejoignez un relais local

- > **Aube.**
Labo univ'X (groupe Silence)
15b, rue Henri Lemasson, 10000
Troyes, rencontres3@gmail.com,
tél. : 06 66 56 01 60
http://rencontres3.free.fr
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.**
Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75,
jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Besançon.** Martine Lionnet
tél. : 03 81 83 35 95
- > **Bretagne.**
Alexis Robert, La Guette en
Beauvais, 35380 Paimpont,
tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart,
obarm@laposte.net,
tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.**
Jean-Marc Pineau,
Marette, 63290 Paslières,
pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne
tél. : 04 99 64 32 44
cabvalerie@yahoo.fr
- > **Paris.** Mireille Oria,
mireille.oria@wanadoo.fr
tél. : 01 43 57 20 83
- > **Saône-et-Loire.**
Michel à Saint-Boil
tél. : 03 85 44 06 40 ;
Annabelle à Chalon sur Saône
tél. : 03 85 93 57 54
silence71@orange.fr

Devenez Ré'acteur

et gagnez votre démantèlement gratuit

Silence aimerait se faire davantage l'écho des fuites radioactives. Nous n'avons cependant ni les moyens, ni le temps pour courir les routes et les centrales toute l'année. Le meilleur moyen de parler des fuites radioactives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les fuites de votre connaissance. Au maximum, vous devenez ingénieur chez Areva et vous nous proposez un accident nucléaire clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même ré'acteur, une explication vous est donnée sur le site internet *areva.com* à la rubrique communication. Si vos fuites radioactives sont suffisamment élevées, **vous bénéficiez d'un démantèlement gratuit de quelques centaines d'années.**

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *Silence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous souhaitez tenir un stand lors d'une manifestation qui a lieu près de chez vous, contactez-nous.

Vous tenez un stand *Silence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

*Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec *Silence* !

Devenez Don'acteur

Silence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Pour tout don à *Silence* à partir de 15 €, vous recevrez un reçu fiscal qui vous permettra, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une **réduction d'impôt égale à 66 %** du montant de votre don.



Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet ; mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h

Dépôtaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau ; mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h

Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard ; lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires :

IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350 - Code BIC : CCOFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre - Belgique**,

98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39

IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 2^e trimestre 2013 - **Tirage :** 5350 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Caroline Bojarski, Delphine Boutonnet, Frédéric Burnel, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Rafaël Trapet - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Marie-Pierre Najman, Gaëlle Ronsin - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemey, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret www.free-pao.fr - **Dessins :** Coco, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weit - **Photographes :** Emmanuel Breteau, Marie Clem's, Arthur Dressler, Jaaron Farr, Tail Gunner, Itsuo Inouye, Olivier Jobard-Medecins du monde, Grégoire Lemoine, Tim Mitchell, Mits, Michel Scrive, Marie-Hélène Villierme, Visoflora - **Et pour ce n° :** Marie-Claire Bonnefous, Patrice Bouveret, Collectif des Ami-e-s de Silence, Alain Gaudin, Irène Kauter, Dominique Lalanne, Christian Maillebois, Michel Scrive, Eva Thiebaud - **Couverture :** Claire Lamri - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Base de données :** Régis Delhomme - **Réseau informatique :** Jean-Marc Luquet - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



LaNef
société coopérative
de finances solidaires
Les finances de Silence
sont gérées par des comptes de
la société financière La Nef.
www.lanef.com

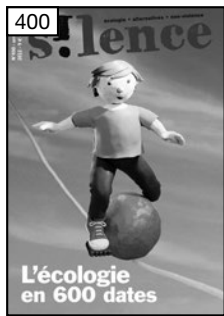


enercoop
L'électricité des locaux de Silence
provient d'Enercoop qui nous
garantit une production à partir
des énergies renouvelables.
www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier
100 % recyclé blanchi sans chlore par :
Impressions modernes - Z.A. Les Savines,
22, rue M. Seguin - 07502 Guilhérand-Granges
Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

Commandes



Numéros disponibles

- 368 A la recherche de l'écologie radicale
- 374 Le corps, champ de bataille
- 376 Les murs, médias alternatifs
- 377 Élues et Genre
- 378 Apprendre sans école
- 380 Les frontières de la non-violence
- 383 Vivre en colocation
- 388 Ça marche !
- 390 Internet, l'envers de la toile
- 391 Après la vélorution
- 393 Contraception et autonomie
- 394 Le retour des monnaies locales
- 395 A la découverte de la presse alternative
- 396 Terres collectives
- 398 Expériences de transition
- 399 A votre santé ?
- 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)

- 401 Se former à la non-violence
- 402 Ces croyances qui nous dominent
- 404 Se réappropriier l'espace public
- 405 Avec les sans terres
- 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- 407 Vivre sans internet
- 409 Un autre cercle est possible
- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme

Numéros régionaux

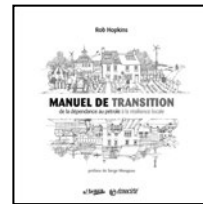
- 359 Seine Saint-Denis
- 381 Essonne et Val-de-Marne
- 392 Auvergne
- 397 Lorraine
- 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €). Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

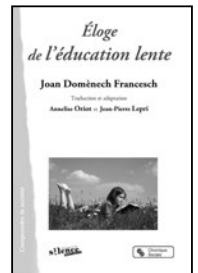
Livres

- Les 600 dates de l'écologie**
84 p. - 12 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.



- Manuel de transition**
212 p. - 20 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.

- Éloge de l'éducation lente**
128 p. - 13,50 €
Frais de port :
- métropole : 3 €
- étranger : 4,5 €



Commandes groupées, nous consulter.

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Je m'abonne à s!lence

France métropolitaine

- Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 20 €
- Particulier 1 an 46 €
- Institution 1 an 60 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 74 €
- Groupés par 3 ex* 1 an 115 €
- Groupés par 5 ex* 1 an 173 €
- Petit budget 1 an 32 €

* à la même adresse

Autres pays et Dom-tom

- Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 27 €
- Particulier 1 an 55 €
- Institution 1 an 68 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 85 €
- Petit budget 1 an 39 €

Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédiaire de PayPal.

Total de votre règlement :

Vos coordonnées :

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 11 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Titulaire du compte

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Compte à débiter

Établissement	Code guichet	N° de compte	Clé
_ _ _ _	_ _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_ _

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517	NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER : Silence 9, rue Dumenge 69317 LYON Cedex 04	Date et signature obligatoires :
--	--	----------------------------------

Important : joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).



Transhumance contre le puçage

Du 28 janvier au 1^{er} février 2013, dans la Drôme, a eu lieu une transhumance hivernale allant de Mornans jusqu'à Valence devant la Préfecture du département, pour protester contre le puçage obligatoire des animaux d'élevage. Une centaine d'animaux et une cinquantaine de personnes ont participé. Les éleveurs qui ne respectent pas la réglementation imposant la pose de boucles électroniques aux oreilles de leurs moutons, en vigueur depuis juillet 2010, sont passibles de lourdes sanctions financières. On cherche ainsi à les transformer en opérateurs d'un élevage de plus en plus industrialisé. Dans le courant de 2013, ce sont toutes les chèvres et les brebis qui devront être pucées. Face à la standardisation du travail agricole, aux impacts de l'industrie électronique et à l'évincement et au contrôle de l'humain par la machine, il est nécessaire de réagir, pour ne pas, demain, être tous pucés. Contact : <http://contrelepucage.free.fr>

■ Reportage photographique d'Emmanuel Breteau, photographe du monde paysan alpin et de ses mutations. *Les Caravelles*, 38710 Saint-Sébastien, <http://breteau-photographe.com>.

